

ANALYSE FINANCIÈRE RÉTRO-PROSPECTIVE 2014-2026 DE LA COMMUNE

- DOCUMENT DÉFINITIF -

Cyril Duarte

21epc88

SOCIÉTÉ D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES - www.ressources-consultants-finances.fr

Siège : 16, rue de Penhoët – 35000 RENNES - Tel. 02.99.78.09.78 - rennes@ressources-consultants.fr

Direction Sud : 8 rue Jules de Rességuier - BP 60813 - 31008 TOULOUSE Cedex 6 - Tel. 05.62.47.47.20 - toulouse@ressources-consultants.fr

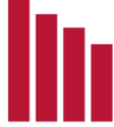
Antenne Paris : 55, rue Boissonade – 75014 PARIS - Tel. 01.40.64.83.40 - paris@ressources-consultants.fr

S.A. au capital de 517 680 Euros - N° SIRET 381 681 527 00085 - RCS RENNES 94 B 81



PARTIE 1

ÉLÉMENTS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE À FIN 2019



Propos liminaires : faits marquants (1/2)

Sur la période étudiée (2014-2019), plusieurs faits marquants ont eu des impacts significatifs sur les dépenses ainsi que sur les recettes de fonctionnement de la commune de Chancelade.

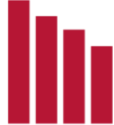
Les impacts majeurs à mettre en lumière sont le fruit de la relation entre la commune et le Grand Périgueux. A cet égard, l'année 2017 a été marquée par des changements significatifs en termes de transferts de compétences :

- ✓ **1^{er} janvier 2017** : la commune de Chancelade transfère le **service incendie** au Grand Périgueux. Dans le cadre du transfert de charges de la commune vers la communauté d'agglomération, inhérent à ce transfert de compétence, il a été décidé un transfert d'une part de la fiscalité communale vers le Grand Périgueux. Ainsi, en 2017, 3,74 pts du taux de foncier bâti communal ont basculé vers le taux de foncier bâti intercommunal :
 - Le taux de foncier bâti communal est alors porté à 31,28% en 2017 contre 35,02% en 2016,
 - Permettant ainsi au Grand Périgueux de voter la création d'un taux de foncier bâti intercommunal à hauteur de 3,74% en 2017.

TAUX D'IMPOSITION FONCIER BATI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux FB communal	34,33%	34,67%	35,02%	31,28%	31,70%	31,70%
Taux FB Grand Périgueux	0,00%	0,00%	0,00%	3,74%	3,74%	3,74%
Taux FB consolidé	34,33%	34,67%	35,02%	35,02%	35,44%	35,44%

- ✓ **1^{er} septembre 2017** : la commune de Chancelade transfère au Grand Périgueux les compétences **ALSH** et **périscolaire**. Cependant, le Grand Périgueux met depuis à la disposition de la commune le personnel permettant l'exercice de la compétence périscolaire à Chancelade.



Propos liminaires : faits marquants (2/2)

En complément de la baisse du taux de foncier bâti communal en 2017, d'autres variations des taux d'imposition communaux ont impacté les recettes de fonctionnement de la commune de Chancelade sur la période rétrospective étudiée :

- **2015** : hausses des taux d'imposition de taxe d'habitation (ci-après TH) et de foncier bâti (ci-après FB) respectivement à hauteur de +4,0% et +1,0% → les taux d'imposition s'élèvent ainsi, en 2015, à 12,90% pour la TH, 34,67% pour le FB et 127,31% pour le foncier non bâti (ci-après FNB),
- **2016** : hausses des taux d'imposition de TH et de FB respectivement à hauteur de +3,5% et +1,0% → les taux d'imposition s'élèvent ainsi, en 2016, à 13,35% pour la TH, 35,02% pour le FB et 127,31% pour le FNB,
- **2017** : l'année est marquée par le transfert du **service incendie** au Grand Périgueux, à qui Chancelade cède 3,74 points de son taux communal de FB (soit -10,% en termes nominaux) ; par ailleurs, la commune augmente son taux de TH de +2,2% → les taux d'imposition s'élèvent ainsi, en 2017, à 13,65% pour la TH, 31,28% pour le FB et 127,31 % pour le FNB,
- **2018** : nouvelles hausses conjointes des taux de TH et FB, respectivement à hauteur de +1,1% et +1,3% en termes nominaux → les taux d'imposition s'élèvent ainsi, en 2018, à 13,80% pour la TH, 31,70% pour le FB et 127,31 % pour le FNB,
- **2019** : les taux d'imposition restent inchangés pour la première fois du mandat.

Il est donc à noter :

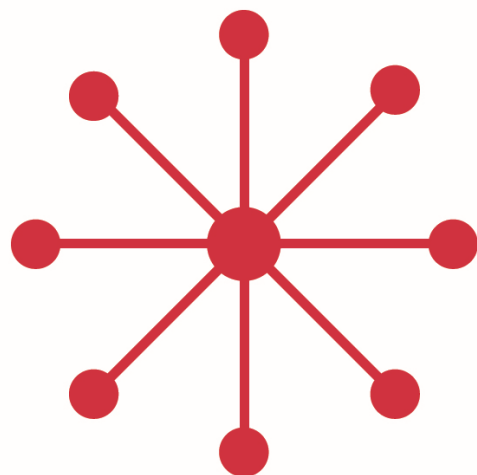
- ✓ Que le taux de TH a observé 4 hausses successives entre 2014 et 2018, augmentant sur la période à hauteur de +2,7%/an, en termes nominaux, avant de se stabiliser en 2019,
- ✓ Que le taux de FB a augmenté de +0,8%/an, en moyenne, entre 2014 et 2018 (si l'on retrace le transfert de taux de 2017), avant de se stabiliser en 2019, à l'instar du taux de TH,
- ✓ Et que le taux de FNB n'a pas évolué entre 2014 et 2019.

TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux TH	12,40%	12,90%	13,35%	13,65%	13,80%	13,80%
Taux FB	34,33%	34,67%	35,02%	31,28%	31,70%	31,70%
Taux FNB	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%

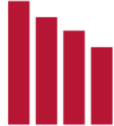
EVOLUTION NOMINALE DES TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Taux TH	2,2%	4,0%	3,5%	2,2%	1,1%	0,0%
Taux FB	-1,6%	1,0%	1,0%	-10,7%	1,3%	0,0%
Taux FNB	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	-0,2%	2,0%	1,8%	-6,0%	1,2%	0,0%



1.1

LA CHAÎNE DE L'ÉPARGNE



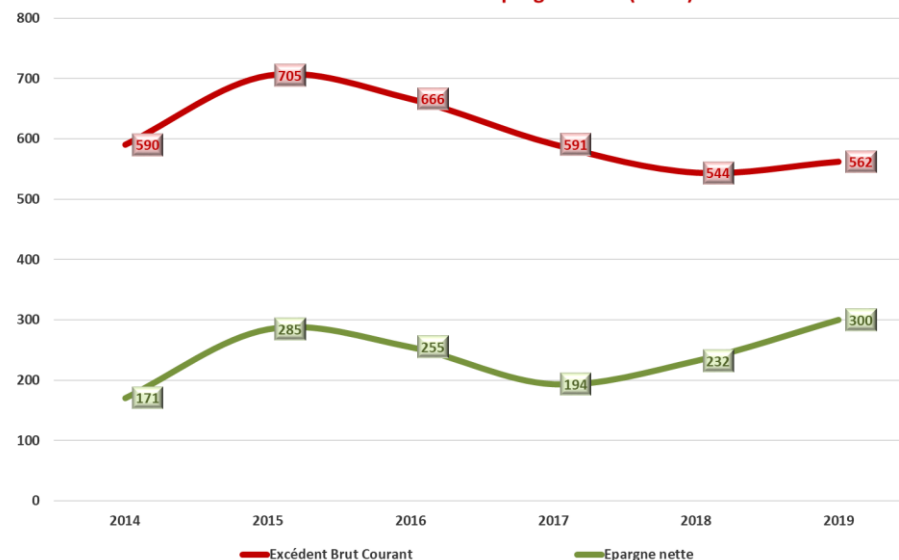
La chaîne de l'épargne

CHAINE DE L'EPARGNE

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2014/2019
Produits de fonctionnement courant	3 889	4 017	3 894	3 758	3 767	3 827	-63
- Charges de fonctionnement courant	3 299	3 311	3 228	3 167	3 223	3 265	-35
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	590	705	666	591	544	562	-28
+ Solde exceptionnel large	20	6	7	5	71	154	134
= Produits exceptionnels larges*	21	8	10	5	71	161	141
- Charges exceptionnelles larges*	0	2	3	0	1	7	7
= EPARGNE DE GESTION (EG)	611	711	674	596	614	716	106
- Intérêts	139	130	124	114	111	108	-32
= EPARGNE BRUTE (EB)	471	581	550	482	504	609	137
- Capital	301	297	295	288	271	308	8
= EPARGNE NETTE (EN)	171	285	255	194	232	300	130

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

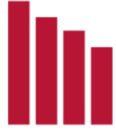
L'excédent brut courant et l'épargne nette (en k€)



L'épargne nette de la commune de Chancelade s'est améliorée de 130 k€ entre 2014 et 2019 : 300 k€ en 2019 contre 171 k€ en 2014.

Cependant, il est possible de distinguer 3 phases dans l'évolution de l'épargne nette communale entre 2014 et 2019 :

- ✓ Entre 2014 et 2015, l'épargne nette observe une hausse de +114 k€, soit un accroissement de 2/3 de son montant (285 k€ en 2015 contre 171 k€ en 2014). Cette hausse est alors exclusivement portée par l'augmentation de l'excédent brut courant du fait que les produits de fonctionnement courant observent alors une croissance plus marquée que celle des charges de fonctionnement courant (respectivement +127 k€ et +12 k€ entre 2014 et 2015),
- ✓ Entre 2015 et 2017, la commune observe 2 baisses successives de son épargne nette, qui s'explique à chaque fois par la réduction de son excédent brut courant : le recul des produits de fonctionnement courant est alors plus marqué que celui des charges de fonctionnement courant (-123 k€ et -84 k€ respectivement, entre 2015 et 2016, puis -136 k€ et -61 k€ respectivement, entre 2016 et 2017). L'épargne nette de la commune s'élève ainsi à 194 k€ en 2017 contre 285 k€ en 2015,
- ✓ Enfin, entre 2017 et 2019, l'épargne nette communale connaît 2 hausses successives, à hauteur de +38 k€ puis +68 k€, s'établissant ainsi à 300 k€ en 2019. Ces hausses successives sont essentiellement expliquées par la croissance du solde exceptionnel large, à hauteur de +66 € en 2018 et +84 k€ en 2019. Toutefois, ces niveaux importants de recettes exceptionnelles en 2018 puis 2019 imposent d'étudier l'évolution de l'épargne nette communale hors solde exceptionnel large.



La chaîne de l'épargne hors solde exceptionnel large

CHAINE DE L'EPARGNE

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2014/2019
Produits de fonctionnement courant	3 889	4 017	3 894	3 758	3 767	3 827	-63
- Charges de fonctionnement courant	3 299	3 311	3 228	3 167	3 223	3 265	-35
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	590	705	666	591	544	562	-28
- Intérêts	139	130	124	114	111	108	-32
= EPARGNE BRUTE (hors solde exceptionnel large)	451	576	542	477	433	454	3
- Capital	301	297	295	288	271	308	8
= EPARGNE NETTE (hors solde exceptionnel large)	150	279	248	189	162	146	-5

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

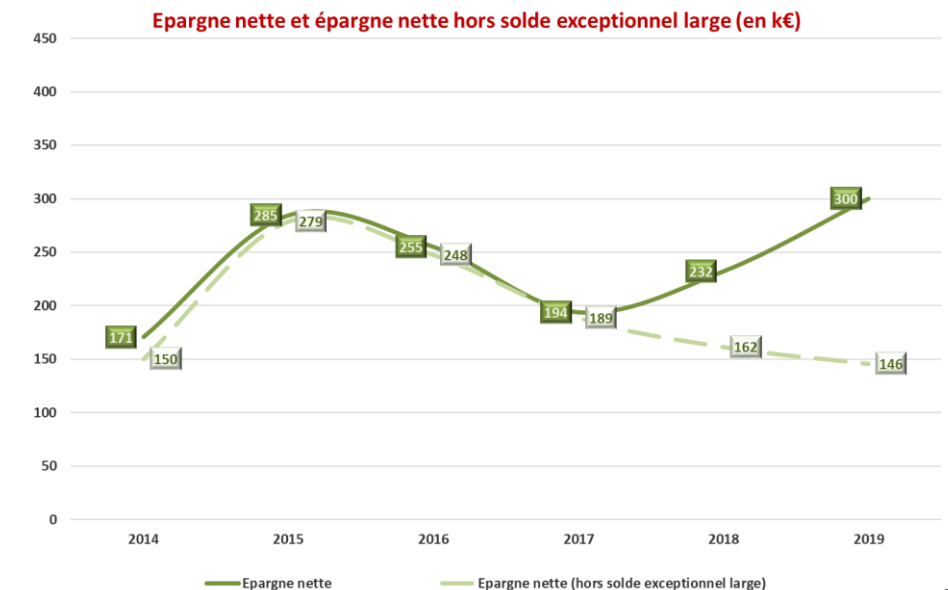
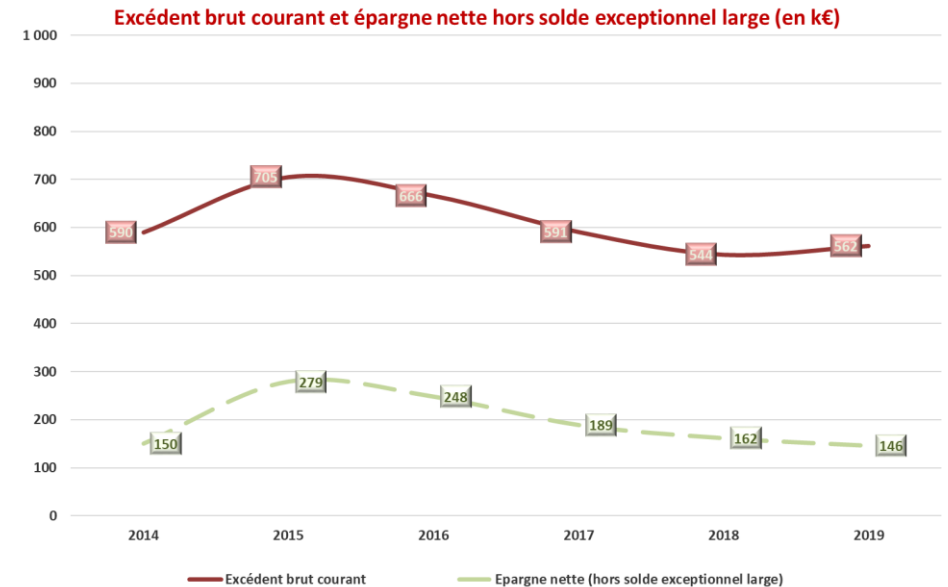
En étudiant l'évolution de l'épargne nette hors solde exceptionnel large de la commune de Chancelade entre 2014 et 2019, le profil et la tendance diffèrent de l'évolution de l'épargne nette.

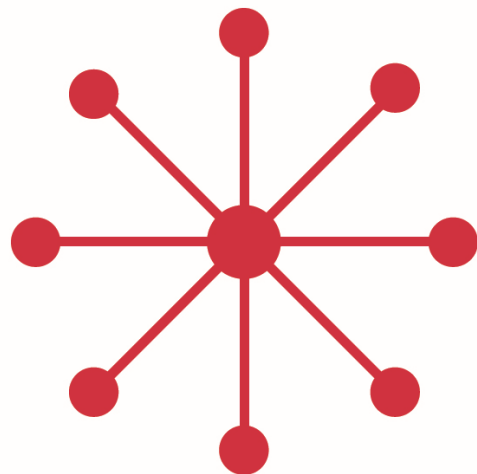
En effet, l'épargne nette hors solde exceptionnel large de la commune s'élève à 146 k€ en 2019 contre 150 k€ en 2014.

Celle-ci pourrait alors paraître en stabilisation entre 2014 et 2019. Toutefois, après une hausse significative en 2015 (279 k€ en 2015 contre 150 k€ en 2014, soit +129 k€), l'épargne nette hors solde exceptionnel large de Chancelade est en recul permanent depuis.

Cette dernière a observé une baisse cumulée de -133 k€ entre 2015 et 2019, s'établissant à 146 k€ en 2019, soit à un niveau quasiment réduit de moitié par rapport à 2015.

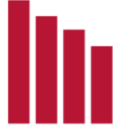
Enfin, il est à noter qu'en retraitant du solde exceptionnel large, le profil et la tendance de l'épargne nette de la commune sont corrélés à ceux de l'excédent brut courant.





1.2

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT



Structure et évolution des produits de fonctionnement communaux de 2014 à 2019 (1/3)

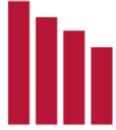
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2014/2019	Ev° nominale moyenne 2014/2019	Ev° réelle moyenne 2014/2019
Impôts et taxes	2 368	2 539	2 577	2 463	2 426	2 495	127	1,1%	0,3%
Contributions directes	1 967	2 074	2 106	2 018	2 087	2 164	197	1,9%	1,2%
Attribution de compensation reçue	259	257	256	237	122	113	-146	-15,3%	-16,0%
Dotation Solid. Ctaire reçue	61	61	65	66	66	66	5	1,7%	0,9%
Attribution FPIC	42	57	69	58	59	58	16	6,7%	5,9%
Reversement FNGIR	2	2	2	2	2	2	0	0,0%	-0,7%
TLPE	2	57	48	50	53	48	46	98,6%	97,1%
Fonds départemental DMT0	35	30	31	32	37	43	8	4,4%	3,7%
Dotations et participations	1 041	959	847	859	859	805	-236	-5,0%	-5,7%
DGF	839	777	683	653	667	660	-179	-4,7%	-5,4%
Compensations fiscales	70	75	54	70	71	74	3	0,9%	0,2%
FCTVA fct	0	0	0	11	8	19	19	s.o.	s.o.
Participations autres organismes (CAF)	129	106	100	90	84	51	-77	-16,8%	-17,4%
Autres dotations et participations	3	2	9	35	28	1	-2	-21,6%	-22,1%
Produits des services et du domaine	315	329	321	314	361	379	64	3,8%	3,0%
Concessions cimetières	4	5	3	5	6	7	4	14,8%	14,0%
Redevance d'occupation du domaine public communal	6	6	11	10	12	9	3	9,2%	8,4%
Redevances et droits des services à caractère culturel	3	2	1	1	2	2	-1	-8,3%	-9,0%
Redevances et droits des services à caractère de loisirs	40	35	37	32	0	0	-40	-100,0%	-100,0%
Redevances et droits des services à caractère social	93	90	90	74	79	79	-14	-3,3%	-4,0%
Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	154	168	164	163	168	178	24	2,9%	2,2%
Mise à disposition du personnel	10	10	10	26	21	39	29	31,9%	31,0%
<i>aux budgets annexes, régies municipales, C.C.A.S. et caisse des écoles</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>10</i>	<i>26</i>	<i>21</i>	<i>22</i>	<i>12</i>	<i>17,7%</i>	<i>16,8%</i>
<i>au GFP de rattachement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>s.o.</i>	<i>s.o.</i>
Remboursement de frais	6	13	5	4	74	65	59	60,0%	58,9%
<i>par GFP de rattachement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2</i>	<i>70</i>	<i>62</i>	<i>62</i>	<i>s.o.</i>	<i>s.o.</i>
<i>par d'autres redevables</i>	<i>6</i>	<i>13</i>	<i>5</i>	<i>2</i>	<i>4</i>	<i>3</i>	<i>-3</i>	<i>-13,6%</i>	<i>-14,3%</i>
Autres produits de gestion courante	47	48	46	48	49	39	-8	-3,6%	-4,3%
Atténuations de charges	118	142	103	74	72	108	-10	1,7%	-2,4%
Produits de fonctionnement courant	3 889	4 017	3 894	3 758	3 767	3 827	-63	-0,3%	-1,1%
Produits exceptionnels larges	21	8	10	5	71	161	141	50,8%	49,7%
Produits de fonctionnement	3 910	4 025	3 904	3 763	3 838	3 988	78	0,4%	-0,3%
Inflation budgétaire	0,74%	0,00%	0,20%	1,00%	1,60%	0,90%			

Hausse des impôts et taxes : la **croissance des contributions directes** contrebalance l'érosion observée par l'AC du fait des transferts de compétences **ALSH** et **périscolaire**.

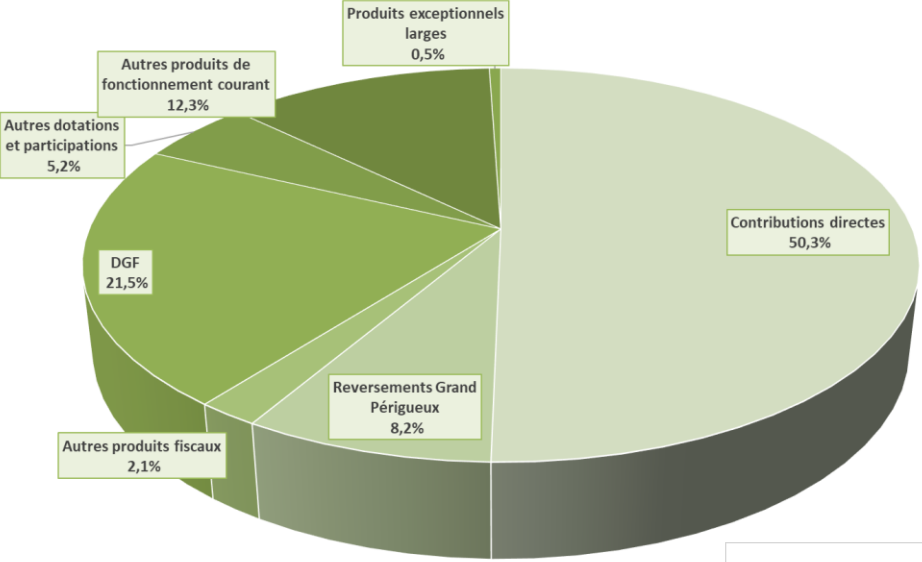
Le recul des dotations et participations est porté :
✓ Principalement par la **baisse significative de la DGF entre 2014 et 2017**,
✓ Et, dans une moindre mesure, par la baisse des participations CAF, essentiellement expliquée par les transferts de compétences **ALSH** et **périscolaire** vers le Grand Périgueux.

A noter que malgré le recul des produits de fonctionnement courant, les produits de fonctionnement apparaissent en croissance, du fait d'un niveau de recettes exceptionnelles **ponctuellement élevé**

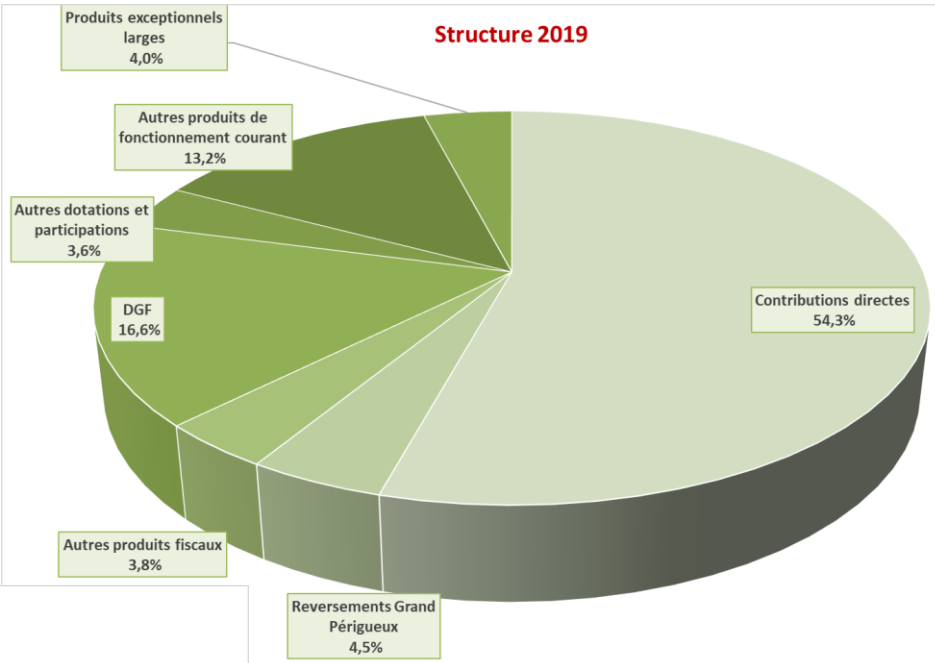


Structure et évolution des produits de fonctionnement communaux de 2014 à 2019 (2/3)

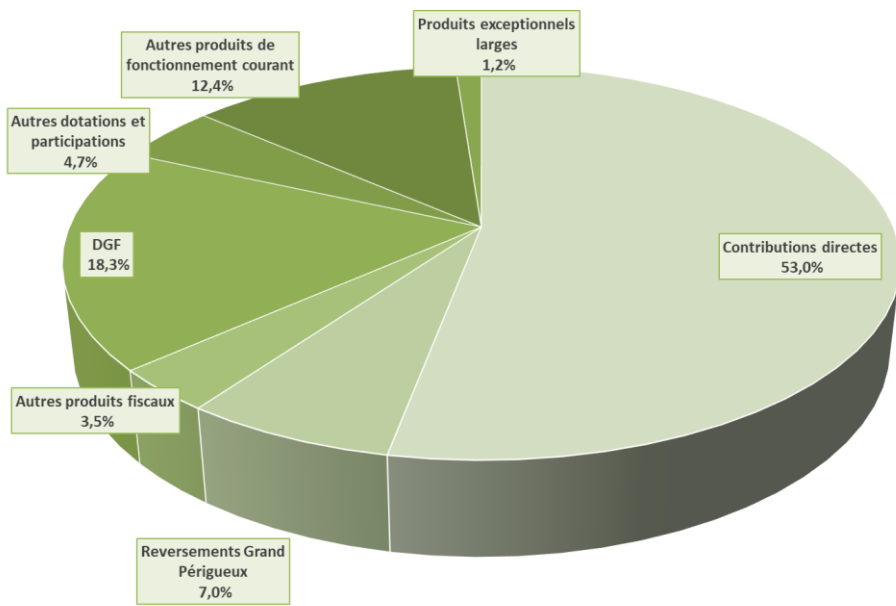
Structure 2014

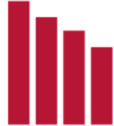


Structure 2019



Structure moyenne 2014-2019





Structure et évolution des produits de fonctionnement communaux de 2014 à 2019 (3/3)

Entre 2014 et 2019, les produits de fonctionnement réels de la commune de Chancelade ont observé une légère croissance à hauteur de +78 k€ et +0,4%/an, en moyenne, en termes nominaux : 3 988 k€ en 2019 contre 3 910 k€ en 2014.

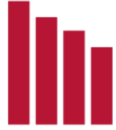
Cependant, il est important de noter que sans l'apport des produits exceptionnels larges, qui ont cru de +141 entre 2014 et 2019 (191 k€ en 2019 contre 21 k€ en 2014), les produits de fonctionnement courant de la commune ont observé un recul de -63 k€ et une évolution nominale moyenne de -0,3%/an : 3 827 k€ en 2019 contre 3 889 k€ en 2014.

Ce recul des produits de fonctionnement est expliqué par la baisse significative des dotations et participations, entre 2014 et 2019, malgré de hausses conjointes des impôts et taxes et des produits des services :

- ✓ D'une part, les impôts et taxes de la commune ont connu une hausse de +127 k€ entre 2014 et 2019, portée par la croissance des contributions directes (+197 k€ et +1,9%/an en termes nominaux) : 2 495 k€ en 2019 contre 2 368 k€ en 2014, soit une croissance nominale moyenne de +1,1%/an,
- ✓ D'autre part, les produits des services et du domaine de la commune ont observé une hausse de +64 k€, soit une croissance moyenne de +3,8%/an en termes nominaux, laquelle croissance a été favorisée par les dynamiques conjointes des remboursements de frais, de la mise à disposition du personnel et des redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement (respectivement à hauteur de +59 k€, +29 k€ et +24 k€), qui ont contrebalancé l'impact du transfert au Grand Périgueux des redevances et droits des services à caractère de loisirs dans le cadre du transfert de la compétence ALSH au 1^{er} janvier 2017.
- ✓ Toutefois, ces hausses cumulées ont été contrebalancées par le recul significatif des dotations et participations, entre 2014 et 2019, à hauteur -236 k€, soit -5,0%/an en moyenne nominale. Ce recul a été porté par :
 - La baisse de la dotation globale de fonctionnement (ci-après DGF) entre 2014 et 2017, d'une part : 653 k€ en 2017 contre 839 k€ en 2014, soit -186 k€ et -8,0%/an en termes nominaux, en 3 années,
 - Le recul des participations des autres organismes/CAF entre 2014 et 2019 : 51 k€ en 2019 contre 129 k€ en 2014, soit -77 k€ et un montant divisé par 2,5 en 5 années.

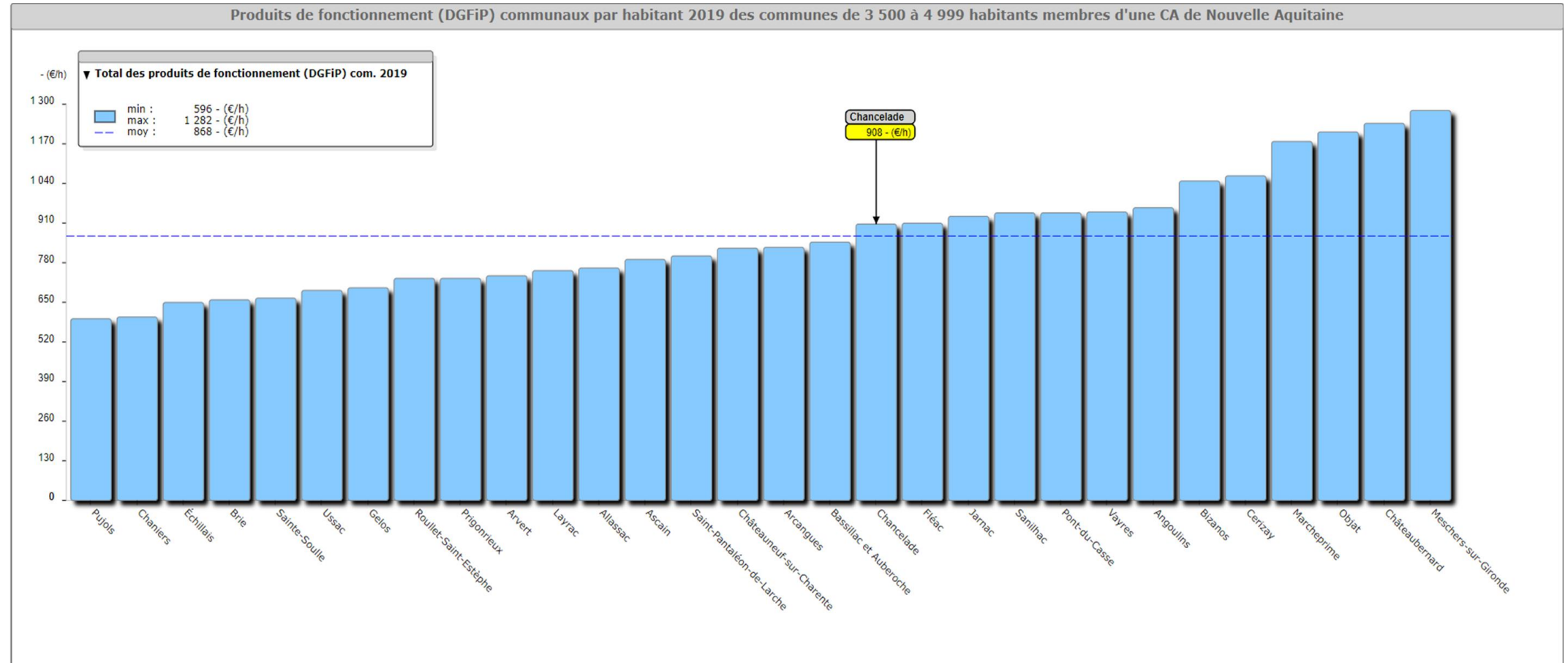
Enfin, à la lecture de ces différentes variations, il est à noter qu'entre 2014 et 2019, la structure des produits réels de fonctionnement de la commune de Chancelade ont sensiblement changé au profit des contributions directes. Ceci peut donc s'expliquer par les impacts conjoints :

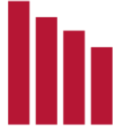
- ✓ Des hausses successives des taux d'imposition entre 2014 et 2018 ainsi que de la croissance des bases fiscales,
- ✓ Du recul de la DGF, essentiellement du fait de la contribution au redressement des finances publiques (ci-après CRFP), en vigueur entre 2014 et 2017 (baisse cumulée à cet égard de -180 k€ sur les années 2015 à 2017),
- ✓ Et de la baisse significative des reversements du Grand Périgueux à la commune de Chancelade, concentrée sur le vecteur de l'attribution de compensation (ci-après AC) communale, dans le cadre des transferts de compétences opérés en 2017.



Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

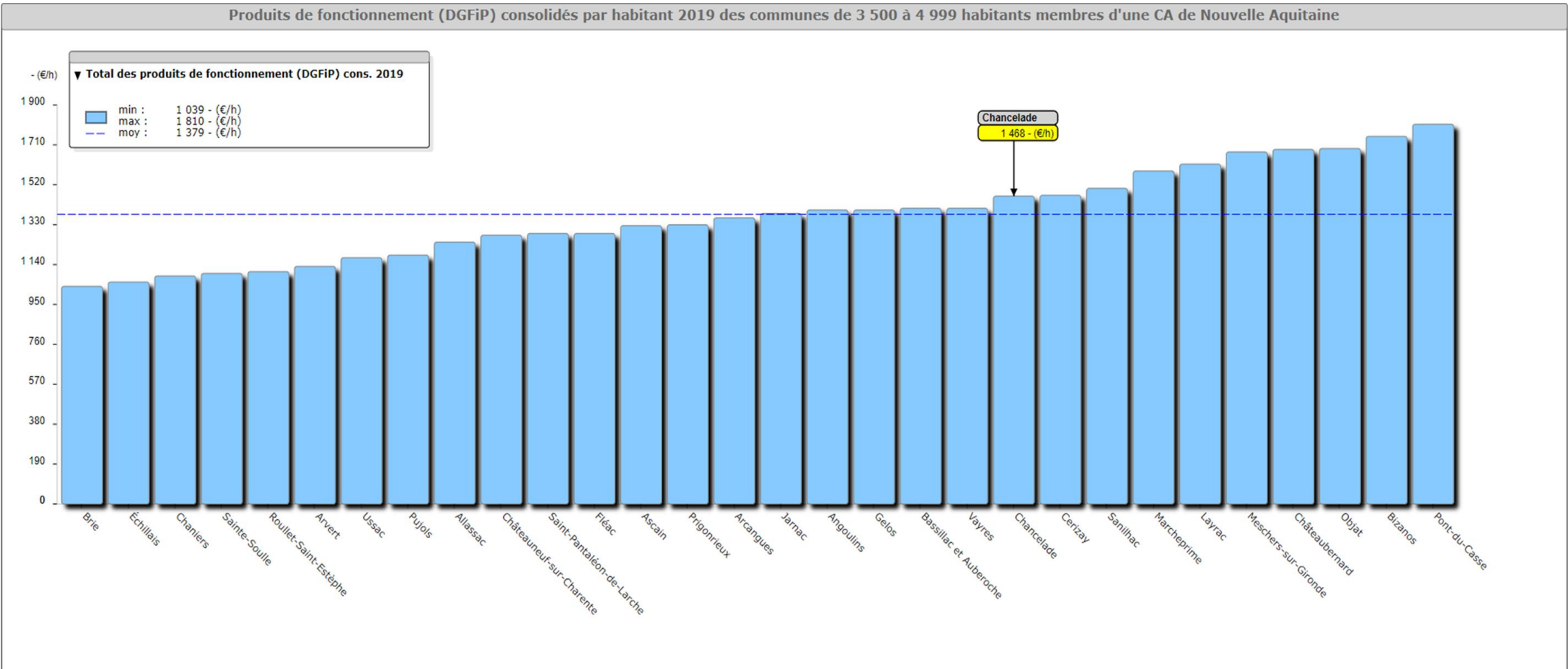
Produits de fonctionnement communaux par habitant en 2019

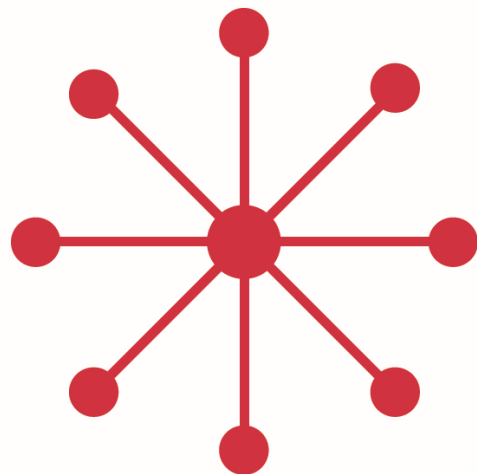




Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

Produits de fonctionnement consolidés par habitant en 2019





1.2.1

Analyse de la politique fiscale

Taux d'imposition consolidés Chancelade/Grand Périgueux

TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux TH	12,40%	12,90%	13,35%	13,65%	13,80%	13,80%
Taux FB	34,33%	34,67%	35,02%	31,28%	31,70%	31,70%
Taux FNB	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%

TAUX D'IMPOSITION INTERCOMMUNAUX

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux TH	7,51%	7,51%	7,51%	7,51%	7,51%	7,51%
Taux FB	0,00%	0,00%	0,00%	3,74%	3,74%	3,74%
Taux FNB	4,73%	4,73%	4,73%	4,73%	4,73%	4,73%

TAUX D'IMPOSITION CONSOLIDES

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux TH	19,91%	20,41%	20,86%	21,16%	21,31%	21,31%
Taux FB	34,33%	34,67%	35,02%	35,02%	35,44%	35,44%
Taux FNB	132,04%	132,04%	132,04%	132,04%	132,04%	132,04%

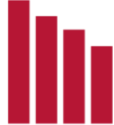
Hausses successives des taux communaux de TH entre 2014 et 2018 et 3 hausses du taux de foncier bâti.

Par conséquent :

- ✓ Le taux de TH s'élève à 13,80% en 2019 contre 12,40% en 2014,
- ✓ Le taux de FB s'élève à 31,70% en 2019 contre 34,33% en 2014. Il est à noter que le taux se serait élevé à 35,44% sans le transfert de fiscalité opéré au profit du Grand Périgueux en 2017,
- ✓ Et le taux de FNB, qui n'a pas été modifié entre 2014 et 2019, s'élève à 127,31% en 2019.

Transfert de fiscalité au Grand Périgueux avec le transfert de la compétence *service incendie* :

- ✓ Création du taux de FB au Grand Périgueux à hauteur de 3,74% en 2017,
- ✓ Baisse du taux de FB pour Chancelade à 31,28% en 2017 contre 35,02% en 2016 (-141 k€).



Taux, bases et produits fiscaux

TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux TH	12,40%	12,90%	13,35%	13,65%	13,80%	13,80%
Taux FB	34,33%	34,67%	35,02%	31,28%	31,70%	31,70%
Taux FNB	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%

BASES NETTES D'IMPOSITION

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Base nette TH	5 301	5 620	5 471	5 415	5 560	5 769
<i>dont résidences secondaires</i>	206	222	250	240	276	296
Base nette FB	3 642	3 721	3 757	3 890	3 967	4 089
Base nette FNB	45	45	46	46	47	48

PRODUITS FISCAUX

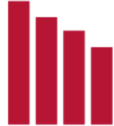
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produit TH	657	725	730	739	767	796
Produit FB	1 250	1 290	1 316	1 217	1 258	1 296
Produit FNB	57	57	59	59	59	61
Produit 3 Taxes ménages	1 965	2 072	2 105	2 015	2 084	2 153

COMPENSATIONS FISCALES

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Compensations TH	44	53	36	59	62	64
Compensations FB	17	13	11	4	4	4
Compensation FNB	9	8	7	7	6	6
Compensations TP/CFE/CVAE	1	1	0	0	0	0
Compensations fiscales	70	75	54	70	71	74

PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Produit et compensation TH	701	778	766	798	829	860
Produit et compensations FB	1 267	1 303	1 327	1 220	1 261	1 300
Produit et compensation FNB	66	65	66	66	65	67
Produits et comp. ménages	2 034	2 146	2 159	2 084	2 155	2 227
Produit et compensations TP/CFE/CVAE	1	1	0	0	0	0
Produits et comp. Totaux	2 035	2 146	2 159	2 084	2 155	2 227



Taux, bases et produits fiscaux

VARIATION DE LA PRESSION FISCALE *

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Taux TH	2,57%	4,97%	4,31%	1,64%	0,70%	1,29%
Taux FB	-1,19%	1,90%	1,82%	-11,21%	0,94%	1,29%
Taux FNB	0,40%	0,90%	0,80%	-0,59%	-0,39%	1,29%
Taux ménages	0,15%	2,92%	2,64%	-6,59%	0,82%	1,29%

* Variation de la pression fiscale = (Var. taux x Coeff. d'actu.) / Indice des prix

EVOLUTION PHYSIQUE DES BASES NETTES D'IMPOSITION

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Base nette TH	0,56%	5,08%	-3,61%	-1,42%	1,46%	1,53%
Base nette FB	1,19%	1,26%	-0,02%	3,11%	0,78%	0,85%
Base nette FNB	0,08%	-1,79%	2,38%	-0,12%	-0,45%	0,42%

EVOLUTION REELLE DES PRODUITS FISCAUX

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Produit TH	3,15%	10,30%	0,54%	0,19%	2,17%	2,84%
Produit FB	-0,02%	3,18%	1,79%	-8,45%	1,73%	2,15%
Produit FNB	0,48%	-0,91%	3,20%	-0,71%	-0,85%	1,71%
Produit 3 taxes ménages	1,10%	5,44%	1,39%	-5,23%	1,82%	2,39%

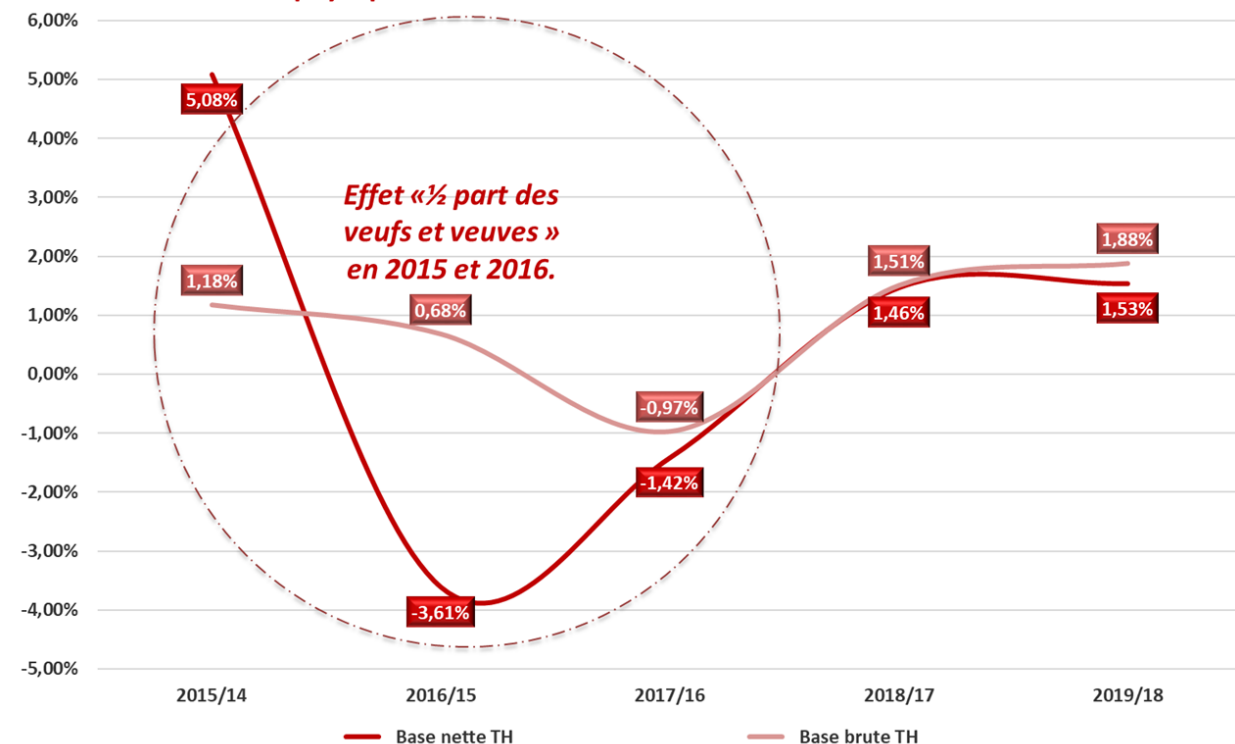
EVOLUTION REELLE DES COMPENSATIONS FISCALES

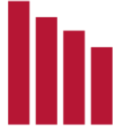
	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Compensations TH	7,07%	21,79%	-32,45%	62,68%	2,89%	2,19%
Compensations FB	-25,15%	-24,39%	-17,06%	-65,34%	-3,74%	12,30%
Compensation FNB	-8,39%	-8,86%	-9,44%	-8,21%	-14,00%	-0,94%
Compensations TP/CFE/CVAE	-100,00%	-33,88%	-15,42%	-69,14%	-100,00%	s.o.
Compensations fiscales	0,18%	6,03%	-27,18%	26,72%	0,68%	2,45%

EVOLUTION NOMINALE DES PRODUITS FISCAUX YC COMPENSATIONS

	Moy.	2015/14	2016/15	2017/16	2018/17	2019/18
Produit et compensation TH	3,41%	11,01%	-1,70%	3,12%	2,23%	2,79%
Produit et compensations FB	-0,22%	2,81%	1,60%	-8,91%	1,71%	2,18%
Produit et compensation FNB	-0,53%	-1,96%	1,65%	-1,53%	-2,19%	1,47%
Produits et comp. ménages	1,08%	5,48%	0,41%	-4,42%	1,79%	2,40%
Produit et compensations TP/CFE/CVAE	-100,00%	-33,88%	-15,42%	-69,14%	-100,00%	s.o.
Produits et comp. Totaux	1,07%	5,46%	0,40%	-4,43%	1,78%	2,40%

Evolution physique des bases brutes et nettes de taxe d'habitation





Variation des produits fiscaux : effet base et effet taux

PRODUITS FISCAUX

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2014/19
Produit TH	657	725	730	739	767	796	139
Produit FB	1 250	1 290	1 316	1 217	1 258	1 296	46
Produit FNB	57	57	59	59	59	61	4
Produit 3 Taxes ménages	1 965	2 072	2 105	2 015	2 084	2 153	188

VARIATION PRODUITS FISCAUX : EFFET BASE

K€		2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	Var° 2014/19
Produit TH		41	-20	-8	20	29	63
dont actualisation forfaitaire		6	8	3	9	17	42
dont évolution physique		35	-27	-11	11	12	20
Produit FB		27	13	41	25	39	145
dont actualisation forfaitaire		11	13	5	15	28	72
dont évolution physique		16	0	37	10	11	73
Produit FNB		-1	2	0	0	2	4
dont actualisation forfaitaire		1	1	0	1	1	3
dont évolution physique		-1	1	0	0	0	0
Produit 3 Taxes ménages		68	-5	34	45	69	211
dont actualisation forfaitaire		18	21	8	24	46	117
dont évolution physique		50	-26	26	21	23	93

VARIATION PRODUITS FISCAUX : EFFET TAUX

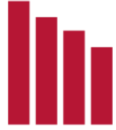
K€		2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	Var° 2014/19
Produit TH		27	25	16	8	0	76
Produit FB		12	13	-141	16	0	-99
Produit FNB		0	0	0	0	0	0
Produit 3 Taxes ménages		39	38	-124	24	0	-22

L'effet base représente une croissance de recettes fiscales de **+211 k€** :

- ✓ d'une part, l'**actualisation forfaitaire** des bases fiscales, à hauteur de **+1,1%/an en moyenne entre 2014 et 2019**, qui porte une croissance de **+117 k€** sur la période étudiée,
- ✓ d'autre part, l'**évolution physique** observée par les bases nettes, et **plus particulièrement par celles de FB** qui portent, avec un **surplus de +73 k€, quasiment 80% de l'incrément de +93 k€ de produit fiscal** (soit environ 1/3 de l'effet base total) observé entre 2014 et 2019 du fait de l'évolution physique des bases nettes.

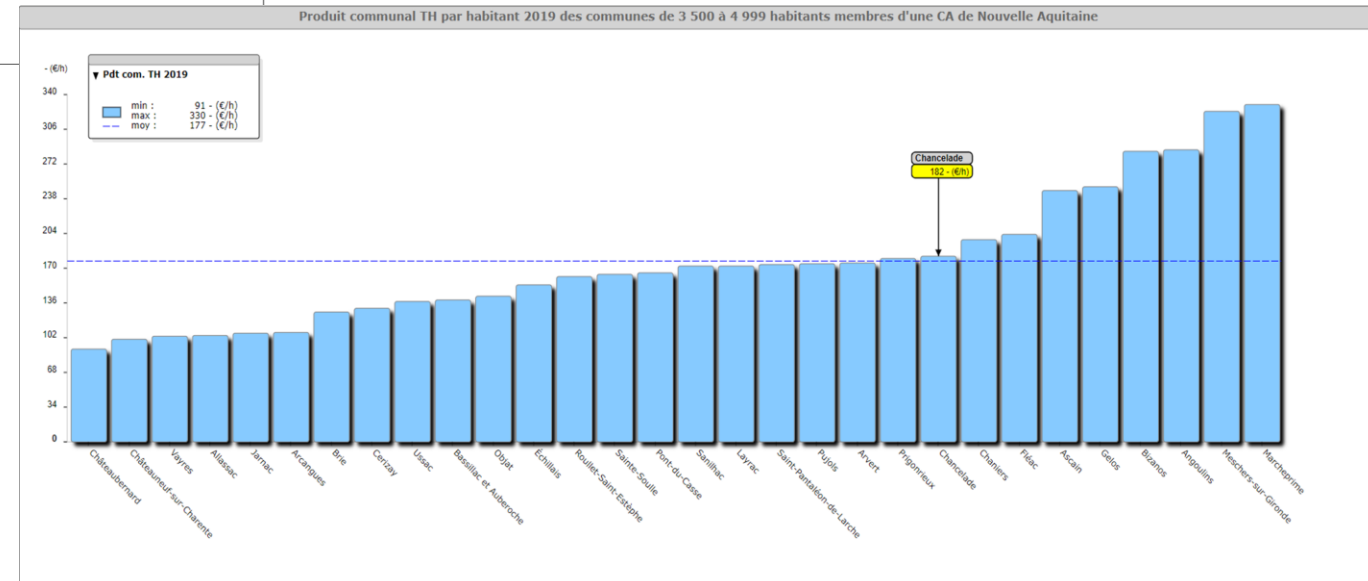
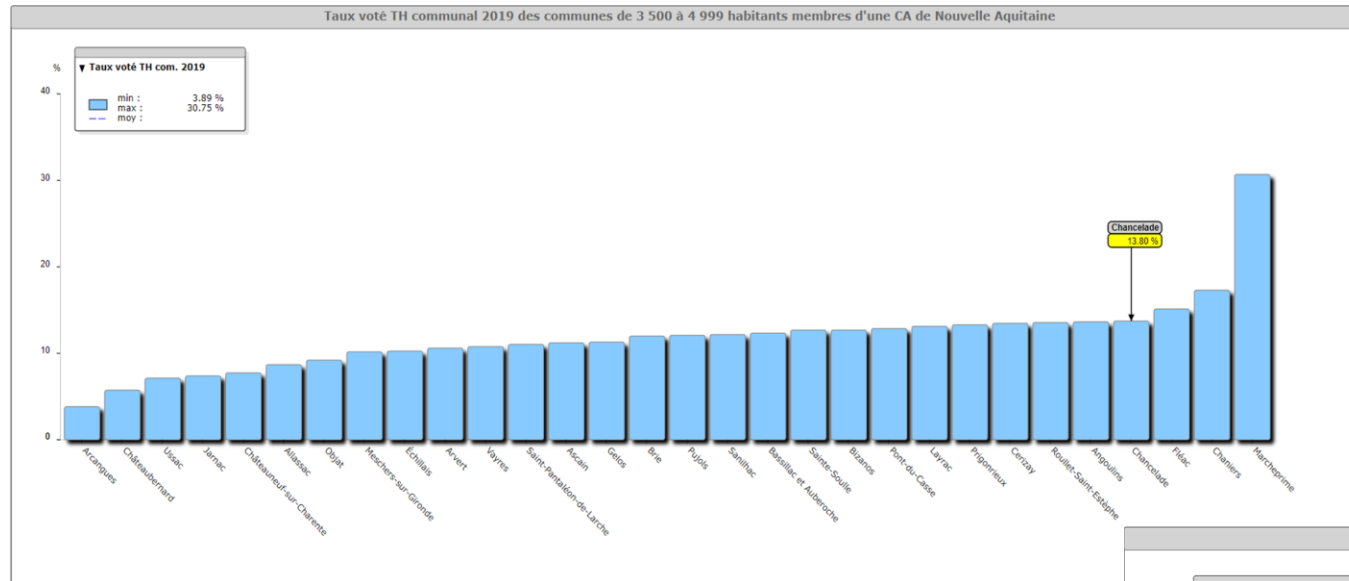
L'effet taux laisse apparaître, entre 2014 et 2019, un **impact cumulé à la baisse à hauteur de -22 k€**. Pour autant, cette baisse est le fruit de 2 effets contraires :

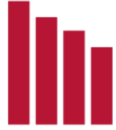
- ✓ d'une part, l'impact cumulé des **4 hausses successives du taux de TH entre 2014 et 2018** et des **3 hausses de taux de FB**, qui représentent respectivement des **surplus de +76 k€ et +42 k€**,
- ✓ d'autre part, l'impact du **transfert de fiscalité entre la commune et le Grand Périgueux** dans le cadre du transfert du **service incendie** au 1^{er} janvier 2017 : le passage du **taux de foncier bâti de 35,02% en 2016 à 31,28% en 2017**, afin de permettre la création du taux de foncier bâti intercommunal à hauteur de 3,74%, représente pour la commune de Chancelade un **effet taux de -141 k€**, qui contrebalance sur la période étudiée les effets cumulés des hausses des taux d'imposition de TH et FB.



Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

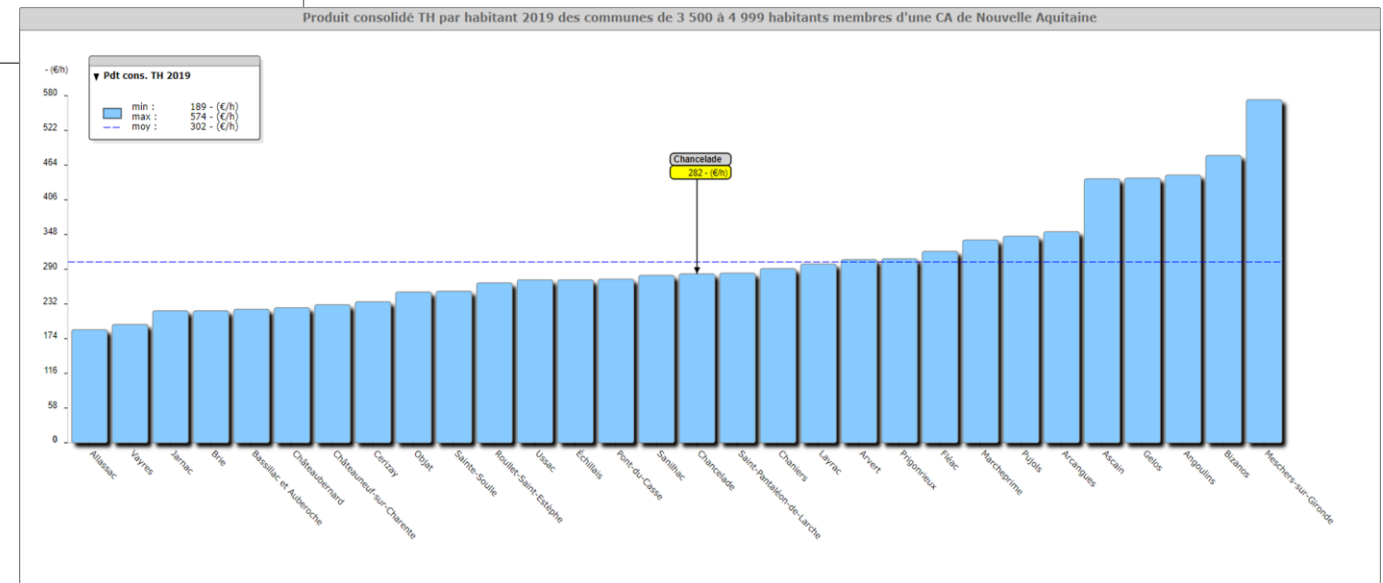
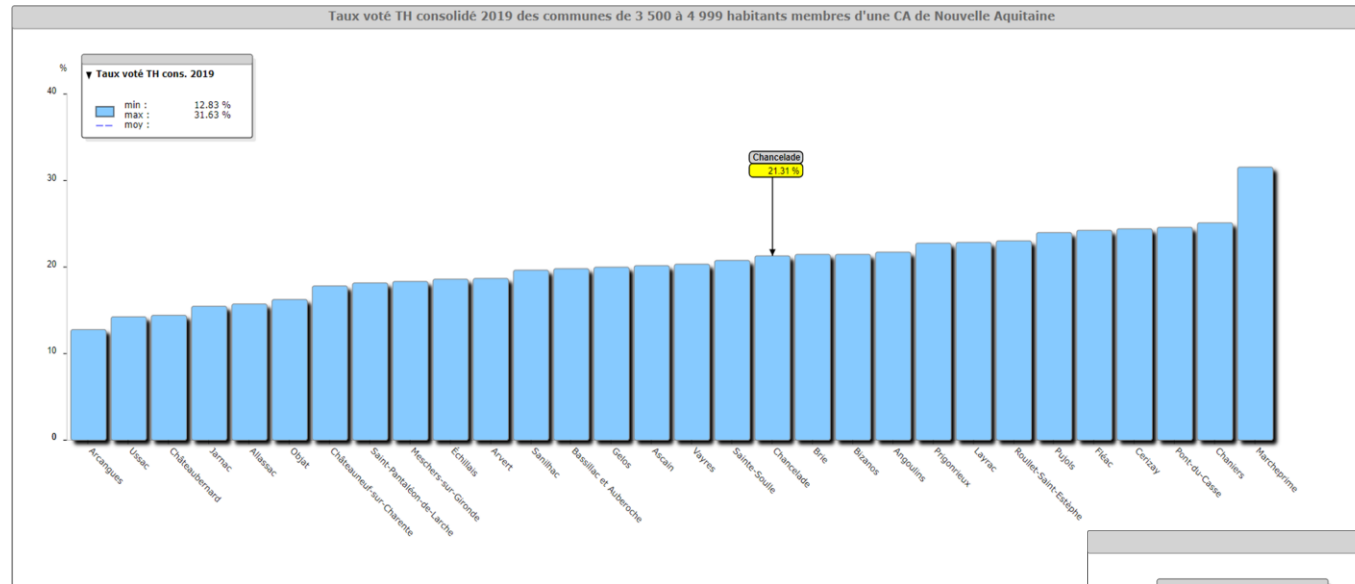
Taux de TH et produit de TH communaux par habitant en 2019

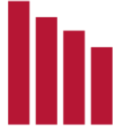




Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

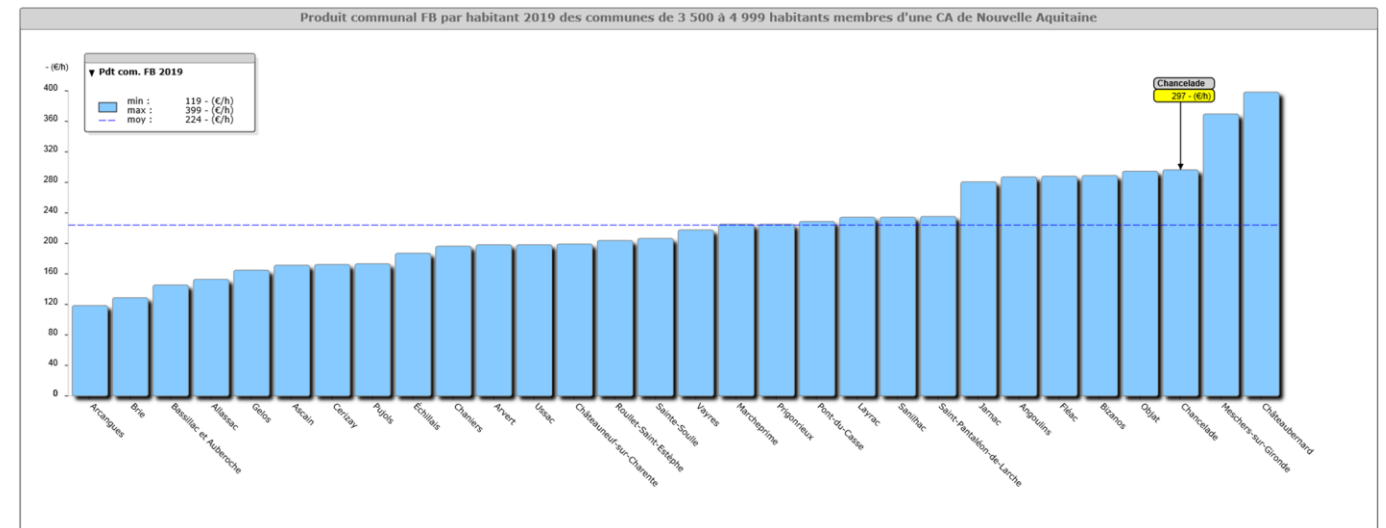
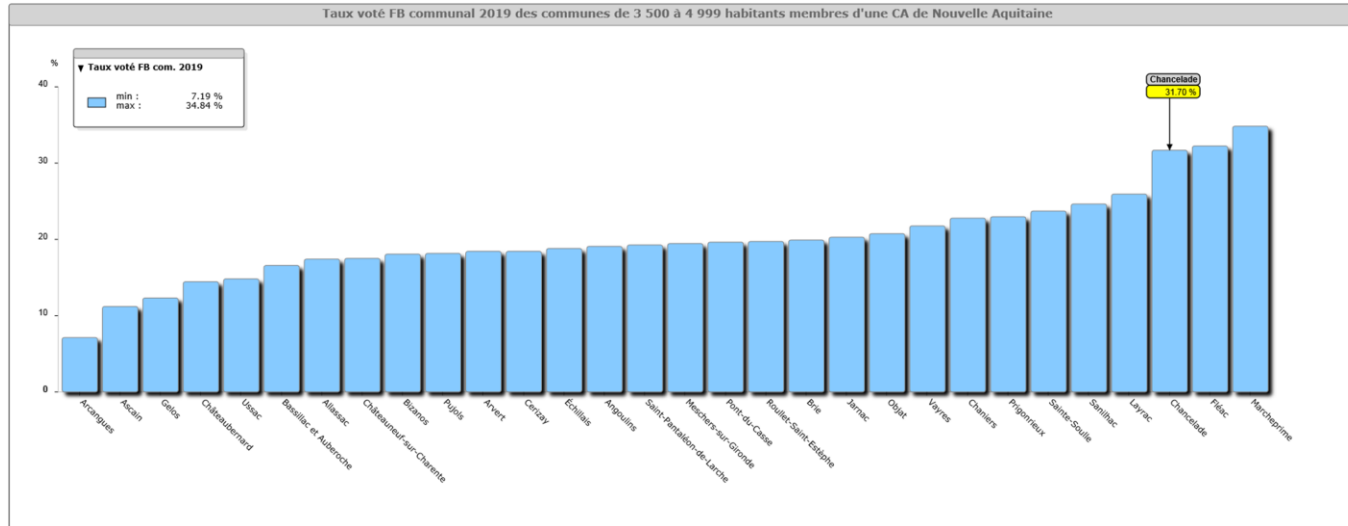
Taux de TH et produit de TH consolidés par habitant en 2019

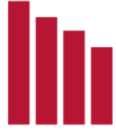




Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

Taux de FB et produit de FB communaux par habitant en 2019

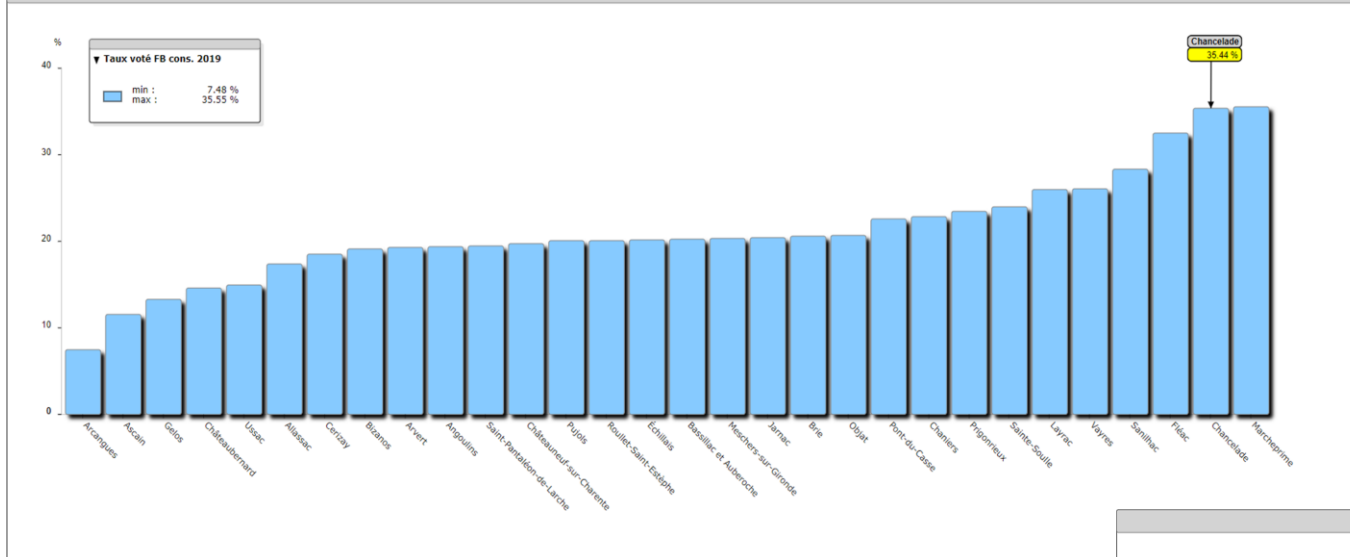




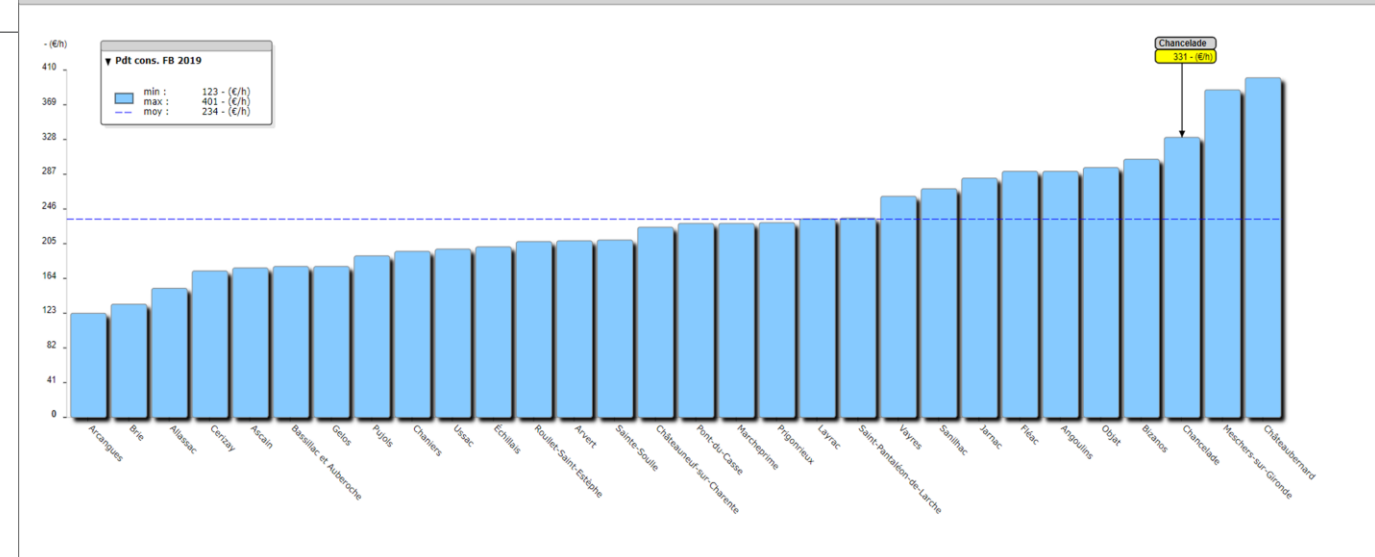
Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

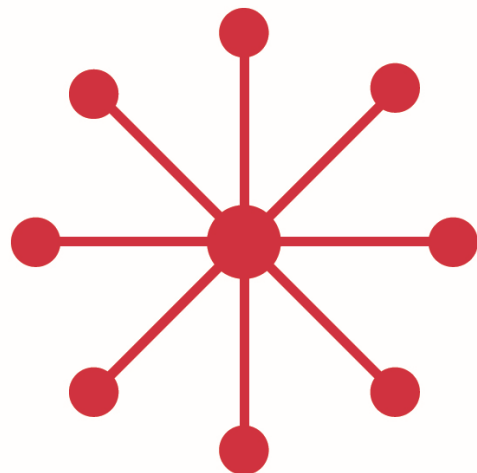
Taux de FB et produit de FB consolidés par habitant en 2019

Taux voté FB consolidé 2019 des communes de 3 500 à 4 999 habitants membres d'une CA de Nouvelle Aquitaine



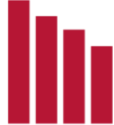
Produit consolidé FB par habitant 2019 des communes de 3 500 à 4 999 habitants membres d'une CA de Nouvelle Aquitaine





1.2.2

Analyse de la DGF



La dotation globale de fonctionnement de 2014 à 2019

Evolution de la population et de l'enveloppe de DGF entre 2014 et 2019

La population de 2014 à 2019

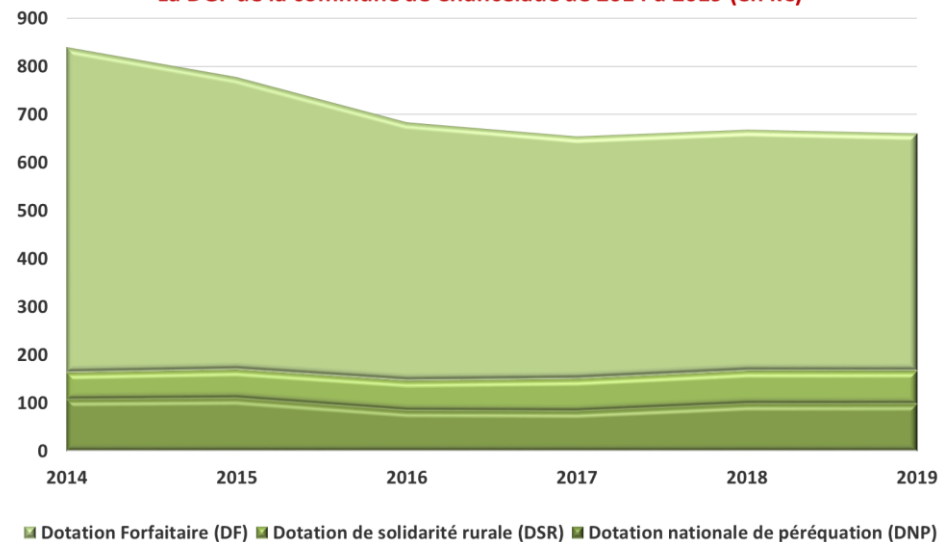
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2014/2019
Population totale	4 397	4 414	4 430	4 471	4 438	4 363	-34
Résidences secondaires	84	71	74	78	79	79	-5
Majoration places de caravane *	8	8	8	8	8	8	0
Population DGF	4 489	4 493	4 512	4 557	4 525	4 450	-39

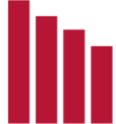
(*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou à la DSR bourg-centre en n-1

La dotation globale de fonctionnement de 2014 à 2019

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2014/2019	Ev° nominale moyenne 2014/2019	Ev° réelle moyenne 2014/2019
Dotation forfaitaire (DF)	676	607	536	503	500	493	-183	-6,1%	-6,8%
+ Dotation de solidarité rurale (DSR)	56	60	63	68	70	69	13	4,4%	3,6%
+ Dotation nationale de péréquation (DNP)	107	110	84	83	98	98	-9	-1,7%	-2,5%
= DGF	839	777	683	653	667	660	-179	-4,7%	-5,4%

La DGF de la commune de Chancelade de 2014 à 2019 (en k€)





Analyse de la baisse de la dotation forfaitaire depuis 2013

La population DGF de 2013 à 2019

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2013/2019
Population totale	4 365	4 397	4 414	4 430	4 471	4 438	4 363	-2
Résidences secondaires	83	84	71	74	78	79	79	-4
Majoration places de caravane *	8	8	8	8	8	8	8	0
= DGF	4 456	4 489	4 493	4 512	4 557	4 525	4 450	-6

(*) Le nombre de places est x par 2 si la commune est éligible à la DSU ou à la DSR bourg-centre en n-1

La dotation forfaitaire de 2013 à 2019

K€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2013/2019
Dotation forfaitaire	700	676	607	536	503	500	493	-207
Effet variation de population		3	0	2	4	-3	-7	0
Effet prélèvement pour péréquation		0	0	0	0	0	0	0
Effet CRFP		-27	-70	-73	-37	0	0	-207

✓ La dotation forfaitaire de la commune du Chancelade **n'est pas écrêtée au titre du financement de la péréquation.**

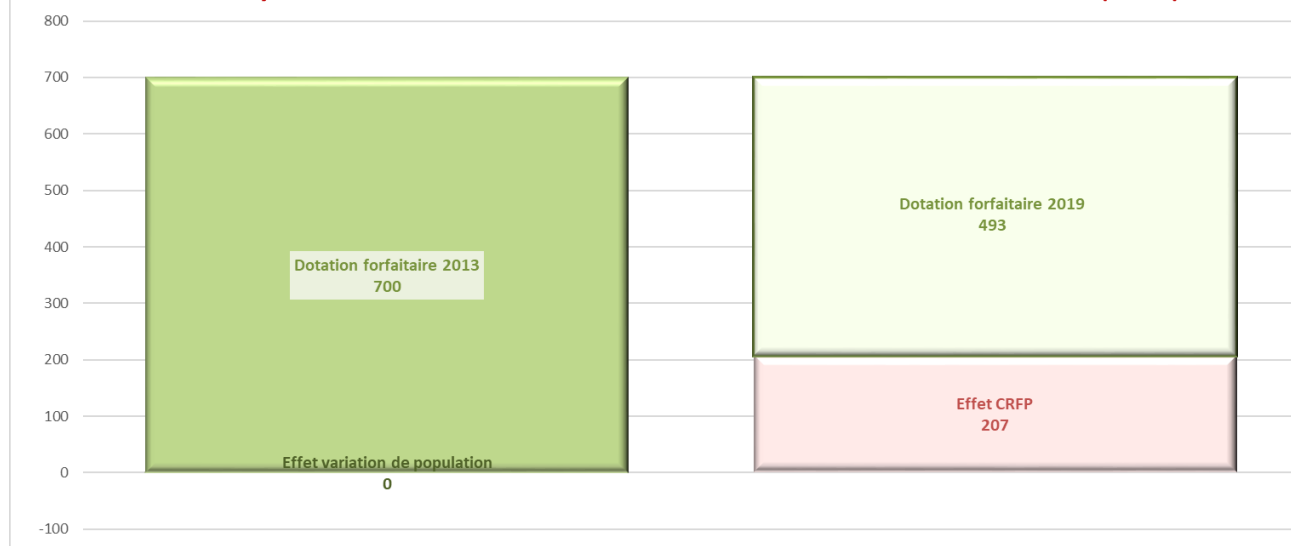
✓ **L'effet variation de population cumulé entre 2014 et 2019 est nul** et n'explique pas l'évolution de la dotation forfaitaire communale entre 2013 et 2019 :

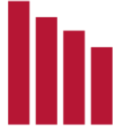
- malgré une croissance démographique observée entre 2013 et 2017 (population DGF notifiée à 4 557 habitants en 2017 contre 4 456 k€ en 2013),
- la population DGF communale a reculé entre 2017 et 2019, atteignant in fine un niveau quasiment identique à celui de 2013 (population DGF de 4 450 habitants en 2019).

✓ Les variations observées depuis 2013 s'expliquent donc par la **contribution au redressement des finances publiques** (ci-après CRFP) qui est venue **ponctionner la dotation forfaitaire des communes entre 2014 et 2017** : à ce titre, la commune de Chancelade a vu sa dotation forfaitaire **écrêtée de 207 k€ entre 2014 et 2017.**

→ Entre 2013 et 2019, la dotation forfaitaire de la commune de Chancelade a observé un recul de **-207 k€ : 493 k€ en 2019 contre 700 k€ en 2013.**

Analyse de la baisse de la dotation forfaitaire entre 2013 et 2019 en cumulé (en k€)





La dotation de solidarité rurale 2014/2019

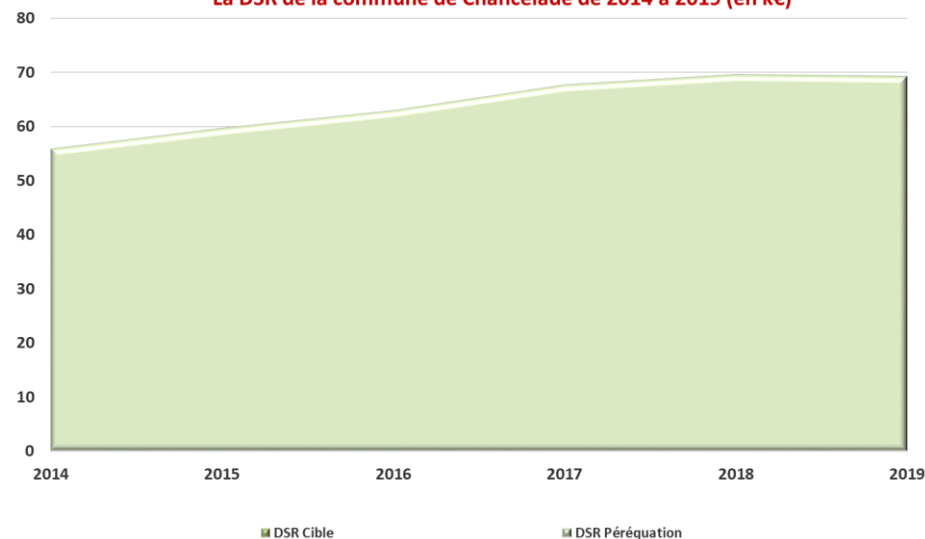
Conditions d'éligibilité

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Population DGF	4 489	4 493	4 512	4 557	4 525	4 450
Potentiel financier de la commune	721,70	712,48	732,36	723,83	722,29	728,10
2 x Potentiel financier moyen strate	1 870,62	1 863,78	1 870,38	1 852,34	1 864,32	1 881,32
Éligibilité à la DSR Péréquation	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Éligibilité à la DSR Cible	NON	NON	NON	NON	NON	NON

La dotation de solidarité rurale de 2014 à 2019

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2014/2019
Population DGF	4 489	4 493	4 512	4 557	4 525	4 450	
x (1 + Ecart de PFin)	1,23	1,24	1,22	1,22	1,23	1,23	
x Effort fiscal plafonné à 1,2	1,20	1,20	1,20	1,20	1,20	1,20	
x Valeur de point	3,97	4,23	4,50	4,82	4,99	5,03	
= Fraction Potentiel financier	26	28	30	32	33	33	7
Longueur de voirie **	50 809	51 014	51 014	51 225	51 225	52 709	
x Valeur de point	0,22	0,24	0,25	0,27	0,27	0,27	
= Fraction Voirie	11	12	13	14	14	14	3
Nombre d'élèves	675	677	679	682	674	658	
x Valeur de point	27,02	28,73	30,35	32,50	33,69	34,00	
= Fraction Elève	18	19	21	22	23	22	4
Population DGF	4 489	4 493	4 512	4 557	4 525	4 450	
x (1 + Ecart de Pfin superficiaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
x Valeur de point	2,24	2,40	2,54	2,73	2,85	2,89	
= Fraction PFin superficiaire	0	0	0	0	0	0	0
DSR Péréquation	56	60	63	68	70	69	13
Population DGF	4 489	4 493	4 512	4 557	4 525	4 450	
x (1 + Ecart de PFin)	1,23	1,24	1,22	1,22	1,23	1,23	
x Effort fiscal plafonné à 1,2	1,20	1,20	1,20	1,20	1,20	1,20	
x Valeur de point	1,67	2,60	3,43	5,07	5,68	5,92	
= Fraction Potentiel financier	0	0	0	0	0	0	0
Longueur de voirie **	50 809	51 014	51 014	51 225	51 225	52 709	
x Valeur de point	0,12	0,19	0,25	0,37	0,40	0,42	
= Fraction Voirie	0	0	0	0	0	0	0
Nombre d'élèves	675	677	679	682	674	658	
x Valeur de point	14,32	22,26	29,08	42,89	47,51	49,40	
= Fraction Elève	0	0	0	0	0	0	0
Population DGF	4 489	4 493	4 512	4 557	4 525	4 450	
x (1 + Ecart de Pfin superficiaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
x Valeur de point	0,92	1,45	1,90	2,78	3,17	3,32	
= Fraction PFin superficiaire	0	0	0	0	0	0	0
DSR Cible	0	0	0	0	0	0	0
Dotation de Solidarité Rurale totale	56	60	63	68	70	69	13

La DSR de la commune de Chancelade de 2014 à 2019 (en k€)



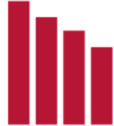
Entre 2014 et 2019, la commune de Chancelade est éligible à la part « Péréquation » de la dotation de solidarité rurale (ci-après DSR) mais pas à sa part « Cible ».

Sur la période étudiée, la DSR communale a observé une croissance de +13 k€ : 69 k€ en 2019 contre 56 k€. Cette hausse s'explique essentiellement par l'évolution entre 2014 et 2017, qui s'est appuyée sur la croissance démographique de la commune.

Ainsi, l'impact de la croissance de la population DGF communale (passée de 4 489 habitants en 2014 à 4 557 habitants en 2017) cumulée à la hausse des valeurs de points (du fait de l'abondement de l'enveloppe et des éligibilités à l'échelle nationale) permettent à Chancelade de percevoir une DSR à hauteur de 68 k€ en 2017 contre 56 k€ en 2014.

Cependant, entre 2017 et 2019, le montant perçu par la commune s'est quasiment stabilisé puisque l'impact du recul démographique a neutralisé celui de la croissance des valeurs de points.

La DSR de la commune de Chancelade s'élève ainsi en 2019 à 69 k€ contre 56 k€ en 2014.



La Dotation Nationale de Péréquation 2014/2019

Détermination de l'éligibilité - Part principale

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Potentiel financier par habitant (PFI)	721,70	712,48	732,36	723,83	722,29	728,10
Potentiel financier par habitant (PFI) de la strate	935,31	931,89	935,19	926,17	932,16	940,66
Rapport PFI/PFI de la strate	77,2%	76,5%	78,3%	78,2%	77,5%	77,4%
Plafond d'éligibilité au PFI	105,0%	105,0%	105,0%	105,0%	105,0%	105,0%
Effort fiscal commune	1,33	1,34	1,33	1,33	1,36	1,36
Effort fiscal strate	1,10	1,10	1,09	1,09	1,10	1,10
Rapport à l'EF de la strate	120,9%	122,1%	122,0%	121,3%	123,4%	123,5%
Seuil d'éligibilité EF (Plancher droit commun)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Éligibilité totale part principale	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI

Ecart de potentiel financier à la moyenne de la strate

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Potentiel financier par habitant de la strate	935,31	931,89	935,19	926,17	932,16	940,66
- Potentiel financier par habitant	721,70	712,48	732,36	723,83	722,29	728,10
= Différence de potentiel financier	213,61	219,41	202,83	202,34	209,87	212,56
/ PFI moyen de la strate	935,31	931,89	935,19	926,17	932,16	940,66
= Ecart de potentiel financier	22,84%	23,54%	21,69%	21,85%	22,51%	22,60%
+ Ajustement LF 2005	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
= Ecart de pot. financier pris en compte	27,84%	28,54%	26,69%	26,85%	27,51%	27,60%

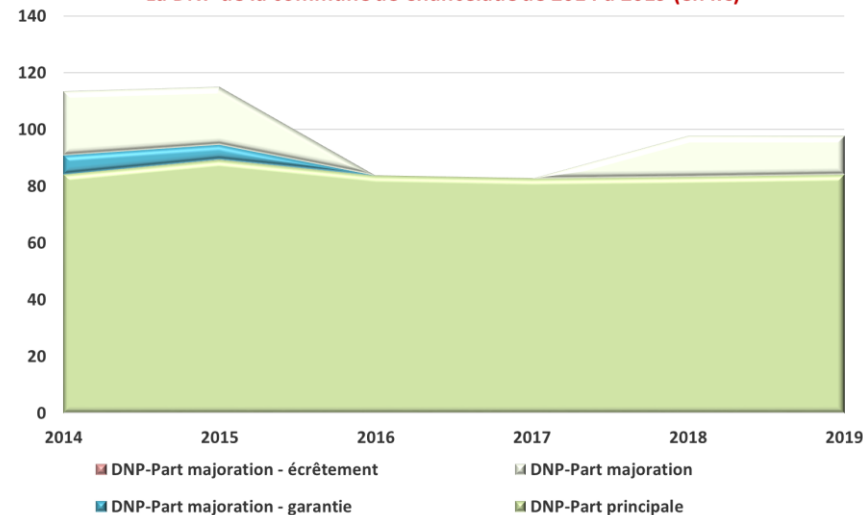
Détermination de l'éligibilité - Part majoration

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Éligibilité à la DNP part principale	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Population DGF	4 489	4 493	4 512	4 557	4 525	4 450
Potentiel professionnel commune	124,32	131,31	140,14	143,64	140,71	143,35
Potentiel professionnel strate	159,94	157,14	160,97	162,34	168,62	170,09
Rapport au Potentiel professionnel de la strate	77,7%	83,6%	87,1%	88,5%	83,4%	84,3%
Plafond d'éligibilité au Potentiel professionnel	85,0%	85,0%	85,0%	85,0%	85,0%	85,0%
Éligibilité à la DNP part majoration	OUI	OUI	NON	NON	OUI	OUI

La dotation nationale de péréquation de 2014 à 2019

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
DNP-Part principale spontanée	84	89	84	83	84	84
+ garantie	0	0	0	0	0	0
DNP-Part principale	84	89	84	83	84	84
DNP-Part majoration spontanée	16	15	0	0	14	14
+ garantie	7	5	0	0	0	0
- écrêtement	0	0	0	0	0	0
DNP-Part majoration	23	20	0	0	14	14
Dotation Nationale de Péréquation (DNP)	107	110	84	83	98	98

La DNP de la commune de Chancelade de 2014 à 2019 (en k€)

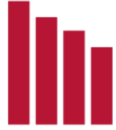


Entre 2014 et 2019, le montant perçu par la commune de Chancelade au titre de la dotation nationale de péréquation (ci-après DNP) a reculé de 9 k€ : la DNP communale s'élève, en 2019, à 98 k€ contre 107 k€ en 2014, soit une baisse moyenne de -1,7%/an en termes nominaux.

Cependant, cette variation n'a pas été uniforme sur la période étudiée car :

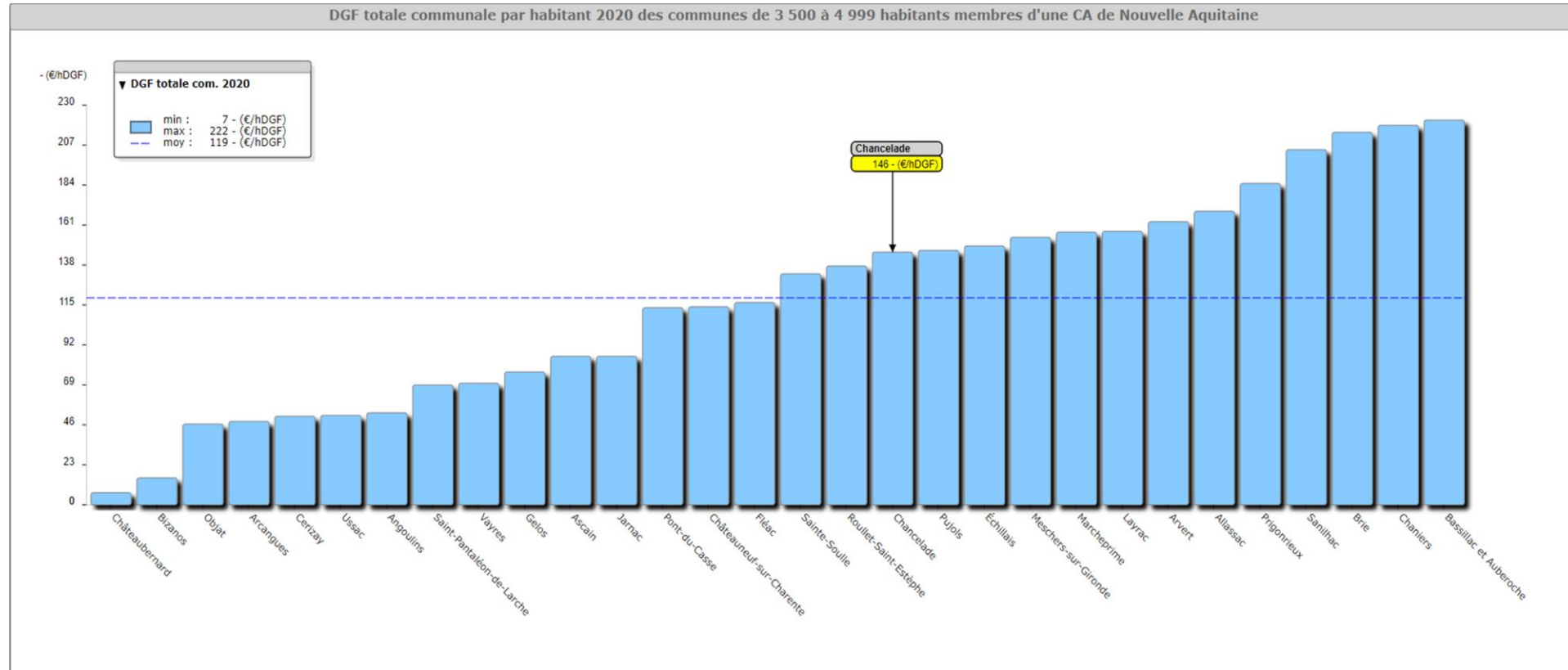
- ✓ d'une part, malgré une hausse en 2015 (89 k€ en 2015 contre 84 k€ en 2014), la part principale de la DNP communale, s'est stabilisée puisqu'elle affiche le même niveau en 2019 qu'en 2019,
- ✓ d'autre part, la commune n'a pas conservée l'éligibilité à la part majoration de la DNP sur toute la période 2014-2019. En effet, l'éligibilité à la part majoration de la DNP est fonction du rapport du potentiel professionnel de la commune avec la moyenne de sa strate démographique ; si ce rapport excède 85% (c'est le cas sur les années 2016 et 2017) la commune n'est pas éligible à la part majoration. Il est à noter que ce rapport est depuis 2015 très proche de 85% et oscille autour de ce niveau, d'où la sensibilité des montants perçus par la commune au titre de la DNP aux effets de seuil rencontrés par sa part majoration et les oscillations de son rapport de potentiel professionnel à la moyenne de sa strate. La commune perçoit en 2019 un montant de 14 k€ au titre de la part majoration de la DNP contre 23 k€ en 2014, soit en baisse de 9 k€.

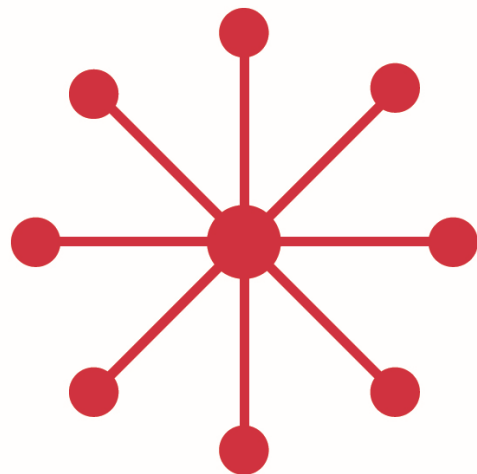
Ainsi, la commune de Chancelade a vu son enveloppe de DNP se réduire de 9 k€, entre 2014 et 2019, laquelle baisse s'explique intégralement par les variations observées par sa part majoration : la DNP de Chancelade s'élève ainsi en 2019 à 98 k€.



Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

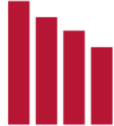
DGF communale par habitant en 2020





1.3

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT



Structure et évolution des charges de fonctionnement communales de 2014 à 2019 (1/3)

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

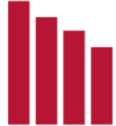
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Var° 2014/2019	Ev° nominale moyenne 2014/2019
Charges à caractère général	965	961	935	1 022	1 055	1 025	60	1,2%
Charges de personnel	2 002	2 031	1 959	1 894	1 905	1 979	-23	-0,2%
Autres charges de gestion courante	332	311	331	249	262	261	-72	-4,7%
Atténuations de produits	0	9	2	1	0	0	0	s.o.
Charges de fonctionnement courant	3 299	3 311	3 228	3 167	3 223	3 265	-35	-0,2%
Charges exceptionnelles larges	0	2	3	0	1	7	7	84,0%
Charges de fonctionnement hors intérêts	3 299	3 313	3 230	3 167	3 224	3 272	-28	-0,2%
Intérêts	139	130	124	114	111	108	-32	-5,0%
Charges de fonctionnement	3 439	3 443	3 354	3 281	3 334	3 379	-60	-0,3%

	Ev° réelle moyenne 2014/2019	2015/2014	2016/2015	2017/2016	2018/2017	2019/2018
Charges à caractère général	0,5%	-0,4%	-2,9%	8,2%	1,6%	-3,7%
Charges de personnel	-1,0%	1,4%	-3,7%	-4,3%	-1,0%	2,9%
Autres charges de gestion courante	-5,4%	-6,4%	6,4%	-25,5%	3,5%	-1,5%
Autres atténuations de produits	s.o.	s.o.	-81,6%	-58,5%	-100,0%	s.o.
Charges de fonctionnement courant	-0,9%	0,4%	-2,7%	-2,9%	0,2%	0,4%
Charges exceptionnelles larges	82,7%	s.o.	26,3%	-88,0%	s.o.	s.o.
Charges de fonctionnement hors intérêts	-0,9%	0,4%	-2,7%	-2,9%	0,2%	0,6%
Intérêts	-5,7%	-7,0%	-4,6%	-9,0%	-4,2%	-3,7%
Charges de fonctionnement	-1,1%	0,1%	-2,8%	-3,2%	0,0%	0,4%

Inflation budgétaire	0,74%	0,00%	0,20%	1,00%	1,60%	0,90%
----------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

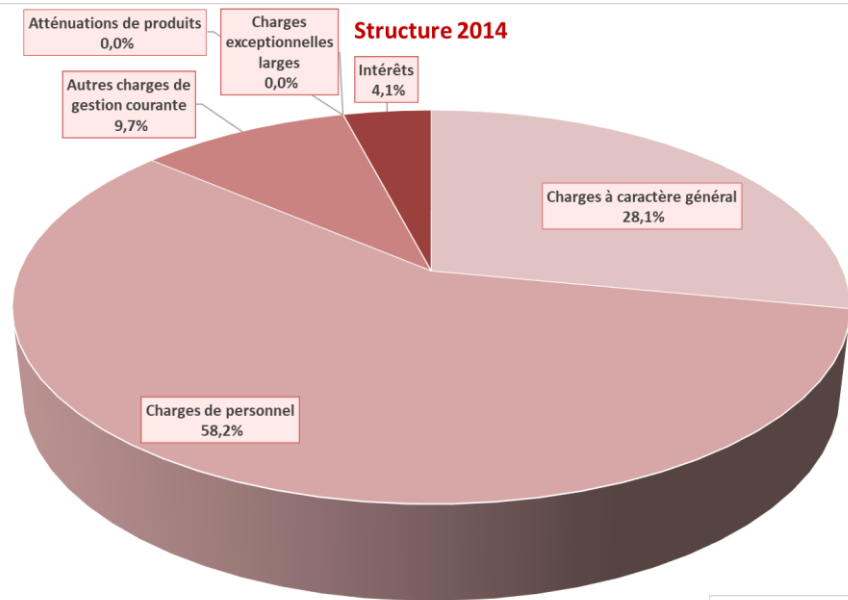
Entre 2014 et 2019, les **charges réelles de fonctionnement de la commune de Chancelade** ont observé un léger recul à hauteur de **-60 k€**, soit une évolution moyenne de **-0,3%/an** en termes nominaux et **-1,1%/an** d'évolution réelle moyenne : **3 379 k€ en 2019 contre 3 439 k€ en 2014**. Cette baisse est portée :

- ✓ Pour moitié, par le recul des charges de fonctionnement courant : **3 265 k€ en 2019 contre 3 299 k€ en 2014**, soit une baisse de **-35 k€** en 5 années et une évolution nominale moyenne de **-0,2%/an**. Toutefois, cette baisse est la résultante d'effets compensatoires puisque :
 - d'une part, les **charges à caractère général de la commune** ont observé une **croissance de +60 k€ et +1,2%/an**, en moyenne nominale, entre 2014 et 2019, portée par la croissance des charges pour « **Entretien et réparations bâtiments publics** », qui sont passées de 27 k€ en 2014 à 108 k€ en 2019 (+81 k€ en 5 ans, soit un niveau de dépenses multiplié par 4 entre 2014 et 2019) : la majeure partie de cette hausse s'explique par la bascule en fonctionnement d'une partie des charges auparavant imputées en investissement, de façon à ce que ces dernières deviennent éligibles au « **FCTVA fonctionnement** »,
 - et d'autre part, les dépenses enregistrées au titre des **charges de personnel et au titre des autres charges de gestion courante** ont significativement reculé, respectivement à hauteur de **-23 k€ (1 979 k€ en 2019 contre 2 002 k€ en 2014)**, soit une évolution nominale de **-0,2%/an en moyenne** et **-72 k€ (261 k€ en 2019 contre 332 k€ en 2014)**, soit **-4,7%/an** d'évolution moyenne, en termes nominaux).
- ✓ Pour moitié, par le recul des charges portées au titre des intérêts de la dette : **108 k€ en 2019 contre 139 k€ en 2014**, soit une baisse de **-32 k€**, entre 2014 et 2019, et une évolution moyenne de **-0,2%/an** en termes nominaux.

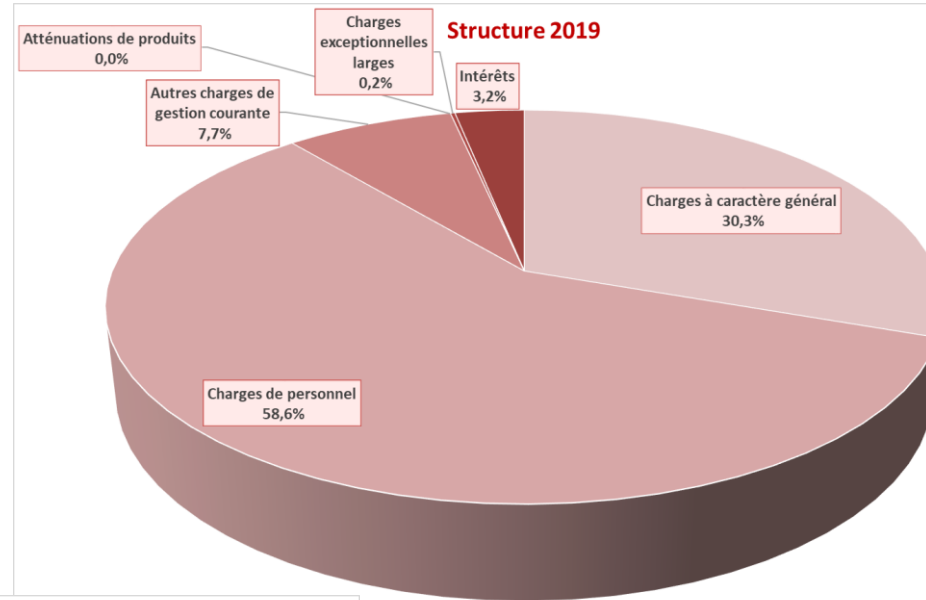


Structure et évolution des charges de fonctionnement communales de 2014 à 2019 (2/3)

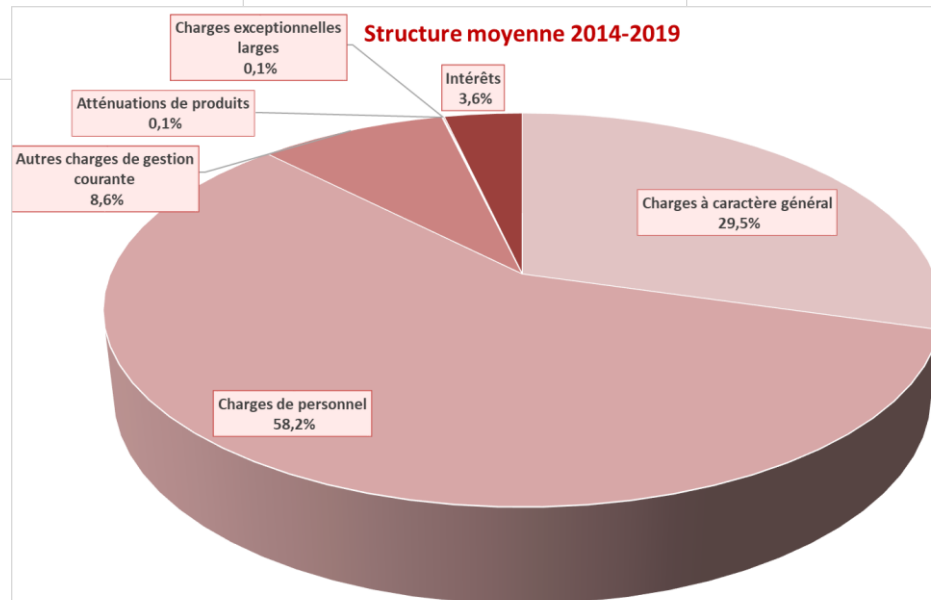
Structure 2014

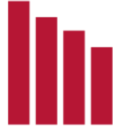


Structure 2019

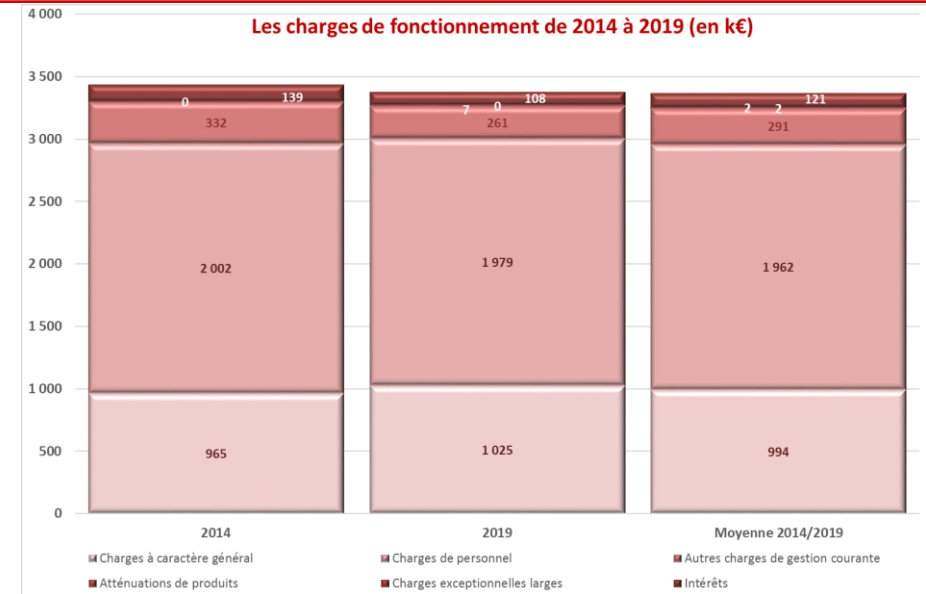
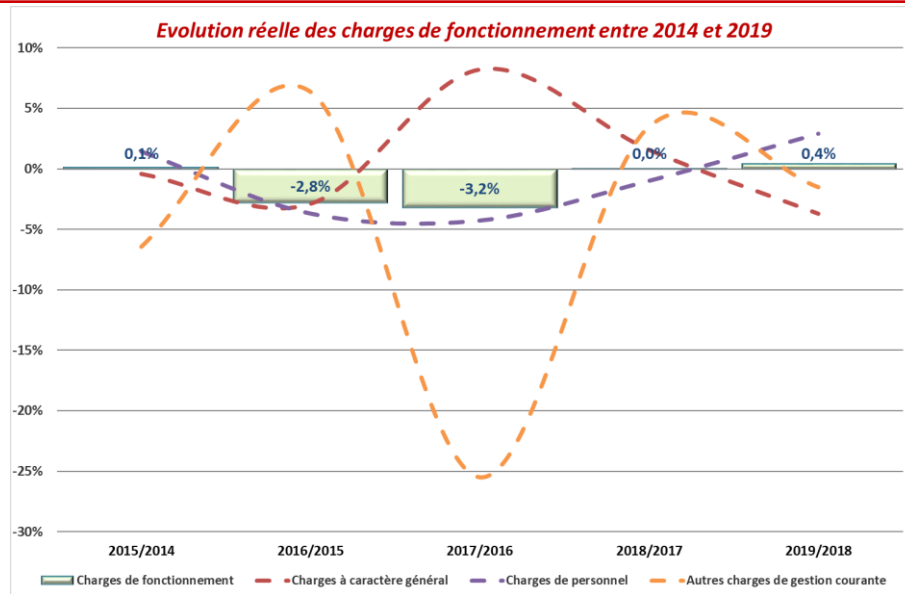


Structure moyenne 2014-2019



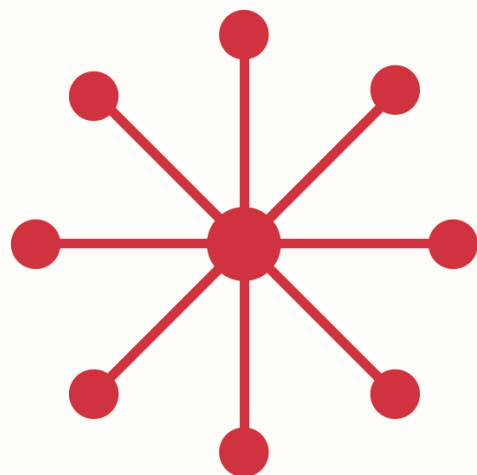


Structure et évolution des charges de fonctionnement communales de 2014 à 2019 (3/3)



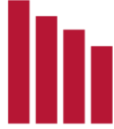
Entre 2014 et 2019, les charges réelles de fonctionnement de la commune de Chancelade ont observé un léger recul à hauteur de -60 k€, soit une évolution moyenne de -0,3%/an en termes nominaux et -1,1%/an d'évolution réelle moyenne : 3 379 k€ en 2019 contre 3 439 k€ en 2014. Cette baisse est portée :

- ✓ Pour moitié, par le recul des charges de fonctionnement courant : 3 265 k€ en 2019 contre 3 299 k€ en 2014, soit une baisse de -35 k€ en 5 années et une évolution nominale moyenne de -0,2%/an. Toutefois, cette baisse est la résultante d'effets compensatoires puisque :
 - d'une part, les charges à caractère général de la commune ont observé une croissance de +60 k€ et +1,2%/an, en moyenne nominale, entre 2014 et 2019. Il est à noter que cette hausse est portée par la croissance des charges pour « *Entretien et réparations bâtiments publics* », qui sont passées de 27 k€ en 2014 à 108 k€ en 2019 (+81 k€ en 5 ans, soit un niveau de dépenses multiplié par 4 entre 2014 et 2019). Cependant, la majeure partie de cette hausse s'explique par la bascule en fonctionnement d'une partie des charges qui étaient auparavant imputées en investissement, de façon à ce que ces dernières deviennent éligibles au « FCTVA fonctionnement »,
 - et d'autre part, les dépenses enregistrées au titre des charges de personnel et au titre des autres charges de gestion courante ont significativement reculé, respectivement à hauteur de -23 k€ (1 979 k€ en 2019 contre 2 002 k€ en 2014, soit une évolution nominale de -0,2%/an en moyenne) et -72 k€ (261 k€ en 2019 contre 332 k€ en 2014, soit -4,7%/an d'évolution moyenne, en termes nominaux).
- ✓ Pour moitié, par le recul des charges portées au titre des intérêts de la dette : 108 k€ en 2019 contre 139 k€ en 2014, soit une baisse de -32 k€, entre 2014 et 2019, et une évolution moyenne de -0,2%/an en termes nominaux.



1.4

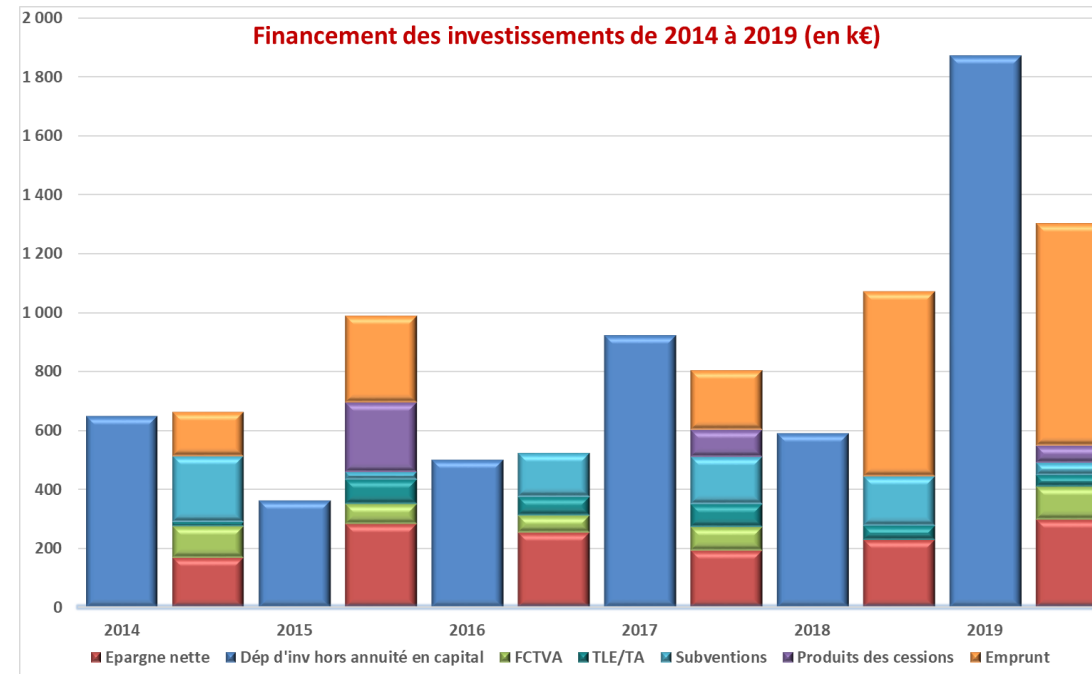
LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT

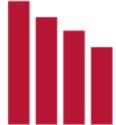


Le financement des investissements de 2014 à 2019

FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total 2014-2019	Structure 2014-2019	Structure 2014	Structure 2015	Structure 2016	Structure 2017	Structure 2018	Structure 2019
Dép d'inv hors annuité en capital	651	365	503	925	593	1 869	4 907	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Financement de l'investissement	665	990	525	805	1 072	1 302	5 359	109,2%	102,1%	270,9%	104,3%	87,1%	180,7%	69,6%
EPARGNE NETTE	171	285	255	194	232	300	1 437	29,3%	26,2%	77,9%	50,7%	21,0%	39,2%	16,1%
Ressources propres d'inv. (RPI)	122	385	121	251	47	209	1 135	23,1%	18,7%	105,4%	24,0%	27,1%	8,0%	11,2%
FCTVA	107	69	58	81	0	110	424	8,6%	16,4%	18,8%	11,4%	8,7%	0,0%	5,9%
Produits des cessions	0	234	0	92	0	60	386	7,9%	0,0%	64,0%	0,0%	10,0%	0,0%	3,2%
Diverses RPI	15	82	63	78	47	39	325	6,6%	2,3%	22,6%	12,6%	8,4%	8,0%	2,1%
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0	0	0	0	0	0	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Fonds affectés (amendes, ...)	0	0	0	0	0	0	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Subventions yc DGE / DETR / DSIL	222	25	149	161	168	42	768	15,6%	34,1%	6,9%	29,6%	17,4%	28,3%	2,3%
Emprunt	150	295	0	200	624	750	2 019	41,1%	23,1%	80,7%	0,0%	21,6%	105,2%	40,1%
Variation de l'excédent global	14	625	22	-119	479	-568	452	9,2%	2,1%	170,9%	4,3%	-12,9%	80,7%	-30,4%
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019								
Excédent global de clôture (EGC)	310	935	957	838	1 316	748								





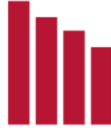
Les conditions de financement des investissements (1/2)

La commune de Chancelade a cumulé, sur la période 2014-2019, un niveau de dépenses d'investissement hors dette à hauteur de 4,91 M€.

Pour financer ce niveau d'investissement, la commune s'est appuyée sur un niveau de recettes d'investissement hors dette de 3,34 M€ environ, en complément desquelles la commune de Chancelade a dû recourir à l'emprunt à hauteur de 2,02 M€, ce qui lui a également permis d'abonder son excédent global de clôture (ci-après EGC) à hauteur de 452 k€ en cumulée sur 2014-2019.

Toutefois, le financement de l'investissement communal ne s'est pas opéré de manière linéaire sur la période étudiée. En effet, entre 2014 et 2019, les dépenses et recettes d'investissement ont connu des évolutions erratiques de manière parfois asynchrone, laissant paraître des variations dans la structure du financement de l'investissement de la commune :

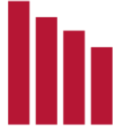
1. En **2014**, les investissements communaux hors dette réalisés s'élèvent à 651 k€ et les recettes d'investissement hors emprunt s'élèvent à 515 k€, soit 79,1% du financement de l'investissement. De ce fait, la commune de Chancelade doit recourir à l'emprunt, à hauteur de 150 k€, ce qui lui permet de financer 23,1% de ses investissements hors dette, et également abonder légèrement ses résultats capitalisés à hauteur de 14 k€,
2. En **2015**, pour financer des dépenses d'investissement hors dette à hauteur de 365 k€, la commune de Chancelade peut compter sur un niveau d'épargne nette significativement positif de 285 k€ permettant ainsi le financement de 77,9% des dépenses d'investissement hors dette de la commune. Dans le même temps, la commune peut également compter sur des niveaux significatifs de FCTVA et de taxe d'aménagement, ainsi que de subventions, dans une moindre mesure, respectivement à hauteur de 69 k€, 82 k€ et 25 k€. Enfin, en 2015, la commune enregistre un niveau important de produit des cessions, à hauteur de 234 k€, soit environ 60% du produit total perçu à cet égard sur la période 2014-2019. Par conséquent, ce niveau de recettes d'investissement hors dette, presque 2 fois supérieur à celui des dépenses d'investissement hors dette (695 k€ contre 365 k€), aurait permis à la commune de Chancelade de financer ses investissements sans emprunt. Toutefois, la commune a préféré recourir à l'emprunt à hauteur de 295 k€, et a ainsi pu abonder son EGC de +625 k€,
3. En **2016**, la commune de Chancelade finance l'intégralité du montant de 503 k€ de dépenses d'investissement hors dette grâce au montant total de 525 k€ perçu au titre des recettes d'investissement hors emprunt. Sans recours à l'emprunt, la commune peut financer ses investissements, pour moitié grâce à l'épargne nette dégagée de son fonctionnement (255 k€, soit 50,7% du financement de l'investissement) et pour moitié grâce au montant cumulé de ses ressources propres d'investissement et des subventions perçus (58 k€ de FCTVA, 63 k€ de taxe d'aménagement et 149 k€ de subventions, soit respectivement 11,4%, 12,6% et 29,6% du financement de l'investissement). En complément, la commune a pu légèrement abonder son EGC à hauteur de 22 k€,
4. En **2017**, la commune enregistre un niveau de recettes d'investissement hors dette à hauteur de 605 k€ (194 k€ d'épargne nette, 161 k€ de subventions, 92 k€ de produits des cessions, 81 k€ de FCTVA et 78 k€ de taxe d'aménagement). Aussi, afin de financer des dépenses d'investissement hors dette à hauteur de 925 k€, la commune n'a d'autre choix que de recourir à l'emprunt, d'une part, et de puiser dans ses résultats capitalisés, d'autre part (respectivement à hauteur de 200 k€ et 119 k€),



Les conditions de financement des investissements (2/2)

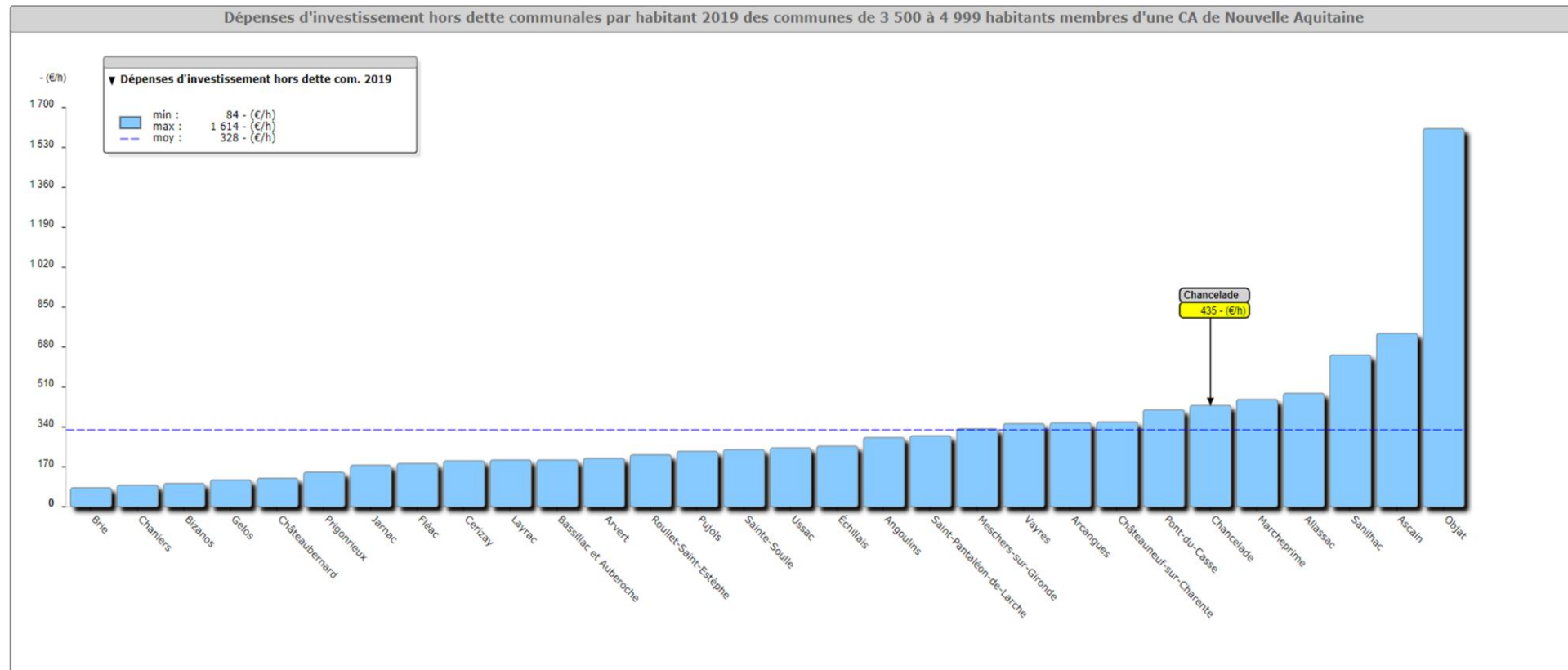
5. En **2018**, la commune enregistre un niveau de dépenses d'investissement hors dette à hauteur de 593 k€, en recul significatif par rapport à 2017. Cependant, malgré une épargne nette en légère hausse (232 k€ en 2018 contre 194 k€ en 2017) et un niveau de subventions qui se maintient (168 k€ en 2018 contre 161 k€ en 2017), la commune ne peut financer l'intégralité de ses dépenses d'investissement hors dette du fait du recul de la taxe d'aménagement (47 k€ en 2018 contre 78 k€ en 2017), d'une part, et surtout de non-recettes enregistrées au titre du FCTVA et des cessions d'immobilisations, alors même que ces deux postes de recettes représentaient un montant cumulé de 173 k€ en 2017. Par conséquent, la commune de Chancelade doit recourir à l'emprunt pour financer le complément d'investissement de 145 k€ restant à couvrir. La commune a alors recours à l'emprunt de manière plus significative, à hauteur de 624 k€, ce qui lui permet de financer le complément d'investissement sur 2018 et également d'abonder ses résultats capitalisés de +479 k€, afin de préparer la fin du mandat,
6. Enfin, en **2019**, l'épargne nette de la commune de Chancelade poursuit sa croissance, déjà observée en 2018 (300 k€ d'épargne nette en 2019 contre 232 k€ en 2018 et 194 k€ en 2017). En complément, la commune enregistre des recettes à hauteur de 110 k€ de FCTVA, 60 k€ de produit des cessions, 42 k€ de subventions et 29 k€ au titre de la taxe d'aménagement, portant ainsi le niveau de recettes d'investissement hors emprunt à 552 k€ en 2019. Toutefois, la commune de Chancelade enregistre, en 2019, le montant maximal de dépenses d'investissement hors dette du mandat, à hauteur de 1,87 M€, soit près de 40% du montant cumulé enregistré sur la période 2014-2019. De ce fait, la commune doit, à l'instar de 2017, à la fois recourir à l'emprunt et puiser dans ses résultats capitalisés, et cette fois-ci de manière massive : en 2019, la commune de Chancelade enregistre un montant d'emprunt de 750 k€ et doit puiser dans son EGC à hauteur de 568 k€ afin de financer le complément de ses investissements,

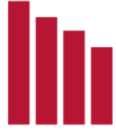
Par conséquent, avec un financement de 109,2% de niveau total de 4,91 M€ de dépenses hors dette enregistré sur la période 2014-2019, la commune Chancelade doit recourir, en cumulé, à plus de 2 M€ d'emprunt, tout en abondant ses résultats capitalisés à hauteur de +452 k€ : l'EGC de la commune s'élève, à fin 2019, à 748 k€, soit plus du double du niveau de 310 k€ enregistré à fin 2014.



Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

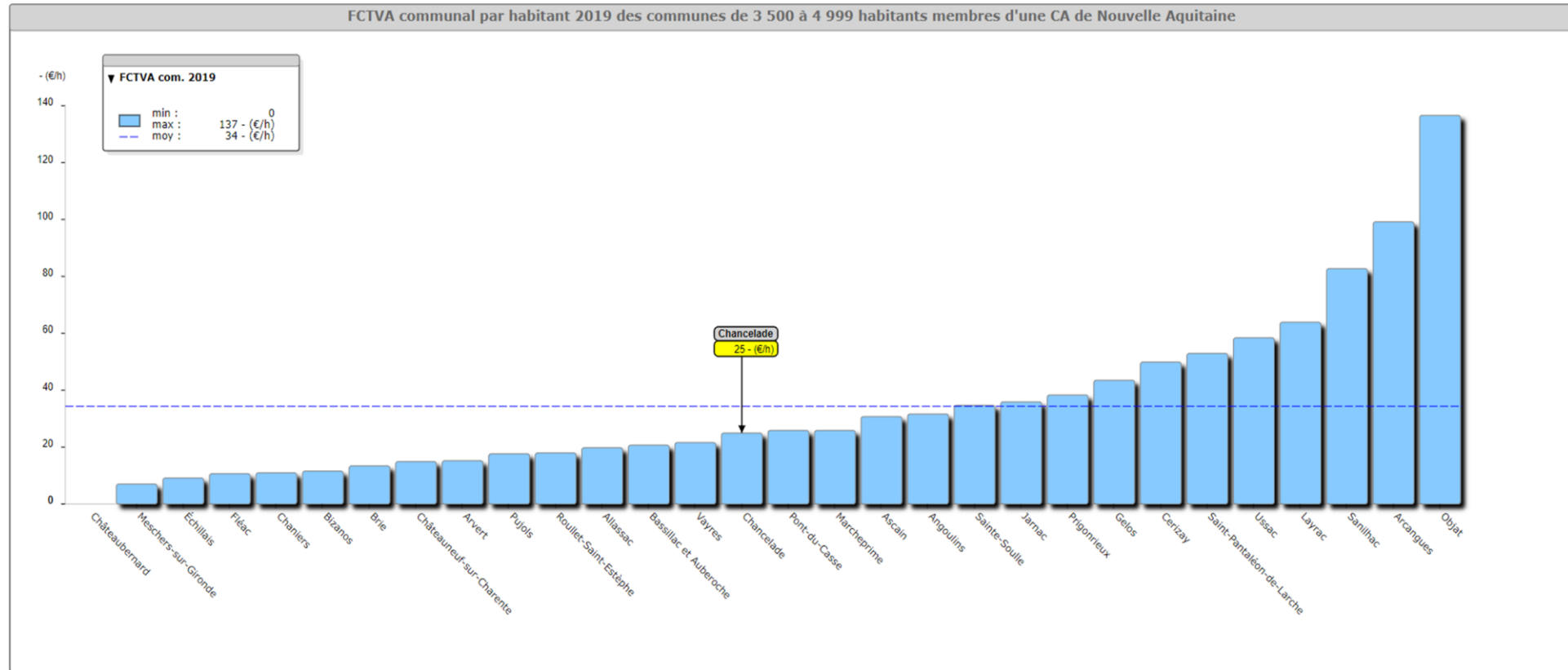
Dépenses d'investissement hors dette par habitant en 2019

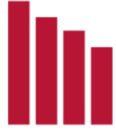




Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

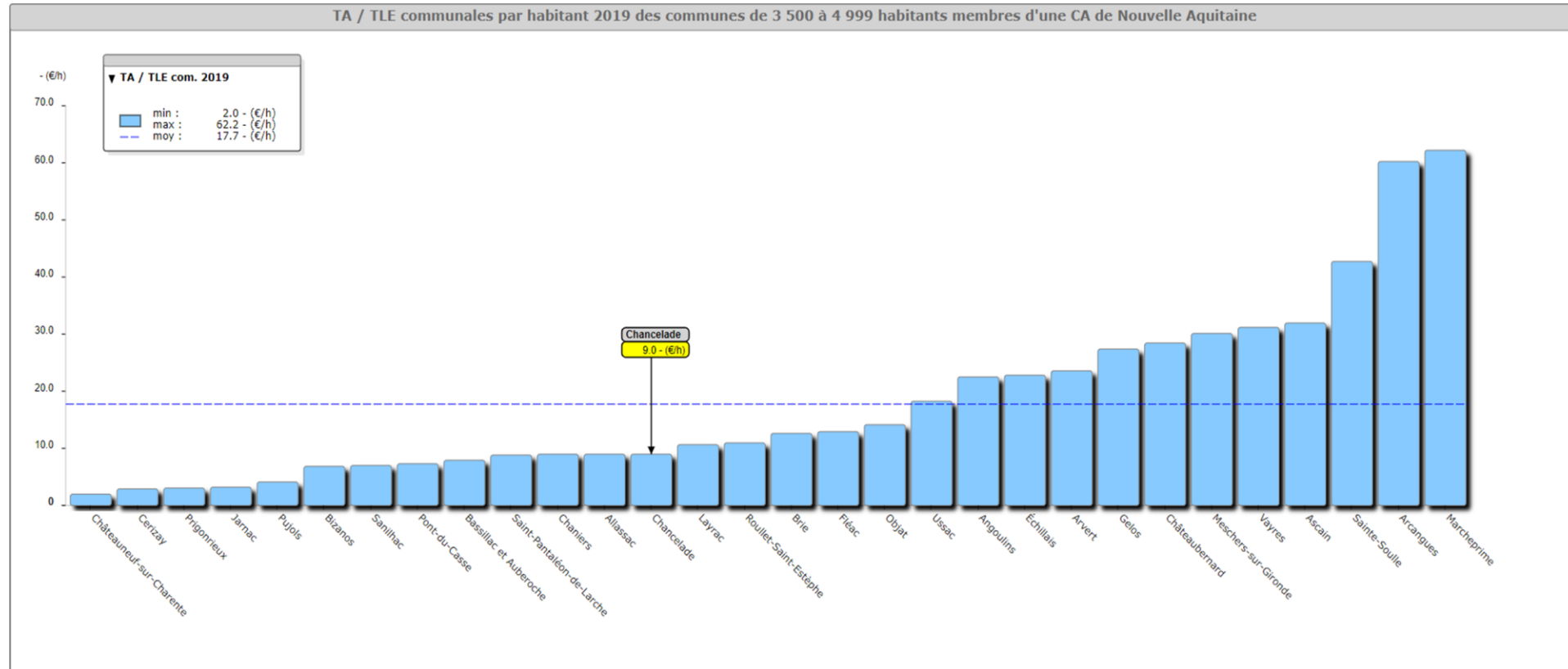
FCTVA par habitant en 2019

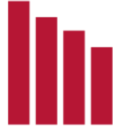




Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

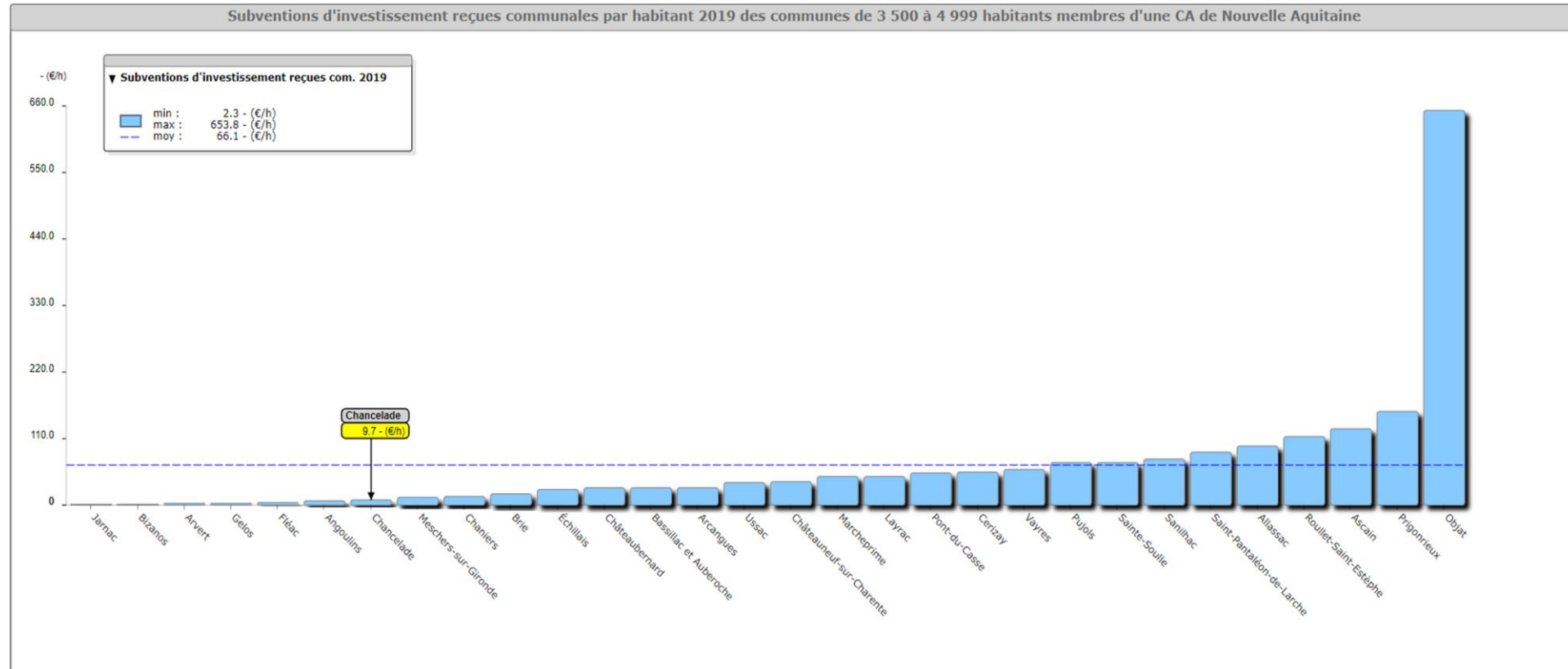
Taxe d'aménagement par habitant en 2019

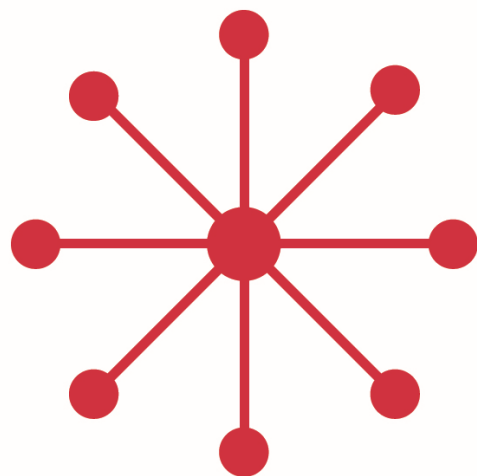




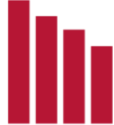
Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

Subventions d'investissement reçues par habitant en 2019





1.5
LA DETTE



La dette de 2014 à 2019 (1/2)

Annuité de dette

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Capital	301	297	295	288	271	308
Intérêts	139	130	124	114	111	108
Annuité de la dette	440	426	419	402	382	416

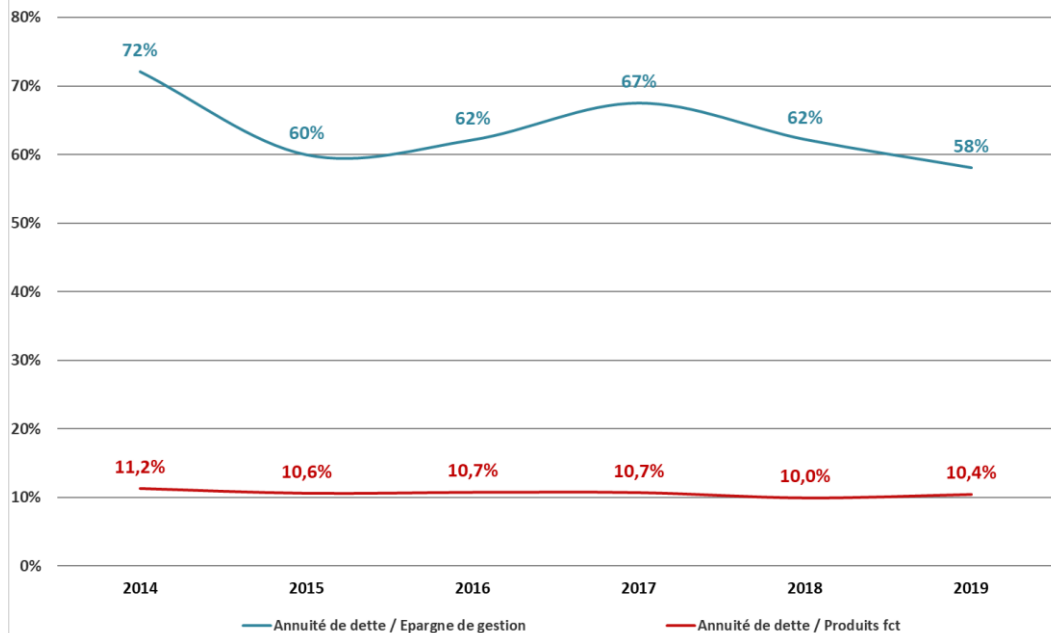
Ratios d'endettement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Annuité de dette / Epargne de gestion	72,0%	60,0%	62,1%	67,5%	62,2%	58,1%
Annuité de dette / Produits fct	11,2%	10,6%	10,7%	10,7%	10,0%	10,4%

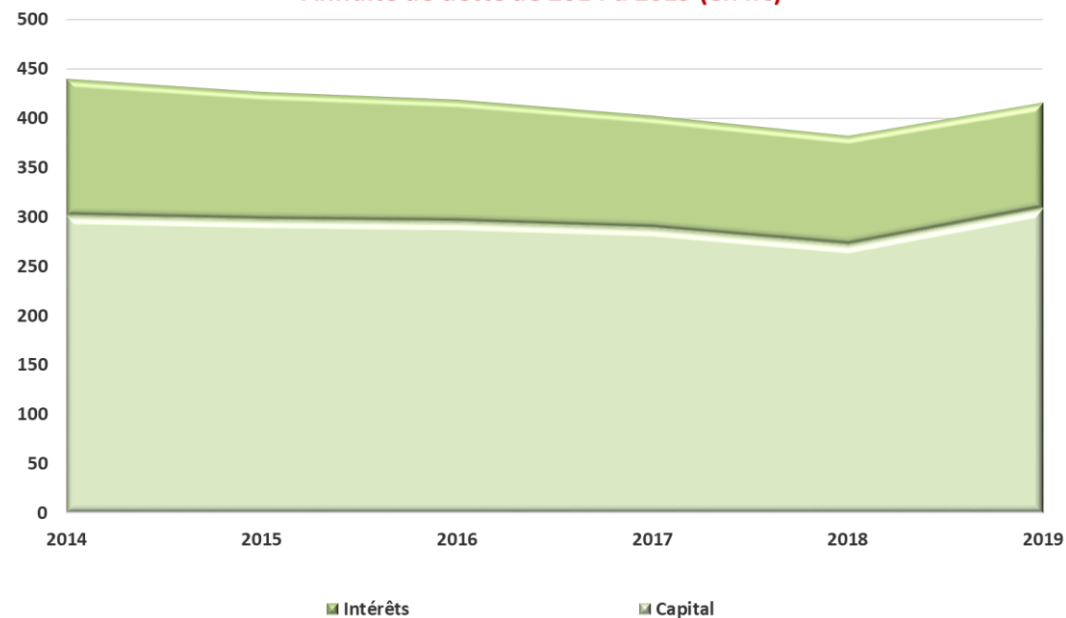
Taux d'intérêt instantané

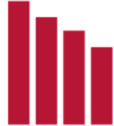
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Intérêts	139	130	124	114	111	108
/ Encours au 01/01	3 446	3 295	3 293	2 999	2 911	3 263
= Taux d'intérêt instantané	4,04%	3,93%	3,76%	3,80%	3,81%	3,30%

Ratios d'endettement



Annuité de dette de 2014 à 2019 (en k€)





La dette de 2014 à 2019 (2/2)

Encours de dette au 31/12

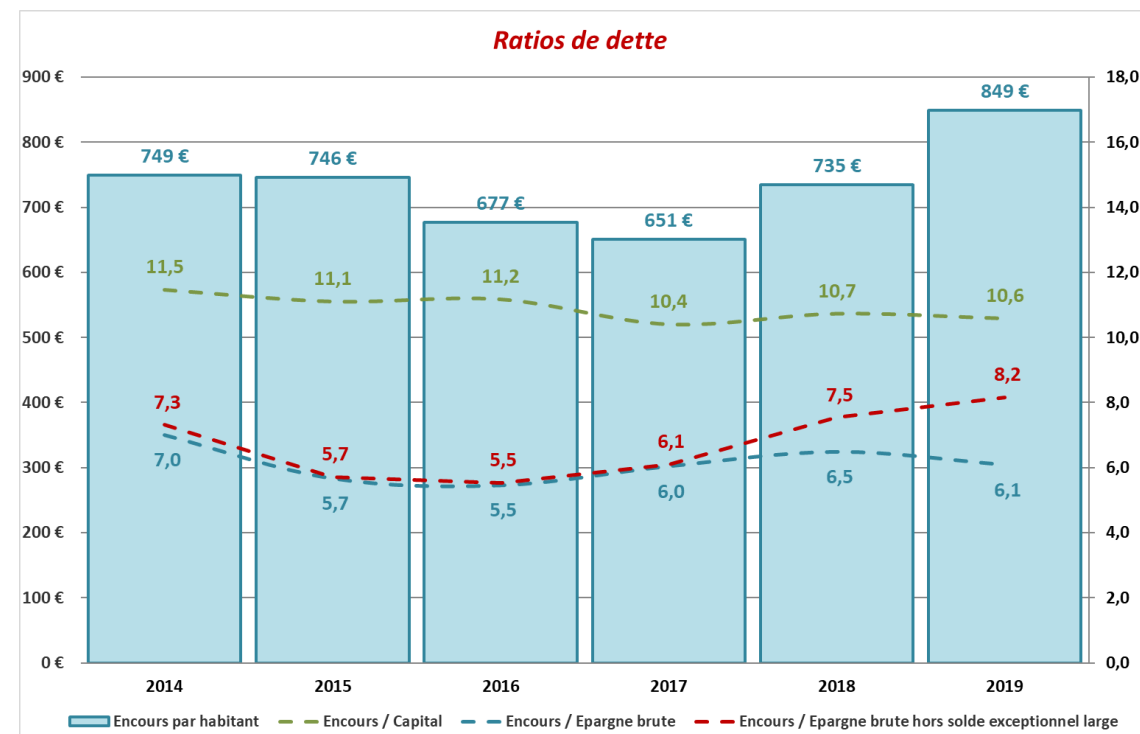
K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours brut au 1er janvier avant transferts	3 446	3 295	3 293	2 999	2 911	3 263
+ Transfert d'encours brut	0	0	0	0	0	0
= Encours brut au 1er janvier	3 446	3 295	3 293	2 999	2 911	3 263
- Remboursement du capital brut	301	297	295	288	271	308
- Remboursement anticipé	0	0	0	0	0	0
+ Emprunt	150	295	0	200	624	750
+ Divers	0	0	0	0	0	0
= Variation de l'encours brut	-151	-2	-295	-88	352	441
= Encours brut au 31 décembre	3 295	3 293	2 999	2 911	3 263	3 704
/ Epargne brute	471	581	550	482	504	609
= Encours / Epargne brute	7,0	5,7	5,5	6,0	6,5	6,1

Ratios de dette

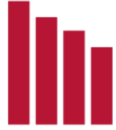
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours / Capital (en années)	11,5	11,1	11,2	10,4	10,7	10,6
Encours par habitant	749 €	746 €	677 €	651 €	735 €	849 €
Encours / Produits de fonctionnement	84,3%	81,8%	76,8%	77,3%	85,0%	92,9%

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours par habitant	749 €	746 €	677 €	651 €	735 €	849 €
Encours / Capital	11,5	11,1	11,2	10,4	10,7	10,6
Encours / Epargne brute	7,0	5,7	5,5	6,0	6,5	6,1
Encours / Epargne brute hors solde exceptionnel large	7,3	5,7	5,5	6,1	7,5	8,2

Ratios de dette

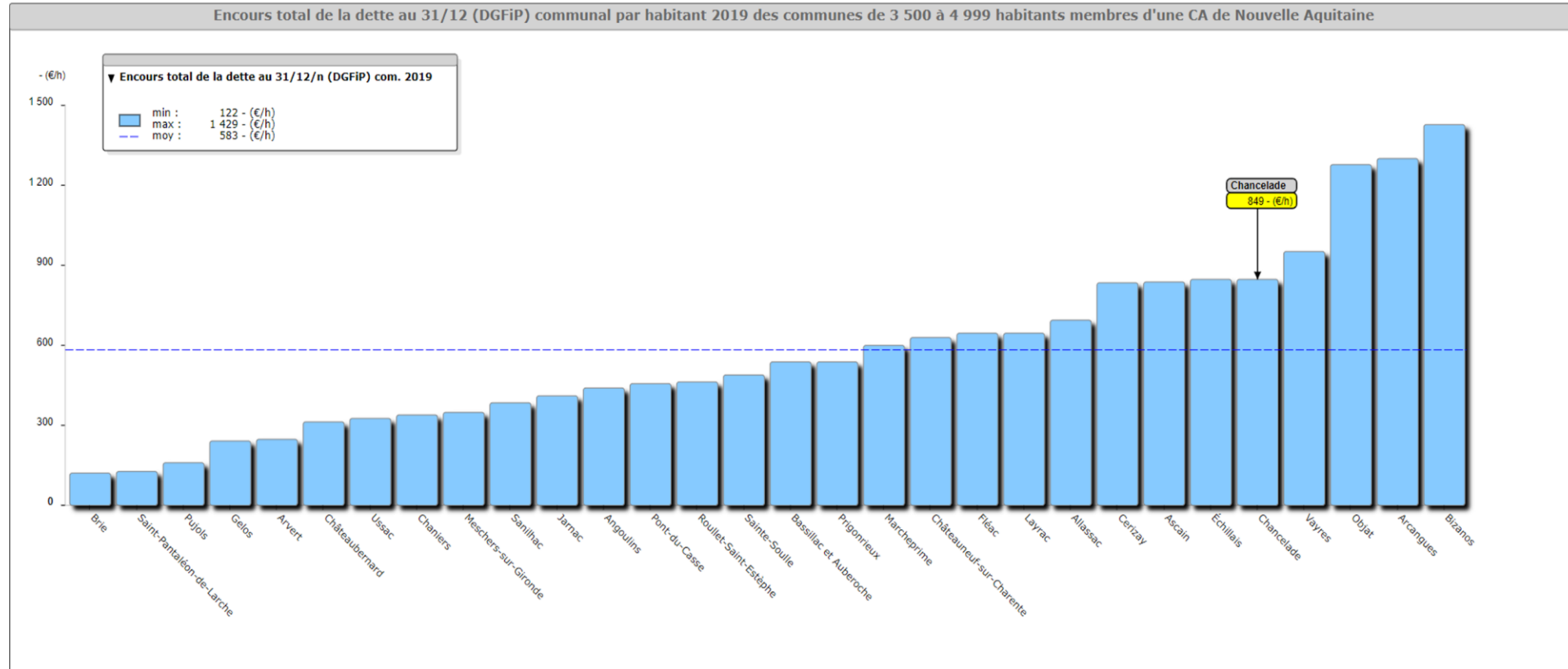


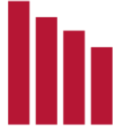
- ✓ L'encours de dette de la commune de Chancelade s'élève, à fin 2019, à 3 704 k€ contre 3 446 k€, à fin 2013 : malgré un recours significatif à l'emprunt, à hauteur de 2,02 M€ en cumulé sur 2014-2019, le montant moyen annuel de remboursement en capital de près de 300 k€ a permis de réguler la hausse de l'encours de dette → la commune a ainsi emprunté 2 019 k€ et remboursé 1 760 k€ sur le mandat.
- ✓ Dans le même temps, la commune a observé, en tendance, une croissance de ses marges d'épargne et notamment de son épargne brute : l'épargne brute communale s'élève ainsi, en 2019, à 609 k€ contre 471 k€ en 2014, enregistrant une hausse de près d'1/3 de son niveau initial. Cette croissance significative des marges d'épargne, sur la période 2014-2019, a pu contrebalancer l'impact de la hausse de l'encours de dette et a permis l'amélioration des indicateurs de dette dont le délai de désendettement (rapport entre encours de dette et épargne brute), qui, après avoir observé une tendance à la hausse de 2016 à 2018, est de nouveau en recul sur 2019 : le délai de désendettement communal s'élève ainsi à 6,1 années en 2019, contre le niveau de 7,0 années enregistré en 2014.
- ✓ Cependant, il est à noter que si l'impact significatif du solde exceptionnel large sur les marges d'épargne était retraité, le délai de désendettement observerait une tendance à la hausse depuis 2016 et un niveau plus élevé qu'en 2014 : 8,2 années en 2019 contre 7,3 années en 2014.



Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

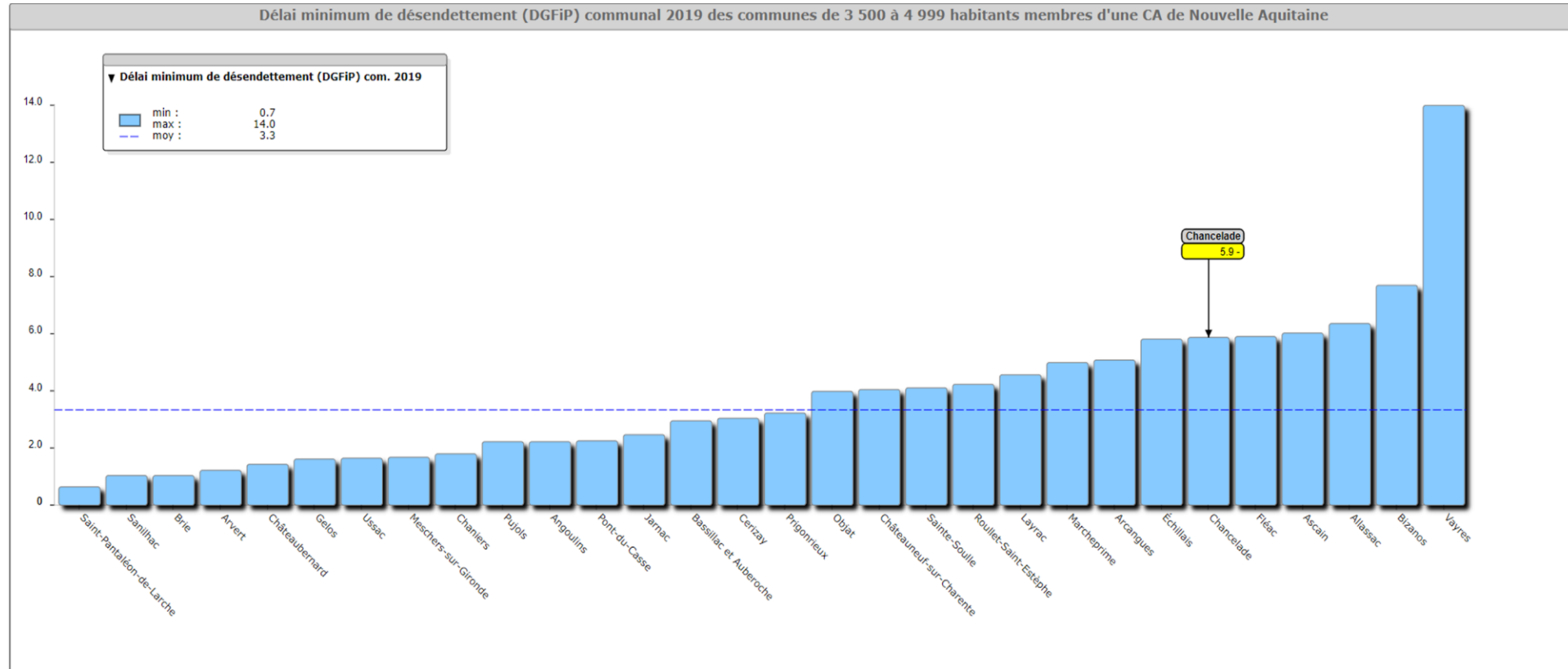
Encours de dette par habitant en 2019

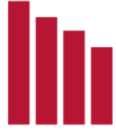




Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

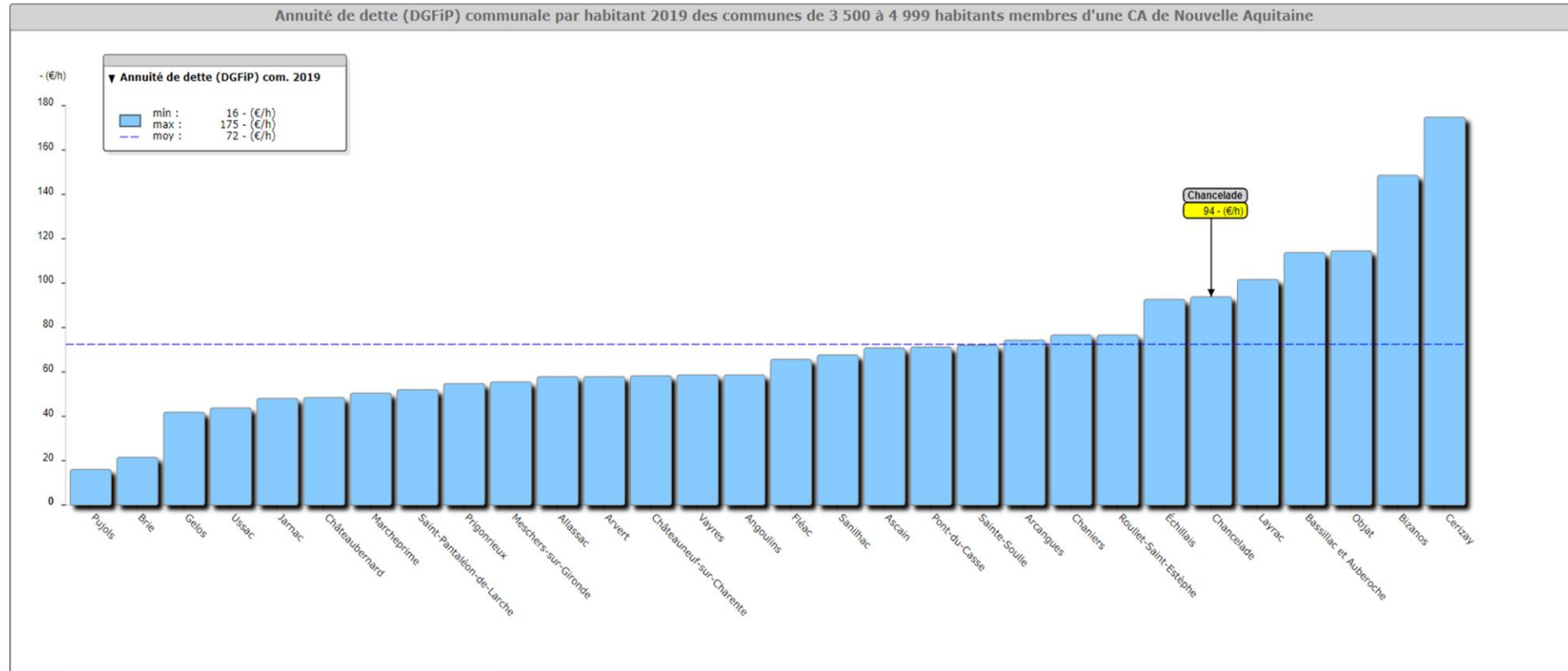
Délai de désendettement en 2019





Comparaison aux communes 3 500 et 4 999 habitants, membres d'une CA, en région Nouvelle Aquitaine

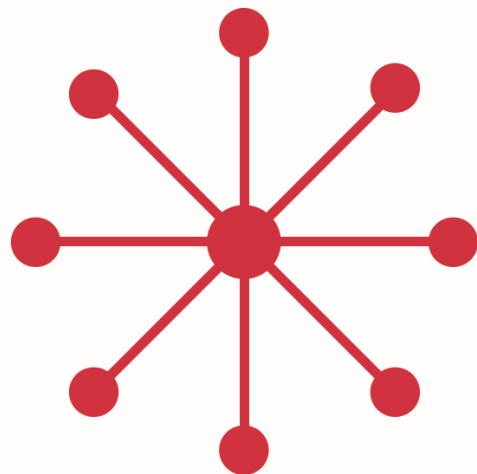
Annuité de dette par habitant en 2019





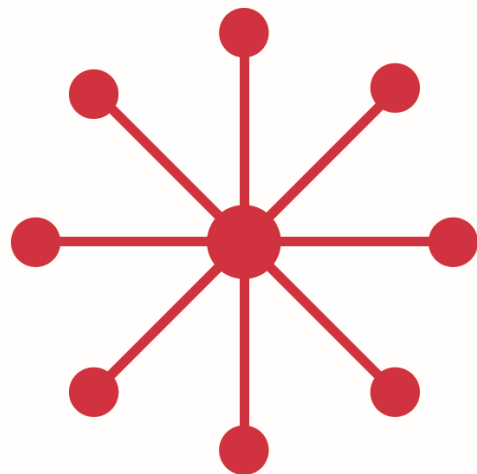
PARTIE 2

LE SCÉNARIO PROSPECTIF DE RÉFÉRENCE



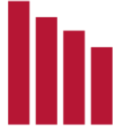
2.1

LE BLOC COMMUNAL FACE À DEUX RÉFORMES MAJEURES



2.1.1

La réforme des valeurs locatives des établissements industriels



La réduction de 50 % des valeurs locatives relatives aux établissements industriels

Il existe 3 catégories de locaux :

1. Les locaux d'habitation (46 millions de locaux),
2. Les locaux professionnels (3,5 millions de locaux),
3. Les locaux industriels (86 000 établissements au titre de la CFE et 110 000 au titre de la TFB).

Sont considérés comme locaux industriels, les bâtiments et terrains servant à l'exercice d'une activité de fabrication ou de transformation de biens corporels mobiliers qui nécessite d'importants moyens techniques.

Ou les bâtiments et terrains servant à l'exercice d'activités autres que celles mentionnées ci-avant qui nécessitent d'importants moyens techniques lorsque le rôle des installations techniques, matériels et outillages mis en œuvre est prépondérant.

Toutefois et dans les deux cas mentionnés, lorsque la valeur des installations techniques, matériels et outillages présents dans les bâtiments ou sur les terrains et destinés à l'activité ne dépasse pas un montant de 500 000 €, ces bâtiments et terrains ne revêtent pas un caractère industriel.

Les établissements industriels sont évalués selon la méthode comptable. La valeur locative est une quote-part du prix de revient des immobilisations industrielles inscrites au bilan de l'établissement. Ces quotes-parts (qualifiées de taux d'intérêts dans le code général des impôts), reviennent en fait à prendre en compte un amortissement de la valeur des immobilisations industrielles.

1. L'article 4 du PLF pour 2021 réforme la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modifie le coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements.

Les valeurs locatives des établissements industriels sont divisées par 2.

Les taux d'intérêts

avant le PLF 21

	Taux d'intérêts	Abattement	Taux effectif
Sols et terrains	8%	0	8%
Construction et installations antérieures à 1976	12%	25%	9%
Construction et installations postérieures à 1976	12%	33%	8%

après le PLF 21

	Taux d'intérêts	Abattement	Taux effectif
Sols et terrains	4%	0	4%
Construction et installations antérieures à 1976	6%	25%	5%
Construction et installations postérieures à 1976	6%	33%	4%

Prise en compte pour TFB

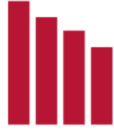
Abattement pour TFB	Fraction taxée effective TFB	Correspondant à une durée d'amortissement de :	
50%	4,0%	25,0	ans
	4,5%	22,2	
	4,0%	25,0	

Abattement pour TFB	Fraction taxée effective TFB	Correspondant à une durée d'amortissement de :	
50%	2,0%	50,0	ans
	2,3%	44,4	
	2,0%	50,0	

Prise en compte pour CFE

Abattement pour CFE	Fraction taxée effective CFE	Correspondant à une durée d'amortissement de :	
30%	5,6%	17,9	ans
	6,3%	15,9	
	5,6%	17,9	

Abattement pour CFE	Fraction taxée effective CFE	Correspondant à une durée d'amortissement de :	
30%	2,8%	35,7	ans
	3,2%	31,7	
	2,8%	35,7	



La compensation des pertes de TFB

1- À compter de 2021, il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre la perte de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises [...];

2- La compensation de la **perte de recettes de taxe foncière** sur les propriétés bâties est égale, chaque année et pour chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, au produit obtenu en multipliant la perte de bases résultant, chaque année, de l'application des dispositions du 1° [...] par le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2020 dans la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Dans la mesure où les bases sont divisées par 2, la perte de base est égale au montant des bases résiduelles.

$$\text{Perte de base VLF EI}_n = \text{Base taxée EI}_n$$

Les taux à prendre en compte pour les communes pour le calcul de la compensation [...] sont majorés des taux appliqués en 2020 dans les départements. Pour les communes situées sur le territoire de la métropole de Lyon, la référence au taux départemental appliqué en 2020 est remplacée par la référence au taux appliqué en 2014 au profit du département du Rhône.

Pour les communes qui, au 1er janvier 2020, étaient membres d'un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune au titre de 2020 est majoré du taux appliqué au profit de l'établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre pour la même année 2020.

En cas de création de commune nouvelle ou de fusion d'établissements publics de coopération intercommunale, le taux à retenir est le taux moyen pondéré des communes membres ou préexistantes, majoré le cas échéant dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas du présent 2.

PSR compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFB et de CFE des locaux industriels : 3 290 M€

$$\text{Compensation TFB}_n = \text{Base nette TFB EI}_n + \text{Taux compensation}$$

Pour les communes :

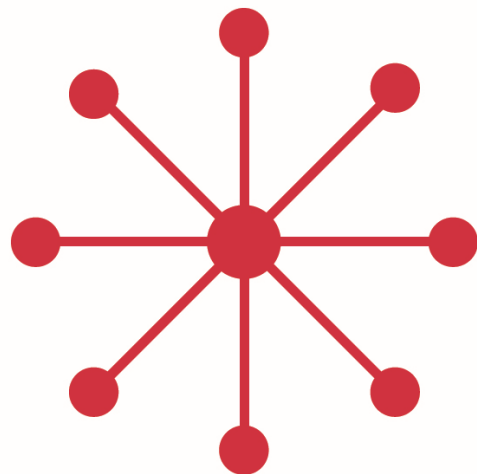
$$\text{Taux compensation} = \text{Taux FB}_{2020} \text{ commune} + \text{Taux FB}_{2020} \text{ département}$$

Pour les EPCI :

$$\text{Taux compensation} = \text{Taux FB}_{2020} \text{ EPCI}$$

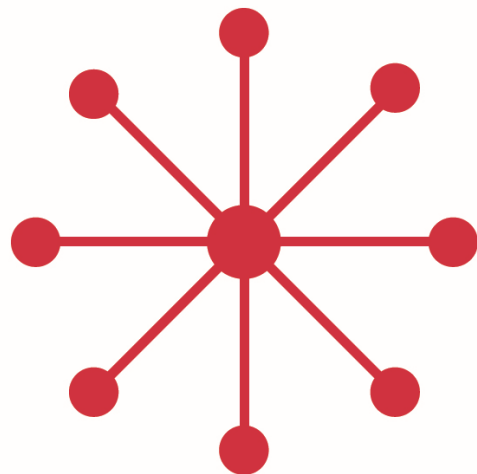
Pour les communes :

Majoration du taux syndical 2020



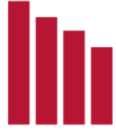
2.1.2

La réforme de la taxe d'habitation



2.1.2.1

*La réforme de la taxe d'habitation vue
du côté du contribuable*



La taxe d'habitation sur les résidences principales : une suppression en deux temps

Premier temps : article 5 LF 2018

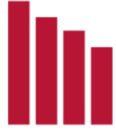
Suppression de la TH sur les résidences principales pour 80 % des contribuables d'ici à 2020

Maintien de la TH sur les résidences principales pour les 20 % restants

Deuxième temps : article 16 LF 2020

Elargissement de la suppression de la TH sur les résidences principales pour les 20 % restants d'ici à 2023

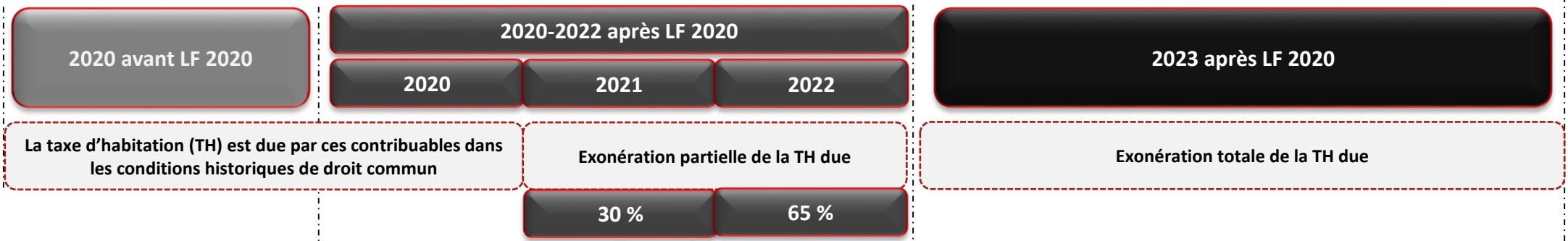
Disparition de la TH sur les résidences principales d'ici à 2023 pour l'ensemble des contribuables



Une suppression de la TH (résidences principales) pour « 80 % » de la population introduite en LF 2018 et élargie à tous les contribuables à l’horizon 2023 par l’article 16 de la LF

La suppression progressive de la Taxe d’habitation pour les **contribuables exclus du mécanisme introduit en LFI 2018**, en raison du niveau élevé de leurs revenus.

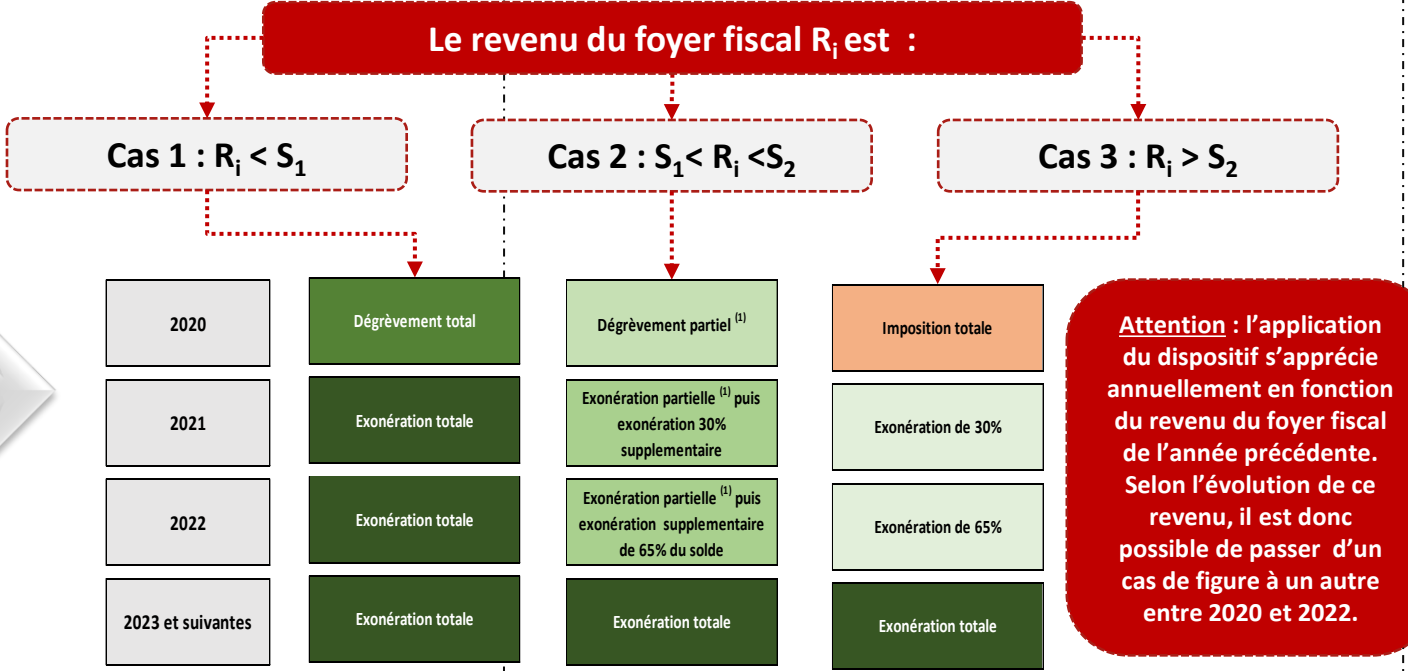
Article 1414 C du CGI



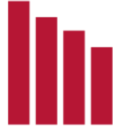
Les revenus de référence 2020 (1417 du CGI)

	Seuil de revenu 1	Seuil de revenu 2
1 part	27 706 €	28 732 €
1,5 parts	35 915 €	37 454 €
2 parts	44 124 €	46 176 €
2,5 parts	50 281 €	52 333 €
3 parts	56 438 €	58 490 €
3,5 parts	62 595 €	64 647 €
4 parts	68 752 €	70 804 €
4,5 parts	74 909 €	76 961 €
5 parts	81 066 €	83 118 €
5,5 parts	87 223 €	89 275 €
6 parts	93 380 €	95 432 €

N.B. : ces tarifs sont indexés, chaque année, comme la limite supérieure de la première tranche de l’impôt sur le revenu

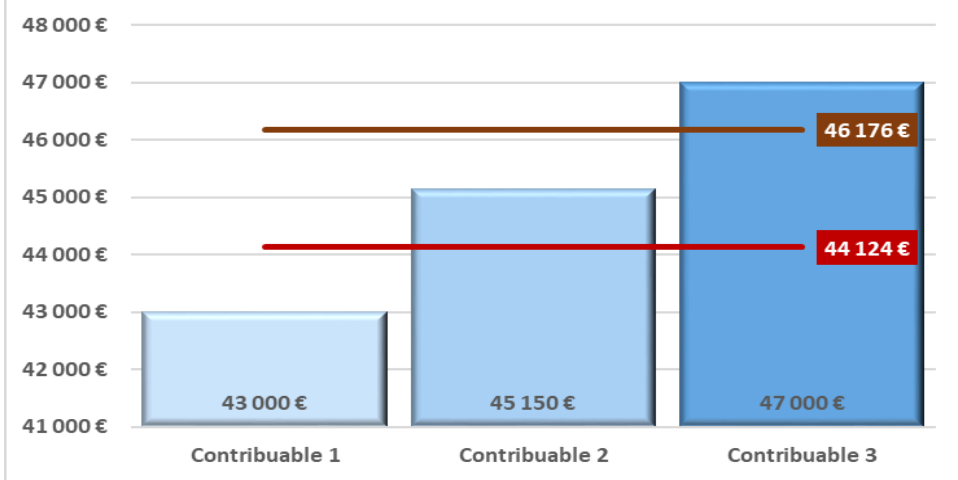


⁽¹⁾ Dégrèvement ou exonération partielle = Cotisation TH_n x Coefficient avec coefficient = $(S_2 - R_i) / (S_2 - S_1)$



L'article 16 de la LF 2020 prolonge l'objectif d'exonération totale de la taxe d'habitation pour les contribuables (résidences principales)

3 Foyers fiscaux différents (2 parts fiscales chacun)
TH « brute » = 1 000 €



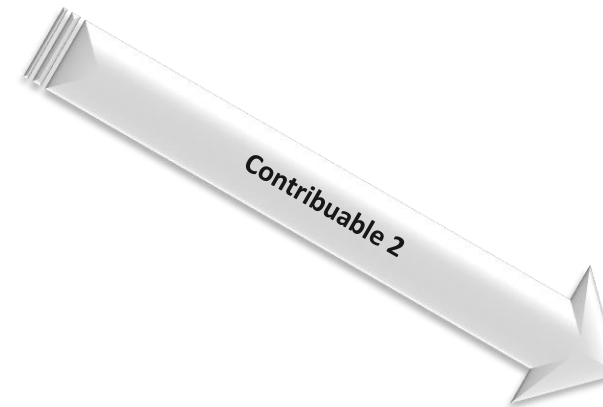
Contribuable 1

	2020	2021	2022	2023
TH "brute" due	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Dégrèvement LFI 2018	-1 000 €			
Transformation dégrèvement LFI 2018 en exonération LFI 2020		-1 000 €	-1 000 €	-1 000 €
Exonération nouvelle LFI 2020				
TH acquittée	0 €	0 €	0 €	0 €



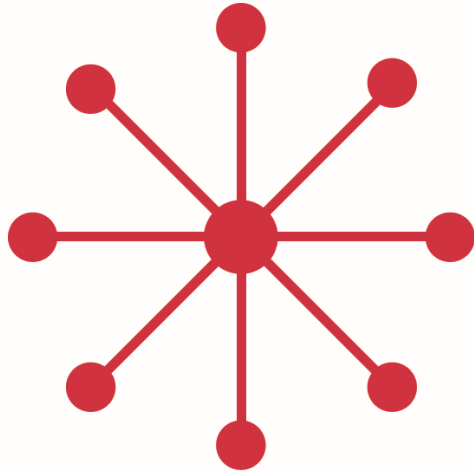
Contribuable 3

	2020	2021	2022	2023
TH "brute" due	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Dégrèvement LFI 2018				
Transformation dégrèvement LFI 2018 en exonération LFI 2020				
Exonération nouvelle LFI 2020		-300 €	-650 €	-1 000 €
TH acquittée	1 000 €	700 €	350 €	0 €



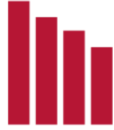
Contribuable 2

	2020	2021	2022	2023
TH "brute" due	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Dégrèvement LFI 2018	-500 €			
Transformation dégrèvement LFI 2018 en exonération LFI 2020		-500 €	-500 €	
Exonération nouvelle LFI 2020		-150 €	-325 €	-1 000 €
TH acquittée	500 €	350 €	175 €	0 €



2.1.2.2

*La réforme de la taxe d'habitation vue
du côté des collectivités territoriales :
2021 l'année du big-bang*



Des dispositions spécifiques en 2020 pour préparer le big-bang fiscal de 2021

Gel des taux d'imposition et des quotités abattues au niveau 2019

« Les taux et les montants d'abattements de taxe d'habitation sont égaux à ceux appliqués en 2019 »

Interdiction de créer la taxe sur les logements vacants avant 2023

« Les délibérations prises en application de l'article 1407 bis du code général des impôts pour appliquer la taxe d'habitation sur les logements vacants à compter des impositions dues au titre des années 2020, 2021 ou 2022, s'appliquent à compter des impositions dues au titre de l'année 2023 »

Suspension des procédures d'intégration fiscale progressive

« Pour les impositions établies au titre de 2020 [...] :

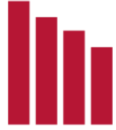
- Le taux de la taxe d'habitation appliqué sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est égal au taux appliqué sur leur territoire en 2019 ;
- Les lissages, intégrations fiscales progressives et harmonisations de taux d'imposition de la taxe d'habitation en cours au 1er janvier 2020 sont suspendus et ceux qui auraient pu prendre effet au cours de cette même année ne sont pas mis en œuvre ;

Plafonnement au niveau 2019 des taux de taxe Gemapi et des taxes spéciales et report sur les autres taxes des effets de ce plafonnement

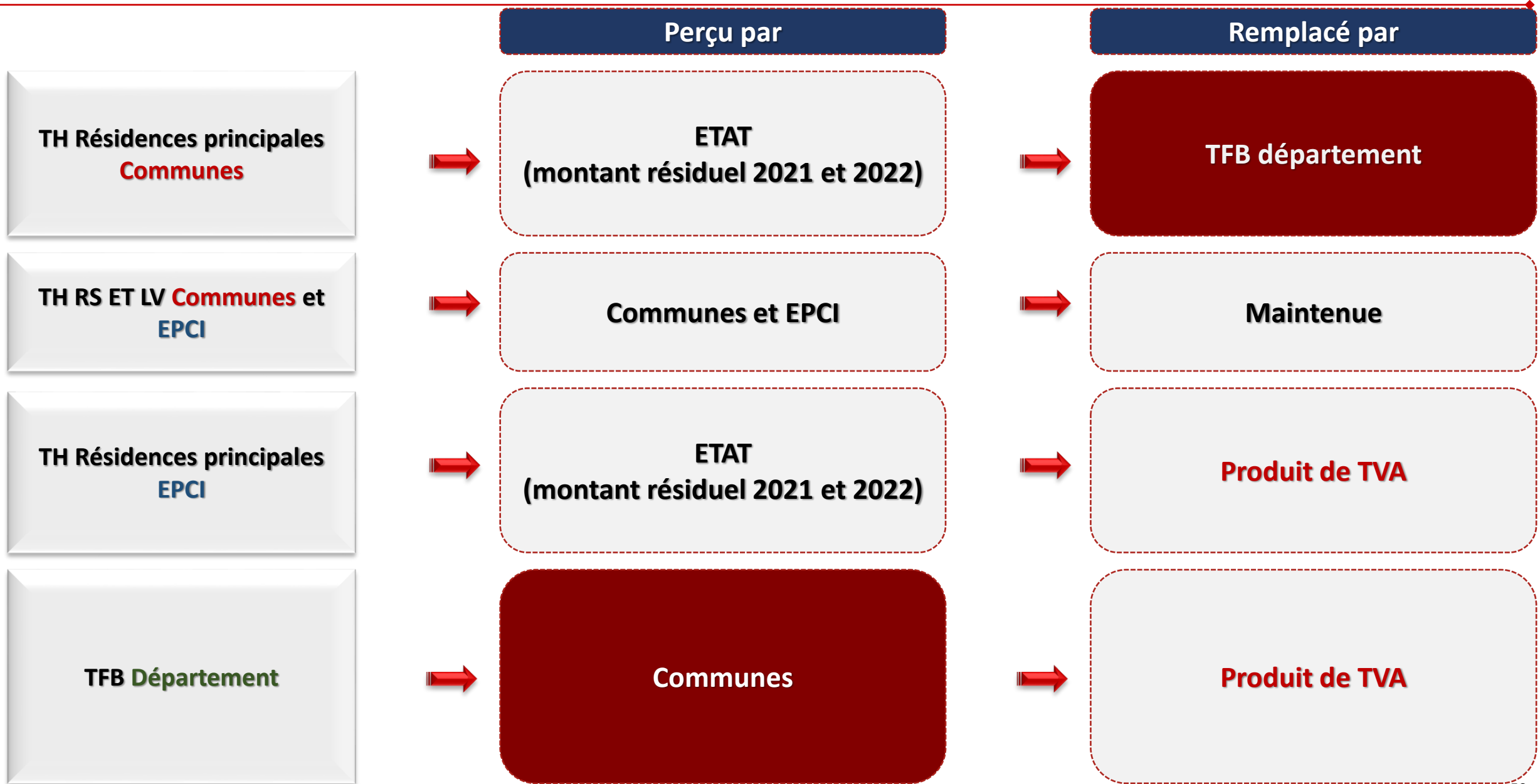
« Pour les impositions établies au titre de l'année 2020 [...] le taux issu de la répartition de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations et le taux issu de la répartition des taxes spéciales d'équipement sur la taxe d'habitation ne peuvent dépasser les taux appliqués en 2019 au titre de chacune de ces taxes. La fraction du produit voté de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ou de la taxe spéciale d'équipement qui, en vertu de la phrase précédente, ne peut être répartie entre les redevables de la taxe d'habitation est répartie entre les redevables de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et de la cotisation foncière des entreprises selon les règles applicables à la taxe considérée.

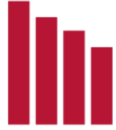
Interdiction d'augmenter le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants en 2021 et 2022

« Pour les impositions établies au titre des années 2021 et 2022 et par dérogation aux articles 1409, 1411 et 1649 du code général des impôts [...] les taux et les montants d'abattements de taxe d'habitation sont égaux à ceux appliqués en 2019 ».



Le big-bang fiscal de 2021 : la recomposition nationale des produits fiscaux





Les conséquences pour une commune en 2021

Commune dite « surcompensée »

Base nette TH_{com} 2020 résidence principale
x taux de TH_{com} 2017

Moyenne des rôles
supplémentaires TH_{com} 2018
2019 et 2020

Bases 2019

Compensation TH_{com}
2020

Surcompensation (corrigée)

Base nette $TFB_{dept sur com}$ 2020
x taux de TFB_{dept} 2020

Moyenne des rôles
supplémentaires $TFB_{dept sur com}$ 2018 2019 et 2020

Compensation $TFB_{dept sur com}$
2020

Aléas

Bases 2019

Commune dite « sous-compensée »

Base nette TH_{com} 2020 résidence principale
x taux de TH_{com} 2017

Moyenne des rôles
supplémentaires TH_{com} 2018
2019 et 2020

Compensation TH_{com}
2020

Base nette $TFB_{dept sur com}$ 2020
x taux de TFB_{dept} 2020

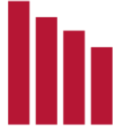
Moyenne des rôles
supplémentaires $TFB_{dept sur com}$ 2018 2019 et 2020

Compensation $TFB_{dept sur com}$
2020

Sous-compensation (corrigée)

Aléas

Bases 2019



La mise en place d'un coefficient correcteur : un FNGIR TH « masqué »

Commune dite « surcompensée »

Ressources larges de TFB 2020 (évaluées)
département sur commune

Ressources larges de TFB 2020 commune

Après

Surcompensation (corrigée)

Ressources larges de TH et TFB 2020 (évaluées) commune

Avant

Coefficient correcteur

Une commune percevait 800 au titre de la TH et de la TFB communale en 2020. Le rendement de la TFB communale et de la TFB du département sur le territoire de la commune lui rapporte spontanément 1000.

Elle est surcompensée de 20 %. Le coefficient correcteur est alors de 0,8.

Dans le futur (à partir de 2021)

Les bases de TFB progressent et permettent de « gagner » 20 en produit de TFB. La commune verra cette croissance pondérée par le coefficient de 0,8. Elle conservera donc un « effet base » proportionnel à la croissance des bases de TFB sur son territoire, mais ramené à la base de référence de ses recettes effectives de TH et de TFB de 2020.

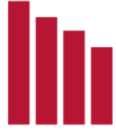
Cela revient à substituer à la croissance, perdue, des bases de TH celle des bases de TFB, mais appliquée aux anciennes assiettes communales de TH et de TFB.

	référence 2020	2021	2022	2023
Ressources de TFB globales perçues dans la commune (taux d'imposition constant) - A -	1 000	1 020	1 040	1 061
X coefficient correcteur	0,80	0,80	0,80	0,80
Ressources de TFB affectées à la commune - B -	800	816	832	849
Prélèvement (surcompensation indexée)	200	204	208	212

Dans le futur (à partir de 2021)

La commune dispose des effets taux sur la base totale de TFB et non sur la base corrigée (LF 2020).

FNGIR TH (versé par la commune) indexé sur la croissance annuelle des bases de TFB ?



La mise en place d'un coefficient correcteur : un FNGIR TH « masqué »

Commune dite « sous-compensée »

Sous-compensation (corrigée)

Ressources larges de TFB 2020 (évaluées) *département* sur commune

Ressources larges de TFB 2020 *commune*

Après

Ressources larges de TH et TFB 2020 (évaluées) *commune*

Avant

Coefficient correcteur

Une commune percevait 1000 au titre de la TH et de la TFB communale en 2020. Le rendement de la TFB communale et de la TFB du département sur le territoire de la commune lui rapporte spontanément 800. Elle est sous-compensée de 25 %. Le coefficient correcteur est alors de 1,25.

Dans le futur (à partir de 2021)

Les bases de TFB progressent et permettent de « gagner » 16 en produit de TFB. La commune verra cette croissance pondérée par le coefficient de 1,25. Elle conservera donc un « effet base » proportionnel à la croissance des bases de TFB sur son territoire, mais ramené à la base de référence de ses recettes effectives de TH et de TFB de 2020.

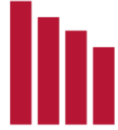
Cela revient à substituer à la croissance, perdue, des bases de TH celle des bases de TFB, mais appliqué aux anciennes assiettes communales de TH et de TFB.

	référence 2020	2021	2022	2023
Ressources de TFB globales perçues dans la commune (taux d'imposition constant) - A -	800	816	832	849
X coefficient correcteur	1,25	1,25	1,25	1,25
Ressources de TFB affectées à la commune - B -	1 000	1 020	1 040	1 061
dont recette fiscale directe	800	816	832	849
dont complément (sous compensation indexée) reçu	200	204	208	212

Dans le futur (à partir de 2021)

La commune dispose des effets taux sur la base totale de TFB et non sur la base corrigée (LF 2020).

FNGIR TH (reçu par la commune) indexé sur la croissance annuelle des bases de TFB ?



La prise en compte de la réduction de 50 % des valeurs locatives des locaux industriels (art. 4 PLF 2021) dans le produit de foncier bâti

La réduction de 50% des valeurs locatives des locaux industriels prévue par l'article 4 du PLF 2021 va avoir des conséquences annexes sur la suppression de la TH des résidences principales.

En effet, cette suppression fait apparaître un déséquilibre dans le calcul du produit de foncier bâti défini à l'article 16 de la loi de finances pour 2020.

Ainsi, une commune « sous-compensée » (qui reçoit un foncier bâti inférieur à sa TH perdue) voit s'accroître son écart de ressources avec la baisse de son produit de FB en 2021, conséquence de la réduction des valeurs locatives des locaux industriels.

A l'inverse, une commune « surcompensée » (qui reçoit un foncier bâti supérieur à sa TH perdue) voit se réduire son écart de ressources compte tenu du même phénomène.

Afin de corriger cet effet, et sans remettre en cause le calcul du coefficient correcteur présenté ci-avant, l'article 4 du PLF 2021 prévoit de prendre en compte la nouvelle compensation de foncier bâti dans la détermination du produit de foncier bâti communal.

Ainsi, pour les communes « sous-compensées », l'application de ce dispositif revient à majorer le produit de foncier bâti en appliquant le coefficient correcteur (supérieur à 1) à la compensation de foncier bâti des locaux industriels.

De la même manière, pour les communes « surcompensées », cela revient à minorer le produit de foncier bâti en appliquant le coefficient correcteur (inférieur à 1 cette fois) à la compensation de foncier bâti des locaux industriels.

Calcul du produit de foncier bâti (version art. 16 LF 2020)

Commune surcompensée

$$PFB = BFB \times TFB \times \frac{Tx FBC + Tx FBd}{TFB} \times coef + BFB \times TFB \times \frac{TFB - (Tx FBC + Tx FBd)}{TFB}$$

Commune sous-compensée

$$PFB = BFB \times TFB + BFB \times TFB \times \frac{Tx FBC + Tx FBd}{TFB} \times (coef - 1)$$

Calcul du produit de foncier bâti (version art. 4 PLF 2021)

Commune surcompensée

$$PFB = BFB \times TFB \times \frac{Tx FBC + Tx FBd}{TFB} \times coef + BFB \times TFB \times \frac{TFB - (Tx FBC + Tx FBd)}{TFB} + \text{CFB} \times (coef - 1)$$

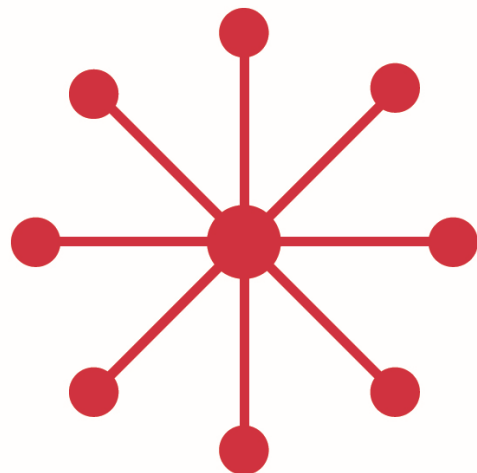
Minoration du produit de FB

Commune sous-compensée

$$PFB = BFB \times TFB + BFB \times TFB \times \frac{Tx FBC + Tx FBd}{TFB} \times (coef - 1) + \text{CFB} \times (coef - 1)$$

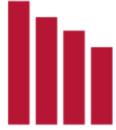
Majoration du produit de FB

Avec : PFB = Produit FB de n
BFB = Base de FB de n
TFB = Taux de FB de n
Tx FBC = Taux FB communal 2020
Tx FBd = taux FB départemental 2020
Coef = Coefficient correcteur (« Coco »)
CFB = Compensation de la suppression de 50% des valeurs locatives des etab. Indus.



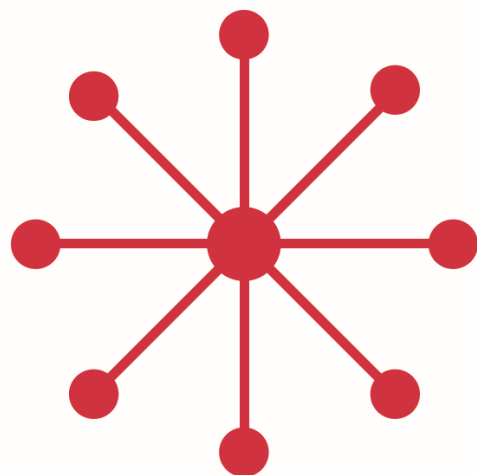
2.1.2.3

*Comment cela va-t-il fonctionner
à compter de 2021 ?*



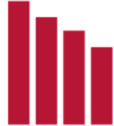
Les nouvelles dispositions de vote des taux d'imposition (communes et EPCI)

	2020 avant LF 2020	2020-2022 après LF 2020			2023 après LF 2020
		2020	2021	2022	
Taxe d'habitation résidences principales	Le taux peut varier	Le taux est définitivement bloqué au niveau atteint en 2019			
Taxe d'habitation résidences secondaires et logements vacants	Le taux peut varier	Le taux est bloqué au niveau atteint en 2019			Le taux peut varier
Taxe foncière bâtie	Le taux peut varier				
Taxe foncière non bâtie	Le taux peut varier				
Cotisation foncière des entreprises	Le taux peut varier				



2.1.2.4

*Réforme de la taxe d'habitation :
le cas de la commune de Chancelade*



Le cas de la commune de Chancelade

En s'appuyant sur les données fiscales de 2020, et notamment celles indiquées dans l'état 1386 bis TH de 2020, la comparaison entre les ressources effectives avant réforme de la commune de Chancelade et de ses ressources référentes après réforme montre que la commune serait **surcompensée** dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation, en 2021, et du transfert du taux de foncier bâti départemental.

En effet, le **coefficient correcteur estimé s'élève à 0,8941** et, dans ce cadre d'hypothèses, l'impact sur le produit de foncier bâti de la commune serait **estimé à 255 k€ lors de sa valorisation, à fin 2020** :

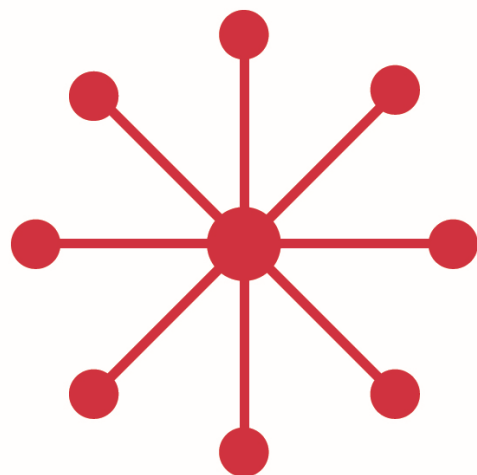
Détermination de l'écart de ressources avant et après réforme

K€	Ressources avant réforme (2020)	Ressources après réforme (2020)
Produit TH RP (avec taux 2017)	757	
+ compensation TH	69	
= Produit TH RP large (1)	826	
+ Produit TH RS (2)	40	40
+ Produit FB com	1 329	1 329
+ Produit FB dép transféré		1 081
+ Compensations FB	5	5
= Produit FB large (3)	1 334	2 415
Produit TH + FB large (1+2+3)	2 200	2 455
Ecart Ressources Après / Avant réforme fiscale	255	

Détermination du coefficient correcteur

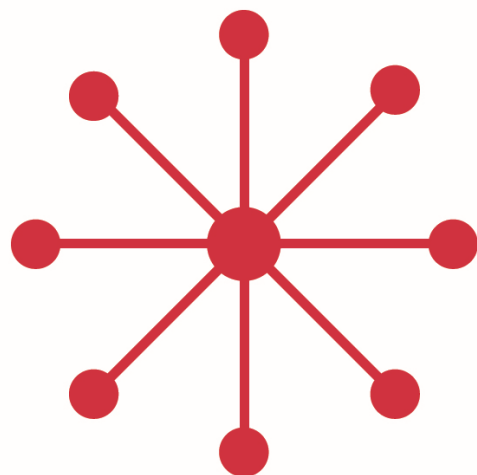
Produit FB com	1 329
+ Produit FB dép transféré	1 081
- Ecart ressources après/avant	-255
= Produit total com (A)	2 155
/ Produit FB (com + dép transféré) (B)	2 411
= Coefficient correcteur (A) / (B)	0,8941

A compter de 2021, le coefficient correcteur de référence serait appliqué aux ressources fiscales initiales de foncier bâti de la commune (à taux constant) et l'écèlement ainsi opéré sur les recettes de foncier bâti suivrait la **même dynamique que celle observée par les bases fiscales communales de foncier bâti**.



2.2

LES HYPOTHESES DU SCÉNARIO PROSPECTIF DE RÉFÉRENCE



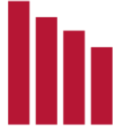
2.2.1

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Les charges de fonctionnement hors intérêts : synthèse

CHARGES DE FONCTIONNEMENT HORS INTERETS

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Var° 2019/2026	Ev° nominale moyenne 2019/2026	Ev° réelle moyenne 2019/2026	Var° 2019/2020	Ev° nominale 2019/2020	Ev° réelle 2019/2020	Var° 2020/2021	Ev° nominale 2020/2021	Ev° réelle 2020/2021	Var° 2021/2026	Ev° nominale moyenne 2021/2026	Ev° réelle moyenne 2021/2026
Charges à caractère général	1 025	1 041	1 146	1 184	1 196	1 208	1 220	1 232	207	2,7%	1,8%	16	1,6%	1,3%	104	10,0%	9,4%	87	1,5%	0,6%
Charges de personnel	1 979	2 052	2 100	2 121	2 142	2 163	2 185	2 207	228	1,6%	0,7%	74	3,7%	3,5%	48	2,3%	1,7%	107	1,0%	0,2%
Autres charges de gestion courante	261	241	269	283	291	295	298	302	41	2,1%	1,3%	-20	-7,5%	-7,7%	28	11,8%	11,1%	32	2,3%	1,5%
Elus	121	123	129	131	132	133	135	136	15	1,6%	0,8%	2	1,4%	1,2%	6	5,1%	4,4%	7	1,0%	0,2%
Contributions organismes de regroupement	59	64	66	68	70	72	74	76	17	3,8%	2,9%	5	8,4%	8,2%	2	3,0%	2,4%	10	3,0%	2,2%
Subvention CCAS	17	18	25	30	30	30	30	30	13	8,6%	7,7%	1	7,0%	6,7%	7	38,4%	37,6%	5	3,7%	2,9%
Subvention SPA	3	3	4	4	4	4	4	4	1	3,9%	3,0%	0	6,2%	6,0%	0	12,3%	11,7%	0	1,8%	0,9%
Subvention Associations	57	30	40	45	50	50	50	50	-7	-1,8%	-2,6%	-26	-46,6%	-46,7%	10	32,3%	31,5%	10	4,6%	3,7%
Solde autres charges de gestion courante	4	3	6	6	6	6	6	6	2	5,9%	5,0%	-1	-33,1%	-33,2%	3	123,0%	121,6%	0	0,0%	-0,8%
Atténuations de produits	0	1	0	0	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.	-1	-100,0%	-100,0%	0	s.o.	s.o.
Charges de fonctionnement courant	3 265	3 335	3 515	3 587	3 629	3 666	3 703	3 741	476	2,0%	1,1%	71	2,2%	2,0%	179	5,4%	4,8%	226	1,3%	0,4%
Charges exceptionnelles larges	7	19	10	10	10	10	10	10	3	5,3%	4,5%	12	167,4%	166,9%	-9	-46,3%	-46,6%	0	0,0%	-0,8%
Charges de fonctionnement hors intérêts	3 272	3 354	3 525	3 597	3 639	3 676	3 713	3 751	479	2,0%	1,1%	82	2,5%	2,3%	171	5,1%	4,5%	226	1,3%	0,4%
Inflation budgétaire	0,83%	0,20%	0,60%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%												



Les charges de fonctionnement : les charges à caractère général

✓ Les charges à caractère général (011)

Au compte administratif 2020 (ci-après CA 2020), les charges à caractère général observeraient une légère hausse de +16 k€ par rapport à 2019 : 1 041 k€ en 2020 contre 1 025 k€ en 2019, soit une évolution nominale de +1,6%.

En 2021, les charges à caractère général de la commune observeraient une croissance significative de +104 k€, soit +10,0% en termes nominaux par rapport à 2020, du fait d'une prévision de « retour à la normale » à la suite de la crise sanitaire ayant marqué l'année 2020, qui s'observeraient par les hausses de charges conjointes de :

- +40 k€ au titre de la communication,
- +20 k€ au titre de l'énergie,
- +25 k€ au titre de l'alimentation,
- +9 k€ au titre de la programmation culturelle (4 spectacles sur 2021 contre 2 en 2020).

Par la suite, les charges à caractère général de la commune observeraient une croissance nominale :

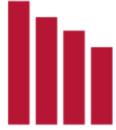
- de +3,4% en 2022, marquée par l'incrément de +27 k€ au titre de la programmation culturelle (1 spectacle/mois hors juillet-août à partir de 2022 contre 4 en 2021),
- puis de +1,0%/an, en moyenne, soit au niveau de l'inflation prévisionnelle. Celles-ci s'élèveraient, par conséquent, en 2026, à 3 573 k€, soit en hausse de + 173 k€ par rapport à 2021 et +58 k€ par rapport à 2019.

✓ Les charges de personnel (012)

Les charges de personnel de la commune de Chancelade s'élèveraient, au CA 2020, à 2 052 k€, affichant ainsi une hausse de +74 k€ par rapport à 2019, soit une évolution de +3,7%, en termes nominaux. Cette croissance s'expliquerait principalement par la hausse de la rémunération principale, la hausse du temps de travail, les remplacements et le recours aux contractuels dans le cadre de l'animation.

En 2021, les charges de personnel communales observeraient une croissance nominale à périmètre constant de +1,0%, à laquelle se grefferait un incrément à hauteur de +27 k€ au titre de l'impact des 2 recrutements « contrats aidés » en année pleine : 2 100 k€ en 2021 contre 2 052 k€ en 2020, soit une hausse de +48 k€ et une évolution de +2,3% par rapport à 2020, en termes nominaux.

A compter de 2022, la tendance observée par les charges de personnel serait de +1,0%/an, en termes nominaux : les charges de personnel de la commune de Chancelade s'élèveraient, ainsi, en 2026, à 2 207 k€ contre 1 979 k€ en 2019, soit à un niveau supérieur de 228 k€ et une évolution nominale moyenne de +1,6%/an, soit +0,9 point au-dessus de l'inflation moyenne sur la période 2019-2026 qui s'établirait à 0,8%.



Les charges de fonctionnement : les autres charges de gestion courante

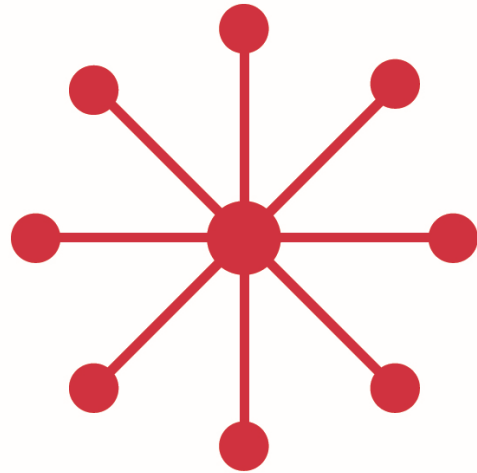
✓ Les autres charges de gestion courante (65)

Au CA 2020, les autres charges de gestion courante de la commune seraient en baisse par rapport à 2019 : 241 k€ en 2020 contre 261 k€ en 2019, soit une baisse de -20 k€ et une évolution nominale de -7,5%, entre 2019 et 2020, qui serait exclusivement portée, en cette année de crise sanitaire, par un moindre versement de subventions aux associations (30 k€ en 2020 contre 57 k€ en 2019, soit quasiment une réduction de moitié).

Entre 2020 et 2023, les autres charges de gestion courante observeraient des croissances significatives successives (+11,8 %, +4,9% puis +3,0% en termes nominaux entre 2020 et 2023) : 291 k€ en 2023 contre 241 k€ en 2020, soit une hausse cumulée de +50 k€, portée par :

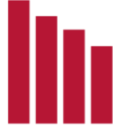
- La hausse des subventions aux associations : 40 k€ en 2021 puis 45 k€/an en 2022 contre 30 k€ en 2020,
- Le choix des élus d'accroître la subvention au CCAS pour venir en aide à plus de foyers : 25 k€ en 2021 puis 30 k€/an contre 17 k€ en moyenne sur 2019-2020,
- Et l'impact en année pleine de la retraite des élus : +5 k€ en 2021.

Par la suite, entre 2023 et 2026, les dépenses au titre des autres charges de gestion courante observeraient une croissance nominale moyenne de +1,2%/an : ainsi, ce chapitre enregistrerait en 2026 un montant de 302 k€ contre 261 k€ en 2019, soit une évolution nominale moyenne de +2,1%/an, entre 2019 et 2026.



2.2.2

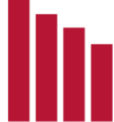
LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT



Les produits de fonctionnement : synthèse

PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Var° 2019/2026	Ev° nominale moyenne 2019/2026	Ev° réelle moyenne 2019/2026	Var° 2019/2020	Ev° nominale 2019/2020	Ev° réelle 2019/2020	Var° 2020/2021	Ev° nominale 2020/2021	Ev° réelle 2020/2021	Var° 2021/2026	Ev° nominale moyenne 2021/2026	Ev° réelle moyenne 2021/2026
Impôts et taxes	2 495	2 470	2 549	2 591	2 656	2 702	2 749	2 797	303	1,6%	0,8%	-25	-1,0%	-1,2%	79	3,2%	2,6%	249	1,9%	1,0%
Contributions directes	2 164	2 202	2 232	2 274	2 339	2 385	2 432	2 480	315	2,0%	1,1%	38	1,7%	1,5%	30	1,4%	0,8%	247	2,1%	1,3%
Attribution de compensation reçue	113	104	104	104	104	104	104	104	-9	-1,2%	-2,0%	-9	-8,0%	-8,2%	0	0,0%	-0,6%	0	0,0%	-0,8%
Dotation Solid. Ctaire reçue	66	66	66	66	66	66	66	66	0	0,0%	-0,8%	0	0,0%	-0,2%	0	0,0%	-0,6%	0	0,0%	-0,8%
Attribution FPIC	58	51	50	50	49	48	47	47	-11	-3,0%	-3,8%	-7	-11,9%	-12,0%	-1	-1,5%	-2,1%	-3	-1,4%	-2,2%
Reversement FNGIR	2	2	2	2	2	2	2	2	0	0,6%	-0,2%	0	4,5%	4,3%	0	0,0%	-0,6%	0	0,0%	-0,8%
TLPE	48	0	49	49	50	50	51	51	3	1,0%	0,2%	-48	-100,0%	-100,0%	49	s.o.	s.o.	2	1,0%	0,2%
Taxe add. droits de mutation	43	45	45	46	46	46	47	47	4	1,3%	0,4%	1	2,9%	2,7%	0	1,0%	0,4%	2	1,0%	0,2%
Dotations et participations	805	782	737	747	750	751	759	765	-39	-0,7%	-1,5%	-23	-2,8%	-3,0%	-45	-5,8%	-6,4%	29	0,8%	-0,1%
DGF	660	644	638	638	639	639	645	651	-9	-0,2%	-1,0%	-16	-2,4%	-2,6%	-6	-0,9%	-1,5%	12	0,4%	-0,4%
Compensations fiscales	74	79	49	52	53	54	55	56	-18	-3,8%	-4,6%	6	7,6%	7,4%	-30	-37,8%	-38,1%	7	2,6%	1,7%
FCT fonctionnement	19	10	10	19	19	19	19	20	1	0,6%	-0,2%	-9	-47,1%	-47,2%	0	0,0%	-0,6%	10	14,6%	13,7%
Participations Autres organismes/CAF	51	32	34	34	34	34	34	34	-17	-5,7%	-6,5%	-19	-37,2%	-37,3%	2	5,5%	4,9%	0	0,0%	-0,8%
autres dotations et participations	1	16	5	5	5	5	5	5	4	27,8%	26,8%	16	s.o.	s.o.	-11	-69,6%	-69,8%	0	0,0%	-0,8%
Produits des services et du domaine	379	333	387	399	403	407	411	415	36	1,3%	0,5%	-47	-12,3%	-12,5%	54	16,3%	15,6%	28	1,4%	0,6%
Autres produits de gestion courante	39	40	45	55	56	58	60	62	22	6,6%	5,7%	0	1,0%	0,8%	5	12,6%	11,9%	17	6,6%	5,7%
Atténuations de charges	108	89	50	50	50	50	50	50	-58	-10,5%	-11,2%	-19	-17,6%	-17,8%	-39	-44,0%	-44,3%	0	0,0%	-0,8%
Produits de fonctionnement courant	3 827	3 714	3 767	3 842	3 916	3 969	4 029	4 089	263	1,0%	0,1%	-113	-2,9%	-3,1%	53	1,4%	0,8%	322	1,7%	0,8%
Produits exceptionnels larges	161	5	4	4	4	4	4	4	-158	-41,5%	-42,0%	-157	-97,1%	-97,1%	-1	-18,7%	-19,1%	0	0,0%	-0,8%
Produits de fonctionnement	3 988	3 718	3 771	3 846	3 919	3 972	4 032	4 093	105	0,4%	-0,5%	-270	-6,8%	-6,9%	53	1,4%	0,8%	322	1,7%	0,8%
Inflation budgétaire	0,83%	0,20%	0,60%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%												



Les produits de fonctionnement : la fiscalité - bases et taux d'imposition (1/2)

TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux TH	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%
Taux FB	31,70%	31,70%	57,68%	57,68%	57,68%	57,68%	57,68%	57,68%
Taux FNB	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%	127,31%

BASES NETTES D'IMPOSITION

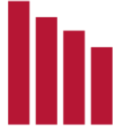
K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Base nette TH	5 769	5 837	290	293	296	299	302	305
dont résidences secondaires	296	290	290	293	296	299	302	305
Base nette FB	4 089	4 194	4 140	4 219	4 344	4 430	4 519	4 610
Base nette FNB	48	48	48	49	49	50	50	51

EVOLUTION NOMINALE DES BASES NETTES D'IMPOSITION

	Moy.	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25	2025/26
Base nette TH	-34,3%	1,2%	-95,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
dont résidences secondaires	0,5%	-1,9%	0,2%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Base nette FB	1,7%	2,6%	-1,3%	1,9%	2,9%	2,0%	2,0%	2,0%
Base nette FNB	0,8%	0,7%	0,2%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%

EVOLUTION PHYSIQUE DES BASES NETTES D'IMPOSITION

	Moy.	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24	2024/25	2025/26
Base nette TH	-34,9%	0,3%	-95,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
dont résidences secondaires	-0,4%	-2,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Base nette FB	0,8%	1,3%	-1,5%	0,9%	1,9%	1,0%	1,0%	1,0%
Base nette FNB	-0,1%	-0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%



Les produits de fonctionnement : la fiscalité - bases et taux d'imposition (2/2)

Dans le cadre du scénario de référence, la première hypothèse, en termes de fiscalité, consiste en un maintien des taux d'imposition à horizon fin de mandat. Cependant, les conséquences de la réforme de la TH sont intégrées dans ce scénario prospectif de référence, et en termes de taux d'imposition, cela implique le transfert à la commune du taux départemental de FB en 2021, à hauteur de 25,98%. Le taux communal de FB s'élèverait ainsi, en 2021, à 57,68% contre 31,70% en 2020.

S'agissant de l'évolution des bases fiscales communales :

✓ Bases nettes de TH :

- Celles-ci ont cru entre 2019 et 2020 de +0,3% en termes physiques, représentant ainsi une croissance nominale de +1,2% avec l'impact de l'actualisation forfaitaire à hauteur de 0,9% en 2020, pour la TH,
- En conséquence de la réforme de la TH, elles n'intégreraient plus que les résidences secondaires à compter de 2021, représentant environ 5% de la base fiscale de 2020,
- Et, à compter de 2022, elles n'évolueraient qu'au rythme de l'actualisation forfaitaire.

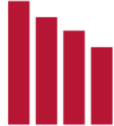
✓ Bases nettes de FB :

- Elles ont observé une croissance physique de +1,3% entre 2019 et 2020, représentant une croissance nominale de +2,6% après l'actualisation forfaitaire à hauteur de 1,2% pour les bases de foncier,
- Puis, celles-ci présenteraient un profil erratique d'évolution entre 2020 et 2026 du fait de la mise en place :
 - De la **réduction de moitié de l'assiette taxable des établissements industriels et assimilés à partir de 2021**, dont la perte de recettes sera compensée par l'Etat à l'« euro près à taux constant » sur l'année même,
 - Et d'une **exonération à 100% pendant 2 ans pour les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation et à 40% pour les autres locaux, à compter du 1er janvier 2021**. Par hypothèse, le taux d'exonération serait abaissé par le conseil municipal, à 40% à compter des entrées en imposition au titre de 2022.

Par conséquent, les hypothèses d'évolution des bases nettes de FB seraient :

- En recul de -1,5% en termes physiques, entre 2020, et 2021,
- En croissance physique de +0,9% entre 2021 et 2022, résultant de l'impact de la réduction de la nouvelle exonération de 100% à 40%, et en croissance physique de +1,9% entre 2022 et 2023, résultant de l'entrée en imposition des premiers contribuables exonérés à 100% en 2021 et 2022,
- Puis en croissance physique de +1,0%/an en moyenne, entre 2022 et 2026.

✓ Les bases nettes de FNB observent un recul de -0,5% en 2020 puis évolueraient uniquement au rythme de l'actualisation forfaitaire, entre 2020 et 2026.



Les produits de fonctionnement : la fiscalité - produits et compensations fiscaux (1/2)

PRODUITS FISCAUX

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produit TH	796	800	40	40	41	41	42	42
Produit FB	1 296	1 329	2 131	2 172	2 236	2 280	2 326	2 373
dont ajustement coefficient correcteur			-257	-262	-270	-275	-281	-286
Produit FNB	61	61	61	62	63	63	64	65
Produit 3 Taxes ménages	2 153	2 191	2 232	2 274	2 339	2 385	2 432	2 480

EVOLUTION NOMINALE DES PRODUITS FISCAUX

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21	2023/22	2024/23	2025/24	2026/25
Produit TH	-34,3%	0,5%	-95,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Produit FB	9,0%	2,6%	60,3%	1,9%	2,9%	2,0%	2,0%	2,0%
dont ajustement coefficient correcteur	s.o.	s.o.	s.o.	1,9%	2,9%	2,0%	2,0%	2,0%
Produit FNB	0,8%	0,7%	0,2%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Produit 3 Taxes ménages	2,0%	1,7%	1,9%	1,9%	2,9%	1,9%	2,0%	2,0%

COMPENSATIONS FISCALES

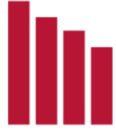
K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Compensations TH	64	69	0	0	0	0	0	0
Compensations FB	4	5	43	46	47	48	49	50
Compensation FNB	6	6	6	6	6	6	6	6
Compensations fiscales	74	79	49	52	53	54	55	56

PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produit et compensation TH	860	869	40	40	41	41	42	42
Produit et compensations FB	1 300	1 334	2 174	2 218	2 283	2 328	2 375	2 423
Produit et compensation FNB	67	67	67	68	69	69	70	70
Produits et comp. Totaux	2 227	2 270	2 281	2 326	2 392	2 439	2 487	2 535

EVOLUTION NOMINALE DES PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS

	Moy.	2020/19	2021/20	2022/21	2023/22	2024/23	2025/24	2026/25
Produit et compensation TH	-35,0%	1,0%	-95,4%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Produit et compensations FB	9,3%	2,6%	63,0%	2,0%	2,9%	2,0%	2,0%	2,0%
Produit et compensation FNB	0,8%	0,6%	0,2%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
Produits et comp. Totaux	1,9%	1,9%	0,5%	2,0%	2,8%	1,9%	2,0%	2,0%

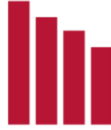


Les produits de fonctionnement : la fiscalité - produits et compensations fiscaux (2/2)

- ✓ En **2020**, les produits fiscaux y compris compensations de la commune de Chancelade ont cru de +43 k€ (2 270 k€ en 2020 contre 2 227 k€ en 2019) et observé une croissance nominale de +1,9%. A taux constants, cette croissance a été portée :
 - Majoritairement, par l'évolution de la base de foncier bâti, qui a généré une croissance de produit fiscal de +34 k€, soit +2,6% en termes nominaux,
 - Et, dans une moindre mesure, par la croissance du produit fiscal de TH, expliqué pour moitié par la croissance des bases et pour moitié par celle des compensations fiscales.

A compter de 2021, la stabilité des taux d'imposition, l'évolution des bases fiscales et la réforme fiscale, auraient pour conséquence :

- ✓ En **2021** :
 - L'année serait marquée par la **réforme de la TH** et par la mise en place de la **réduction de moitié de l'assiette taxable des établissements industriels et assimilés à partir de 2021**, d'une part, et de l'**exonération à 100% pendant 2 ans pour les constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation et à 40% pour les autres locaux**, d'autre part. A cet égard, les produits fiscaux et les compensations fiscales de TH et de FB seraient impactés :
 - La commune de Chancelade ne percevra plus à compter de 2021 le produit de TH sur les résidences principales et la compensation TH. Ainsi, le produit de TH y compris compensation serait en recul, entre 2020 et 2021, de plus de 829 k€,
 - Cependant, cette perte de recettes va être intégrée dans le calcul de l'équilibre et du coefficient correcteur de la réforme pour la commune de Chancelade. Par conséquent, il apparaîtrait en comparant les ressources communales effectives avant réforme et les ressources référentes après réforme que la commune serait **surcompensée** dans le cadre de la suppression de la TH, en 2021, et du transfert du taux de foncier bâti départemental : son **coefficient correcteur** est alors estimé à **0,8941**, ce qui signifie que la commune de Chancelade ne percevrait, au final, qu'une recette de foncier bâti représentant environ 89% de la recette initiale à taux constant. En 2021, cela représenterait un ajustement du produit de FB de -257 k€.
 - Le produit de FNB évoluerait au rythme de l'actualisation forfaitaire du fait d'une évolution physique nulle.
- ✓ **Entre 2021 et 2026**, le produit fiscal y compris compensations de la commune de Chancelade observerait une croissance moyenne de +2,1%/an, en termes nominaux : 2 535 k€ en 2026 contre 2 281 k€ en 2021. Cette croissance du produit fiscal serait alors portée de façon quasi-exclusive par la croissance du produit de FB y compris compensations, qui observerait une évolution nominale moyenne de +2,2%/an, expliquée pour moitié par l'actualisation forfaitaire et pour moitié par l'évolution physique des bases fiscales de FB.



Les produits de fonctionnement : les dotations de l'Etat

Populations INSEE et DGF de 2019 à 2026

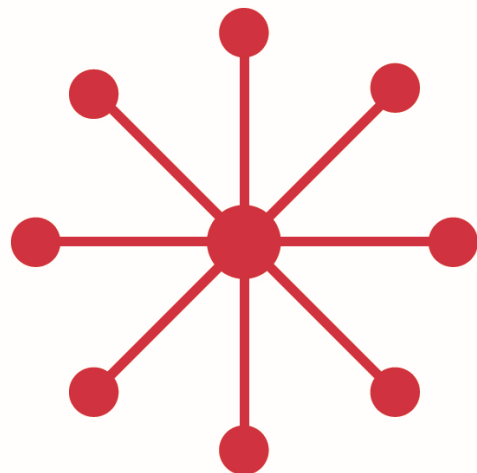
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Var° 2019/2020	Var° 2020/2021	Var° 2021/2026
Population totale	4 363	4 344	4 337	4 337	4 337	4 337	4 337	4 337	-19	-7	0
Résidences secondaires	79	75	75	75	75	75	75	75	-4	0	0
Majoration places de caravane *	8	8	8	8	8	8	8	8	0	0	0
Population DGF	4 450	4 427	4 420	4 420	4 420	4 420	4 420	4 420	-23	-7	0

Entre 2020 et 2026, la commune de Chancelade observerait une croissance de sa DGF au rythme de +0,2%/an, en termes nominaux (651 k€ en 2026 contre 644 k€ en 2020) :

- Après un recul de -6 k€, entre 2020 et 2021 : DGF estimée à 638 k€ en 2021 contre 644 k€ en 2020,
- La DGF communale observerait une croissance moyenne de +0,4%/an en termes nominaux, laquelle serait quasi-exclusivement portée par l'évolution de la DNP (+13 k€ entre 2021 et 2026, soit une croissance nominale moyenne à hauteur de +2,9%/an) : la DGF de la commune de Chancelade s'établirait ainsi à 651 k€ en 2026 et observerait donc une hausse de +12 k€ par rapport à 2021.

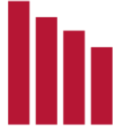
La dotation globale de fonctionnement de 2019 à 2026

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Var° 2019/2020	Var° 2020/2021	Var° 2021/2026	Ev° nominale 2019/2020	Ev° nominale 2020/2021	Ev° nominale moyenne 2021/2026
Dotation forfaitaire (DF)	493	491	490	490	490	490	490	490	-2	-1	0	-0,4%	-0,1%	0,0%
Effet variation de population	-7	-2	-1	0	0	0	0	0	-2	-1	0			
Effet prélèvement pour péréquation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Dotation d'aménagement	167	153	148	147	148	149	155	160	-14	-5	12	-8,4%	-3,4%	1,6%
Dotation de Solidarité Rurale (DSR)	69	68	68	67	67	67	67	68	-1	-1	0	-1,4%	-1,0%	0,0%
Dotation Nationale de Péréquation (DNP)	98	85	80	80	81	82	87	93	-13	-5	13	-13,3%	-5,4%	2,9%
DGF	660	644	638	638	639	639	645	651	-16	-6	12	-2,4%	-0,9%	0,4%



2.2.3

LES DÉPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT



Les dépenses d'investissement hors dette

Après un niveau de dépenses d'investissement hors dette à hauteur de **1 573 k€ en 2020**, la commune de Chancelade prévoit un niveau cumulé de **8 871 k€** sur la période **2021-2026** :

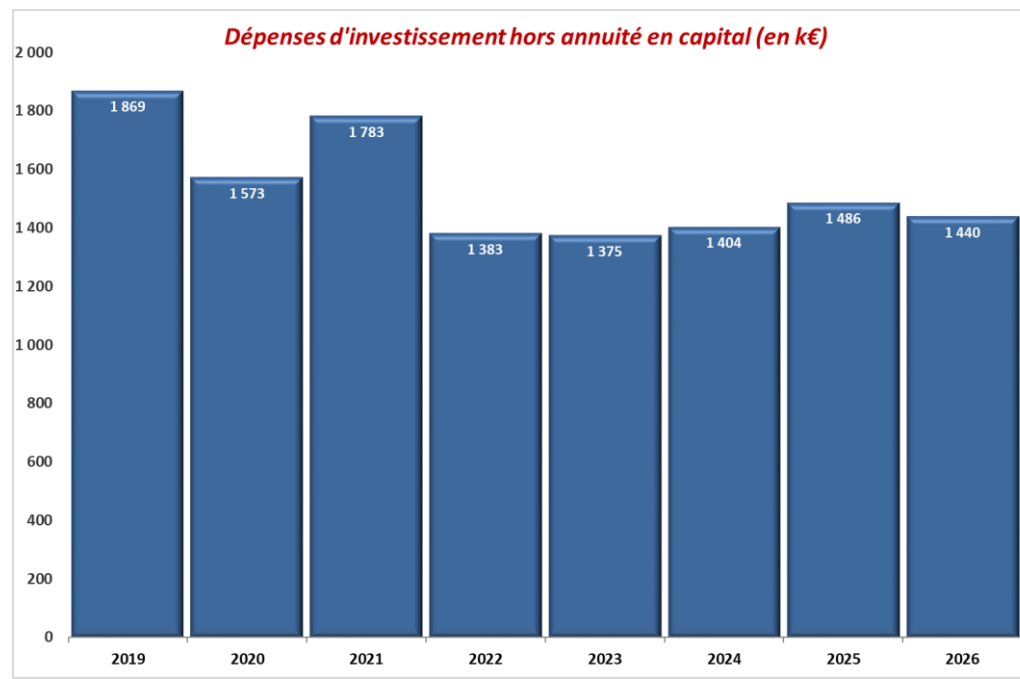
- ✓ 1 783 k€ en 2021, dont 513 k€ de RAR,
- ✓ Puis 1 418 k€/an, en moyenne, sur la période 2022-2026.

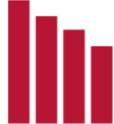
Les dépenses d'investissement hors dette de la commune, entre 2021 et 2026, seraient essentiellement concentrées sur les projets liés :

- ✓ À la voirie et aménagements communaux : 2,87 M€ sur 2021-2026, dont notamment 1,08 M€ d'entretien courant, 0,47 M€ pour la rue Jean Jaurès et 0,4 M€ pour la piste cyclable,
- ✓ Aux écoles maternelle et élémentaire : 1,5 M€ de dépenses d'équipement prévues entre 2022 et 2026, au rythme de 300 k€/an,
- ✓ Au patrimoine et petit patrimoine culturel : 0,59 M€ entre 2022 et 2026, dont 100 k€/an, sur la période, pour l'église abbatiale.

A noter également les enveloppes de dépenses allouées, entre 2021 et 2026, au titre :

- ✓ Des autres dépenses d'équipement :
 - 360 k€ pour l'aménagement de la maison des Maines,
 - 340 k€ pour la restructuration du centre socio-culturel,
 - Et 656 k€ pour la mairie et les services annexes.
- ✓ Et des subventions et fonds de concours : 839 k€ entre 2021 et 2026, essentiellement au titre des logements sociaux et des transferts ALSH, eau et assainissement au Grand Périgueux.





Les recettes d'investissement

FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2020-2026	Structure 2020-2026	Total 2020	Structure 2020	Total 2021-2026	Structure 2021-2026
Dép d'inv hors annuité en capital	1 869	1 573	1 783	1 383	1 375	1 404	1 486	1 440	10 444	100,0%	1 573	100,0%	8 871	100,0%
Financement de l'investissement	1 302	1 084	2 359	1 399	1 388	1 316	1 336	1 277	10 159	97,3%	1 084	68,9%	9 075	102,3%
EPARGNE NETTE	300	-82	-197	-257	-307	-352	-351	-412	-1 957	-18,7%	-82	-5,2%	-1 875	-21,1%
Ressources propres d'inv. (RPI)	209	610	665	207	244	197	198	210	2 332	22,3%	610	38,8%	1 722	19,4%
FCTVA	110	312	205	147	184	137	138	150	1 273	12,2%	312	19,8%	962	10,8%
Produits des cessions	60	233	400	0	0	0	0	0	633	6,1%	233	14,8%	400	4,5%
Diverses RPI	39	65	60	60	60	60	60	60	425	4,1%	65	4,2%	360	4,1%
Fonds affectés (amendes, ...)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Subventions yc DGE / DETR / DSIL	42	376	890	249	251	272	289	279	2 606	24,9%	376	23,9%	2 230	25,1%
Emprunt	750	180	1 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	7 179	68,7%	180	11,4%	6 999	78,9%
Variation initiale de l'excédent global	-568	-489	576	16	13	-88	-150	-163	-285	-2,7%	-489	-31,1%	204	2,3%
K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026						
Excédent global de clôture (EGC)	748	568	1 144	1 160	1 173	1 085	935	772						

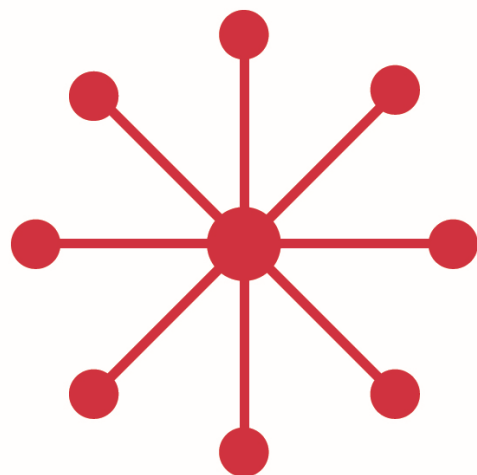
Afin de financer son **programme d'investissement à hauteur de 8,87 M€ entre 2021 et 2026**, la commune de Chancelade :

✓ Pourrait compter :

- Sur ses **ressources propres d'investissement** :
 - Le FCTVA s'élèverait à 962 k€ sur 2021-2026 , dans l'hypothèse où 70% des dépenses directes d'équipement seraient éligibles au FCTVA,
 - La taxe d'aménagement s'élèverait à 60 k€/an sur 2021-2026,
 - Et la commune a prévu des cessions à hauteur de 400 k€ en 2021, du fait de terrains à vendre.
- Et sur des **subventions y compris DETR** : 890 k€ en 2021, dont 663 k€ de RAR, puis à hauteur de 25% du montant HT des dépenses d'équipement entre 2022 et 2026.

✓ Et devrait :

- **Recourir significativement à l'emprunt**, d'une part : **1 000 k€ en 2021 puis 1 200 k€/an entre 2022 et 2026**. Les hypothèses de durée et de taux des nouveaux emprunts seraient de 0,75%/15 ans en 2021, 0,85%/15 ans en 2022, 0,95%/15 ans en 2023, 1,05%/15 ans en 2024, 1,15%/15 ans en 2025 et 1,25%/15 ans en 2026.
- Et **puiser dans ses résultats capitalisés à compter de 2024 après les avoir significativement abondés en 2021** : l'excédent global de clôture (ci-après EGC) communal s'élèverait à fin 2026 à **772 k€ contre 748 k€ à fin 2019 et 568 k€ à fin 2020**. Cependant, il est à noter que la commune pourrait successivement abonder son EGC sur les années 2021 et, dans une moindre mesure, 2022 et 2023, pour un total de 605 k€, de façon à atténuer le recours à l'emprunt sur 2024-2026, en puisant, au total, 401 k€ dans l'EGC.



2.3

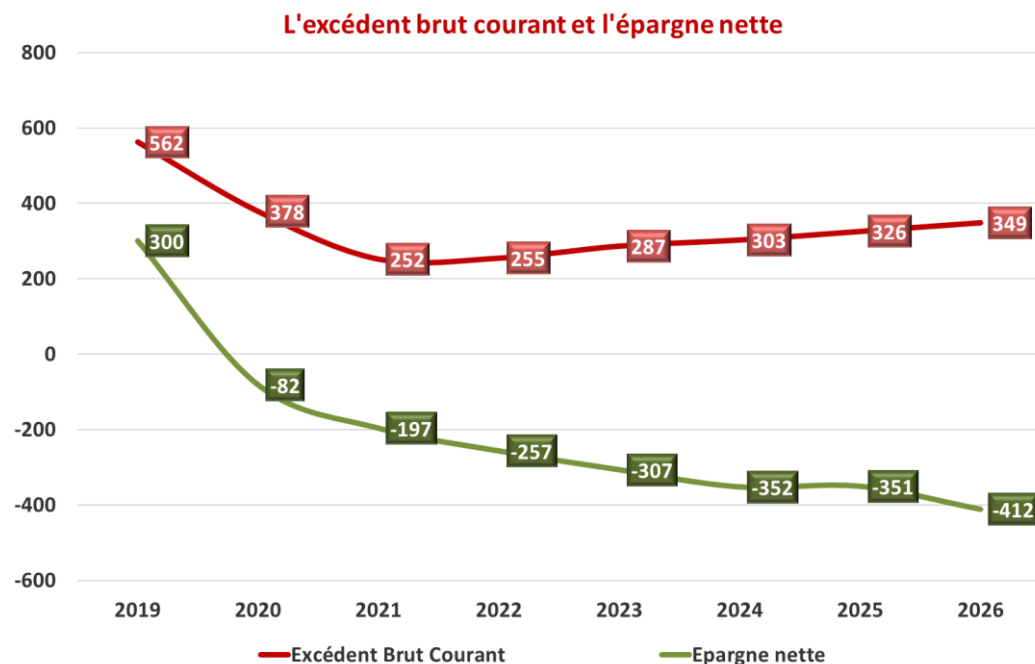
LES RÉSULTATS DU SCÉNARIO PROSPECTIF DE RÉFÉRENCE

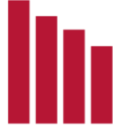
L'évolution de la solvabilité communale à horizon 2026

CHAINE DE L'EPARGNE

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Var° 2019/2026	Var° 2019/2020	Var° 2020/2026
Produits de fonctionnement courant	3 827	3 714	3 767	3 842	3 916	3 969	4 029	4 089	263	-113	376
- Charges de fonctionnement courant	3 265	3 335	3 515	3 587	3 629	3 666	3 703	3 741	476	71	405
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	562	378	252	255	287	303	326	349	-213	-184	-30
+ Solde exceptionnel large	154	-14	-6	-6	-6	-6	-6	-6	-161	-168	8
= Produits exceptionnels larges*	161	5	4	4	4	4	4	4	-158	-157	-1
- Charges exceptionnelles larges*	7	19	10	10	10	10	10	10	3	12	-9
= EPARGNE DE GESTION (EG)	716	364	246	249	281	297	319	342	-374	-352	-22
- Intérêts	108	101	92	88	86	85	86	89	-18	-7	-12
= EPARGNE BRUTE (EB)	609	263	155	161	194	212	233	253	-356	-345	-10
- Capital	308	345	351	418	501	564	584	665	356	37	319
= EPARGNE NETTE (EN)	300	-82	-197	-257	-307	-352	-351	-412	-712	-382	-330

* y compris financiers hors intérêts (produits et charges) et provisions réelles (dotations et reprises)

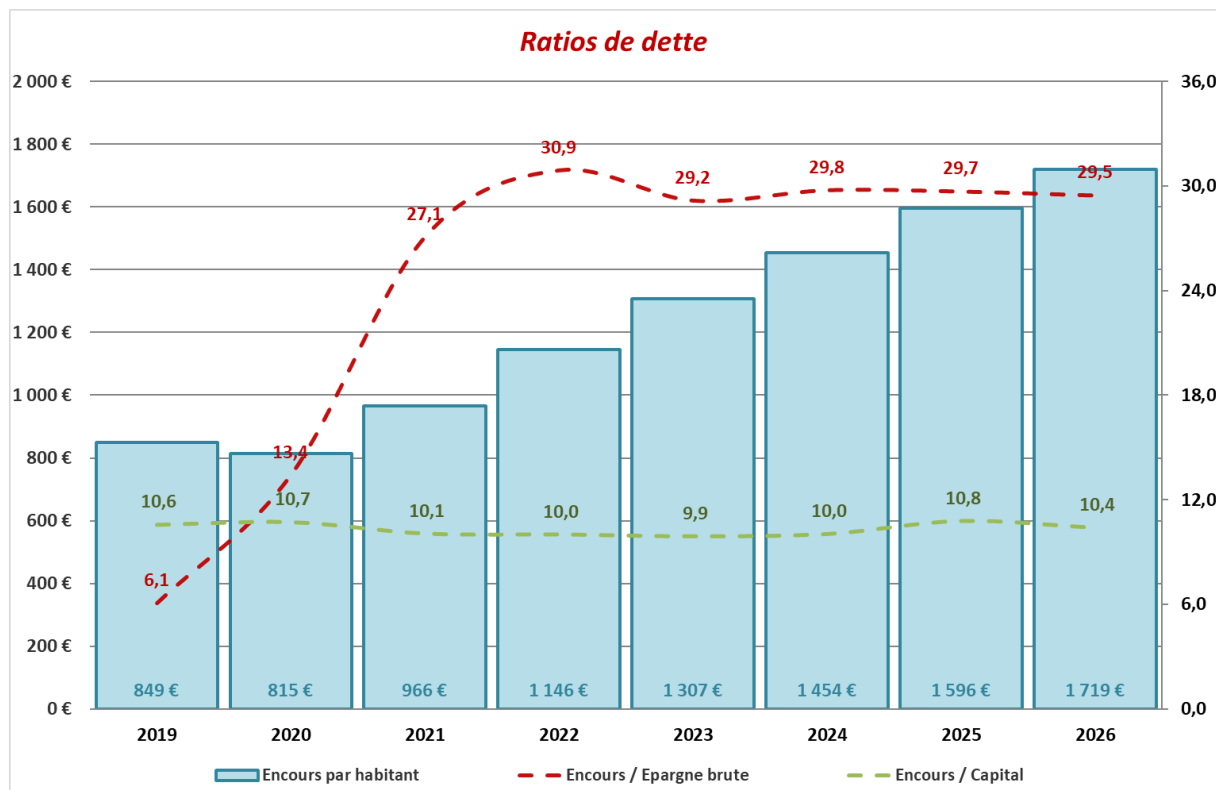




Ratios financiers et indicateurs de solvabilité

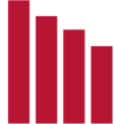
RATIOS ET INDICATEURS D'ANALYSE

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Excéd. brut courant / Produits Fct	14,1%	10,2%	6,7%	6,6%	7,3%	7,6%	8,1%	8,5%
Epargne nette / Produits Fct	7,5%	-2,2%	-5,2%	-6,7%	-7,8%	-8,9%	-8,7%	-10,1%
Epargne nette / Dép. d'inv. (hors dette)	16,1%	-5,2%	-11,0%	-18,6%	-22,3%	-25,1%	-23,6%	-28,6%
Emprunt / Dép. d'inv. (hors dette)	40,1%	11,4%	56,1%	86,8%	87,2%	85,4%	80,7%	83,3%
Encours au 31/12 / Produits Fct	92,9%	95,2%	111,1%	129,2%	144,6%	158,7%	171,6%	182,1%
Annuité / Produits Fct	10,4%	12,0%	11,7%	13,1%	15,0%	16,3%	16,6%	18,4%
Encours / hab (au 31/12)	849,0 €	814,7 €	965,6 €	1 145,9 €	1 307,0 €	1 453,5 €	1 595,6 €	1 719,0 €
Encours / Epargne brute	6,1	13,4	27,1	30,9	29,2	29,8	29,7	29,5



L'érosion des marges d'épargne à horizon 2026 (253 k€ d'épargne brute et -412 k€ d'épargne nette en 2026 contre respectivement 609 k€ et 300 k€ en 2019) aurait pour impact une dégradation des différents ratios et indicateurs communaux :

- Ratio **EBC/Produits de fonctionnement** : si le niveau devrait connaître de nouveau la croissance à compter de 2023, il s'établirait à 8,5% contre 14,1% en 2019 et 10,2% en 2020,
- Ratio **Epargne nette/DI hors dette** : s'élevant à 16,1% en 2019, la commune serait en déficit structurel d'épargne nette sur la période 2020-2026, pesant d'autant plus sur le besoin de financement des investissements communaux,
- Et ratio **Encours/Epargne brute**, communément appelé **délai ou capacité de désendettement** : ce ratio a dépassé le plafond des 10 années en 2020 (13,4 années) du fait de la dégradation de l'épargne brute et du déficit d'épargne nette sous-jacent (263 k€ et -82 k€, respectivement au titre de l'épargne brute et de l'épargne nette, en 2021). Essentiellement du fait d'un accroissement significatif de l'encours de dette communal (du fait du recours massif à l'emprunt sur le mandat à hauteur de 7,0 M€ d'emprunt cumulé sur 2021-2026), qui doublerait entre 2020 et 2026 (7 455 k€ en 2026 contre 3 539 k€ en 2020), la capacité de désendettement de la commune de Chancelade observerait une tendance croissante sur le mandat : 29,5 années en 2026 contre 13,4 ans en 2020 et 6,1 ans en 2019.



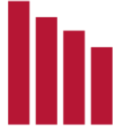
Synthèse des résultats du scénario prospectif de référence

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ev° Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produit fiscal strict	2 153	2 191	2 232	2 274	2 339	2 385	2 432	2 480
Autres impôts et taxes	341	279	316	317	317	317	318	318
Dotations et participations	805	782	737	747	750	751	759	765
Autres produits fct courant	527	462	482	504	510	515	521	527
Produits exceptionnels larges	161	5	4	4	4	4	4	4
Produits de Fonctionnement	3 988	3 718	3 771	3 846	3 919	3 972	4 032	4 093
Ev° nominale Charges fct courant	1,3%	2,1%	5,4%	2,1%	1,2%	1,0%	1,0%	1,0%
Charges fct courant strictes	3 265	3 334	3 515	3 587	3 629	3 666	3 703	3 741
Atténuations de produits	0	1	0	0	0	0	0	0
Ch. exceptionnelles larges	7	19	10	10	10	10	10	10
Annuité de dette	416	446	443	506	587	649	670	754
Ch. de Fonctionnement larges	3 688	3 800	3 968	4 103	4 226	4 325	4 383	4 505
Epargne nette	300	-82	-197	-257	-307	-352	-351	-412
Rec.Inv. hs Emprunt	252	986	1 556	456	495	469	487	489
Var Excédent	-568	-489	576	16	13	-88	-150	-163
Dép Inv. hs Capital	1 869	1 573	1 783	1 383	1 375	1 404	1 486	1 440
Dép Inv. hs Dette	1 869	1 573	1 783	1 383	1 375	1 404	1 486	1 440
Dépenses directes d'équipt	1 788	1 280	1 603	1 194	1 205	1 304	1 386	1 340
Fonds de concours	40	35	180	189	170	100	100	100
Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	41	258	0	0	0	0	0	0
Emprunt	750	180	1 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Variables de pilotage	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ch fct courant [Evol° nominale]	1,3%	2,2%	5,4%	2,1%	1,2%	1,0%	1,0%	1,0%
Prod fct courant [Evol° nominale]	1,6%	-2,9%	1,4%	2,0%	1,9%	1,4%	1,5%	1,5%
EBC	562	378	252	255	287	303	326	349
Ep brute	609	263	155	161	194	212	233	253
Encours (31.12)	3 704	3 539	4 188	4 970	5 668	6 304	6 920	7 455
Encours (31.12) [Montant / hab. (INSEE)]	848,96	814,65	965,58	1 145,90	1 306,98	1 453,51	1 595,58	1 718,97
Encours (31.12) / Ep brute	6,1	13,4	27,1	30,9	29,2	29,8	29,7	29,5
EGC	748	568	1 144	1 160	1 173	1 085	935	772
EGC / Dépenses réelles (en jour)	49	39	73	77	76	69	58	47
Taux TH	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%
Taux Foncier bâti	31,70%	31,70%	57,68%	57,68%	57,68%	57,68%	57,68%	57,68%
Capital	308	345	351	418	501	564	584	665



PARTIE 3

LE SCÉNARIO ALTERNATIF PROPOSÉ PAR LES ÉLUS



Cadre d'hypothèses du scénario proposé par les élus

L'objectif du scénario alternatif consiste, pour les élus, à trouver le « juste » équilibre **entre le fonctionnement et l'investissement, entre l'autofinancement et le recours à l'emprunt.**

C'est pourquoi dans le cadre d'hypothèses :

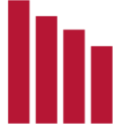
- ✓ **L'objectif d'épargne nette est fixé à 250 k€/an à compter de 2021**, ce qui lui permettrait **d'autofinancer 17% dès son programme d'investissement**, en moyenne, sur 2021-2026,
- ✓ **Le niveau d'emprunt est stabilisé à 600 k€/an**, soit environ la moitié de l'emprunt intégré au scénario de référence, de façon :
 - à **moins contraindre le fonctionnement, via le vecteur annuité de dette**, d'une part,
 - et à favoriser l'amélioration des indicateurs de dette (déjà permise par l'accroissement des marges d'épargne), et notamment le **délai de désendettement**, vis-à-vis du scénario de référence.

Ces hypothèses en termes de marges d'épargne et de recours à l'emprunt nécessiteraient :

- ✓ soit **de réguler la dynamique des charges de fonctionnement et ainsi de contracter leur niveau** par rapport au scénario de référence,
- ✓ soit **d'actionner un levier au niveau des recettes de fonctionnement.**

Les élus proposent de retenir la seconde hypothèse, en **actionnant le levier fiscal à compter de 2021**, à hauteur de :

- ✓ **+12,0% en 2021**,
- ✓ **Puis +1,5%/an**, à compter de 2022.



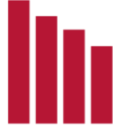
Synthèse des résultats du scénario proposé par les élus

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ev° Taux d'Imposition	0,0%	0,0%	12,0%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
Produit fiscal strict	2 153	2 191	2 526	2 616	2 735	2 834	2 938	3 045
Autres impôts et taxes	341	279	316	317	317	317	318	318
Dotations et participations	805	782	737	748	750	752	759	766
Autres produits fct courant	527	462	482	504	510	515	521	527
Produits exceptionnels larges	161	5	4	4	4	4	4	4
Produits de Fonctionnement	3 988	3 718	4 065	4 188	4 316	4 423	4 539	4 659
Ev° nominale Charges fct	1,3%	2,1%	0,8%	2,6%	2,6%	2,5%	3,8%	2,1%
Charges fct courant strictes	3 265	3 334	3 362	3 451	3 539	3 628	3 767	3 846
Atténuations de produits	0	1	0	0	0	0	0	0
Ch. exceptionnelles larges	7	19	10	10	10	10	10	10
Annuité de dette	416	446	443	477	516	535	512	553
Ch. de Fonctionnement larges	3 688	3 800	3 815	3 938	4 066	4 173	4 289	4 409
Epargne nette	300	-82	250	250	250	250	250	250
Rec.Inv. hs Emprunt	252	986	1 568	431	492	452	481	503
Var Excédent	-568	-489	576	16	13	-88	-150	-163
Dép Inv. hs Capital	1 869	1 573	1 842	1 265	1 329	1 390	1 481	1 516
Dép Inv. hs Dette	1 869	1 573	1 842	1 265	1 329	1 390	1 481	1 516
Dépenses directes d'équippt	1 788	1 280	1 662	1 077	1 159	1 290	1 381	1 416
Fonds de concours	40	35	180	189	170	100	100	100
Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0
AC Investissement (Cpt 2046)	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dépenses d'investissement	41	258	0	0	0	0	0	0
Emprunt	750	180	600	600	600	600	600	600
Surplus de Ch Fct	0	0	-153	-137	-89	-38	64	106
Surplus de DI	0	0	59	-117	-46	-14	-6	76
Variables de pilotage	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Ch fct courant [Evol° nominale]	1,3%	2,2%	0,8%	2,6%	2,6%	2,5%	3,8%	2,1%
Prod fct courant [Evol° nominale]	1,6%	-2,9%	9,4%	3,0%	3,1%	2,5%	2,6%	2,6%
EBC	562	378	699	733	773	791	769	809
Ep brute	609	263	601	642	688	713	695	737
Encours (31.12)	3 704	3 539	3 788	3 995	4 157	4 294	4 450	4 562
Encours (31.12) [Montant / hab. (INSEE)]	848,96	814,65	873,31	921,19	958,56	990,15	1 026,00	1 051,95
Encours (31.12) / Ep brute	6,1	13,4	6,3	6,2	6,0	6,0	6,4	6,2
EGC	748	568	1 144	1 160	1 173	1 085	935	772
EGC / Dépenses réelles (en jour)	49	39	75	80	79	71	59	48
Taux TH	13,80%	13,80%	13,80%	13,80%	14,01%	14,22%	14,43%	14,65%
Taux Foncier bâti	31,70%	31,70%	64,60%	65,57%	66,55%	67,55%	68,57%	69,59%
Capital	308	345	351	392	438	463	445	487



PARTIE 4

SYNTHÈSE DES SCÉNARIOS



Eléments de comparaison des 2 scénarios prospectifs

Scénario de référence

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021-2026
Taux TFB	31,70%	31,70%	57,68%	57,68%	57,68%	57,68%	57,68%	57,68%	
Taux TFB [Evol° nominale]		0,0%	82,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
dont impact réforme TH			82,0%						
Prod fct	3 988	3 718	3 771	3 846	3 919	3 972	4 032	4 093	23 634
Prod fct [Evol° nominale]		-6,8%	1,4%	2,0%	1,9%	1,4%	1,5%	1,5%	
Ch fct hs intérêts	3 272	3 354	3 525	3 597	3 639	3 676	3 713	3 751	21 901
Ch fct hs intérêts [Evol° nominale]		2,5%	5,1%	2,1%	1,2%	1,0%	1,0%	1,0%	
EBC	562	378	252	255	287	303	326	349	
Annuité	416	446	443	506	587	649	670	754	
Ep brute	609	263	155	161	194	212	233	253	
Ep nette	300	-82	-197	-257	-307	-352	-351	-412	
DI hs annuité en capital	1 869	1 573	1 783	1 383	1 375	1 404	1 486	1 440	8 871
RI hors emprunt	252	986	1 556	456	495	469	487	489	3 951
Emprunt	750	180	1 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	6 999
Encours (31.12)	3 704	3 539	4 188	4 970	5 668	6 304	6 920	7 455	
Encours (31.12) / Ep brute	6,1	13,4	27,1	30,9	29,2	29,8	29,7	29,5	
EGC	748	568	1 144	1 160	1 173	1 085	935	772	

Scénario proposé par les élus

K€	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2021-2026
Taux TFB	31,70%	31,70%	64,60%	65,57%	66,55%	67,55%	68,57%	69,59%	
Taux TFB [Evol° nominale]		0,0%	103,8%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	
dont impact réforme TH			82,0%						
Prod fct	3 988	3 718	4 065	4 188	4 316	4 423	4 539	4 659	26 189
Prod fct [Evol° nominale]		-6,8%	9,3%	3,0%	3,1%	2,5%	2,6%	2,6%	
Ch fct hs intérêts	3 272	3 354	3 372	3 461	3 549	3 638	3 777	3 856	21 653
Ch fct hs intérêts [Evol° nominale]		2,5%	0,5%	2,6%	2,6%	2,5%	3,8%	2,1%	
EBC	0	0	0	0	0	0	0	0	
Annuité	416	446	443	477	516	535	512	553	
Ep brute	0	0	0	0	0	0	0	0	
Ep nette	300	-82	250	250	250	250	250	250	
DI hs annuité en capital	1 869	1 573	1 842	1 265	1 329	1 390	1 481	1 516	8 824
RI hors emprunt	252	986	1 568	431	492	452	481	503	3 928
Emprunt	750	180	600	600	600	600	600	600	3 600
Encours (31.12)	3 704	3 539	3 788	3 995	4 157	4 294	4 450	4 562	
Encours (31.12) / Ep brute	6,1	13,4	6,3	6,2	6,0	6,0	6,4	6,2	
EGC	748	568	1 144	1 160	1 173	1 085	935	772	